

LA VERITE

Organe du Comité Central
de l'Organisation Communiste Internationaliste.
(pour la reconstruction de la IV^e Internationale.)



■ Roger DUCROS

Quelques semaines capitales

■ Etienne LAURENT

**L'Amérique latine dans le mouve-
ment de la révolution mondiale**

■ Jacques MEYRAND

Moyen-Orient : la quadrature du cercle

■ Stéphane JUST

Monsieur Fauvet historien

Février 1978 Prix 8 F

N° **580**

« La politique du communisme ne peut que gagner à exposer dans toute sa clarté la vérité. Le mensonge peut servir à sauver les fausses autorités, mais non à éduquer les masses. C'est la vérité qui est nécessaire aux ouvriers comme un instrument de l'action révolutionnaire.

Votre hebdomadaire s'appelle « La Vérité ». On a assez abusé de ce mot, comme de tous les autres d'ailleurs. Néanmoins, c'est un nom bon et honnête. La vérité est toujours révolutionnaire. Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution. »

Léon TROTSKY.

LA VERITE

Organe du Comité Central
de l'Organisation Communiste Internationaliste.
(pour la reconstruction de la IV^e Internationale.)

Charles BERG

Stéphane JUST

Numéro 580 - Février 1978

SOMMAIRE

fronts populaires

d'hier et d'aujourd'hui

7 — ■ Roger DUCROS
Quelques semaines capitales

45 — ■ Etienne LAURENT
L'Amérique latine dans le mouve-
ment de la révolution mondiale

97 — ■ Jacques MEYRAND
Moyen-Orient : la quadrature du cercle

111 — ■ Stéphane JUST
Monsieur Fauvet historien (1^{re} partie)

De façon exceptionnelle et en raison de la date des élections législatives, la parution du prochain numéro de « La Vérité », daté du mois d'avril 1978, sera décalée d'une semaine. Ce numéro sera mis en vente le mercredi 5 avril 1978.

LA VÉRITÉ

« Pour la reconnaissance de la IV^e Internationale
(pour la reconnaissance de la IV^e Internationale)
de l'Organisation Communiste Internationaliste.
Organisme du Comité Central
toujours à non seulement nécessaire aux ouvriers
Le long... »

Léon TROTSKY

Numéro 580 - Février 1978

SOMMAIRE

7 — ■ Roger DUCROS
Quelques semaines capitales

45 — ■ Etienne LAURENT
L'Amérique latine dans le mouve-
ment de la révolution mondiale

97 — ■ Jacques MÉRYAND
Moyen-Orient : la quadrature du cercle

117 — ■ Stéphane JUST
Monsieur Faurest historien (1^{er} partie)

De façon exceptionnelle et en raison de la date
des élections législatives, la parution du prochain
numéro de « La Vérité » date du mois d'avril 1978.
Le numéro sera mis en vente le mercredi 5 avril 1978.

un livre partisan

Charles BERG

Stéphane JUST

fronts populaires

d'hier et d'aujourd'hui

Charles Berg et Stéphane Just sont membres du Comité central de l'Organisation communiste internationaliste (OCI), pour la reconstruction de la IV^e Internationale.

Ils ont écrit ensemble « Fronts populaires d'hier et d'aujourd'hui », un livre dont ils disent eux-mêmes dans leur introduction qu'il est « un livre partisan ».

Partisan du socialisme, partisan de la destruction de l'Etat bourgeois, partisan du front unique ouvrier et d'un gouvernement mettant en œuvre une telle politique.

« Les "fronts populaires", expliquent les auteurs, sont à l'ordre du jour lorsque se prépare une crise révolutionnaire, que la révolution prolétarienne s'avance et surgit : ils en sont le contraire, sa négation. Jusqu'à présent, les fronts populaires ont toujours infligé de terribles défaites à la classe ouvrière, ou ont été la cause de ces défaites. A nouveau ils sont à l'ordre du jour : leur aboutissement sera-t-il nécessairement de nouvelles et écrasantes défaites infligées au prolétariat ? La question doit être posée. La réponse ne peut-être donnée qu'en partant d'une analyse globale, mondiale, des rapports entre les classes et à l'intérieur des classes, notamment au sein du prolétariat, du mouvement ouvrier, et de leur expression particulière dans chaque pays. »

Charles Berg
Stéphane Just

Penser/Stock 2

FRONTS POPULAIRES D'HIER ET D'AUJOURD'HUI

sommaire

Origine et « théorie » des fronts populaires.

LE FRONT POPULAIRE EN PRATIQUE : HIER

1. France : 1934-juin 1936
2. France : juin 1936-30 novembre 1938
3. Espagne : 1935-1939

LE FRONT POPULAIRE EN PRATIQUE : AUJOURD'HUI

1. Chili : 1967-1970
2. Chili : 1970-1973
3. Fronts populaires, fascisme, front unique ouvrier
4. Union de la gauche : front populaire d'aujourd'hui
5. « Front populaire de combat » ? Non : Front ouvrier

Car, poursuivent C. Berg et S. Just dans les premières pages de leur livre, « en 1977, les rapports entre les classes et à l'intérieur des classes sont bien différents. La puissance, la densité sociale et politique de la classe ouvrière à l'échelle mondiale s'est considérablement accrue. Elle a conquis internationalement de nouvelles et extrêmement fortes positions. Elle n'a subi depuis la fin de la guerre aucune défaite comparable à celles enregistrées entre 1919 et 1938. (...) Nous sommes au tout début d'une nouvelle période de la révolution prolétarienne mondiale, dont l'ampleur et la profondeur confirmeront que l'impérialisme est le stade suprême du capitalisme, et que nous sommes à l'époque de la révolution prolétarienne mondiale. »

C'est donc à une analyse détaillée de la politique des fronts populaires — et de ses résultats en France et en Espagne dans les années 1934-1939, au Chili de 1967 à 1973 — que s'attache cet ouvrage avant de répondre à ces problèmes décisifs : front populaire, front populaire « de combat » ou front unique ouvrier ; l'Union de la gauche : front populaire d'aujourd'hui.

Il explique et propose les réponses du marxisme, sur la base de l'expérience des militants et des organisations qui, sous le drapeau de Lénine et de Trotsky, combattent contre la politique des fronts populaires, pour en finir avec l'exploitation de l'homme par l'homme, pour le socialisme.

En ce sens, c'est un ouvrage de combat pour la construction des partis révolutionnaires, pour la reconstruction de la IV^e Internationale.

Le comité de rédaction de La Vérité, organe du Comité central de l'OCI, appelle donc tous ses lecteurs à acheter ce livre — qu'on peut se procurer au prix de 26 F auprès des militants de l'OCI —, à le lire, à le réfléchir, à le discuter, à l'utiliser pour le combat politique. Ainsi aura-t-il atteint son but. être une arme pour la construction de l'OCI, pour son renforcement, pour l'accomplissement des tâches qu'elle a décidées.

Le Comité de rédaction,
20 janvier 1978.

Pour balayer Glocard-Barre.
Pour arracher les revendications.

ASSEZ DE DIVISIONS!

UNITE POUR LA MAJORITE PCF-PS!

Mitterrand s'est engagé au
département au 2^e tour

Députés du P.C.F., engagez-vous!

UNITE PCF-PS

TOUTES LES FORCES
DANS LA BATAILLE POUR
« ENGAGEMENT DU PCF AU DESISTEMENT
AU SECOND TOUR !
MAJORITE PS-PCF ! »

quelques semaines capitales

par Roger DUCROS

Combien de drames épouvantables le prolétariat a-t-il vécu depuis cinquante ans, dont sont responsables la bureaucratie du Kremlin et son appareil international défendant « l'ordre bourgeois à l'échelle internationale », de l'écrasement du prolétariat allemand sous la botte nazie à celui du prolétariat espagnol, prologue à la seconde guerre mondiale, jusqu'au massacre de milliers et de milliers de militants, d'ouvriers et de paysans chiliens que la politique de « Unité populaire » a livrés pieds et poings liés à la sanglante dictature de Pinochet ? Rien qu'en ce qui concerne la France, la politique de « défense de l'ordre bourgeois » que pratique le PCF est d'une parfaite continuité : elle se manifeste activement, sous des formes adaptées, à chaque moment du développement de la lutte des classes. Quel parcours depuis le Front Populaire des années 1935-1936 jusqu'aux derniers avatars de l'« Union de la gauche » !

Lorsque la crise de la société s'aiguise, la simple « collaboration de classes » ne suffit plus : les appareils bourgeois des organisations et partis ouvriers doivent prendre en charge la défense de la société et de l'Etat bourgeois.

En France, sur tous les terrains de la lutte des classes, depuis que

l'agonie de la V^e République a commencé, le Parti communiste français, l'appareil de la CGT et de toutes les organisations qu'il contrôle, s'emploient de leur mieux à prolonger cette agonie. Mais il est vrai que depuis quelques mois cette politique se déploie cyniquement et son contenu réactionnaire apparaît en pleine lumière.

la grande "bouzille"

En quelques mots, on pourrait dire que la direction du PCF et des organisations qu'elle contrôle pratique à une gigantesque échelle, sur tous les terrains et sous toutes les formes de la lutte des classes une frénétique « bouzille » des possibilités qui s'ouvrent à la classe ouvrière.

LE CARROUSEL DES JOURNEES D'ACTION

C'est vrai sur le terrain des luttes revendicatives. « Informations ouvrières » a fait le point sur les multiples « journées d'action » qui ont eu lieu, à l'initiative de la CGT, en moins d'un an :

« 7 octobre 1976 : grande journée de grèves et de manifestations ;

23 octobre : pour l'emploi des jeunes ;

27 janvier 1977 : grande journée d'action dans la fonction publique ;

26 janvier : la SNCF ;

31 janvier : les charbonnages ;

1^{er} février : l'EDF ;

1^{er} février : la RATP ;

28 avril : grande journée d'action dans le secteur public ;

24 mai : grande journée d'action nationale. »

La direction de la CGT n'était pas seule à organiser ce carrousel : bien entendu la CFDT était à ses côtés, à certains moments la Fédération de l'Education nationale, et à d'autres, comme le 24 mai, la direction de FO.

Ainsi que « La Vérité » l'écrivait : le 24 mai la grève était effective, générale, prouvant la puissance de la classe ouvrière ; mais pour les dirigeants, il s'agissait simplement de gagner du temps, d'attendre les vacances. Ensuite les dirigeants de certaines fédérations FO ont signé des accords salariaux participant du plan Barre ; les dirigeants de la CGT, de la CFDT, de la FEN ont permis leur application en complétant le carrousel des journées d'actions de l'année 1977 : ils appelaient à une nouvelle journée d'action le 1^{er} décembre. Toutes ces manœuvres s'ordonnent à partir de la politique de dislocation dont les dirigeants de la CGT sont les maîtres d'œuvre.

La façon dont les dirigeants de la CGT ont, au cours de plus de deux années (avril 1975 - juillet 1977), dévoyé, malaxé le mouvement des travailleurs du « Parisien libéré » donne précisément tout son sens à cette politique. S'opposant à la grève générale des travailleurs du livre, pendant deux ans, l'appareil de la CGT, sous la haute direction de Krasucki soi-même, a pratiqué la « solidarité financière » au prix d'importantes ponctions sur les salaires des travailleurs de cette corporation. Il a multiplié les « actions rodéo », tout en signant dès juillet 1976, un accord d'application de la modernisation avec les patrons de la presse. Finalement, la direction de la Fédération française des travailleurs du livre CGT signait avec Bellanger, nouveau P-DG du « Parisien libéré », un accord, toujours non rendu public par les dirigeants, qui appliquait au « Parisien libéré » celui signé un an plus tôt avec les patrons de la presse parisienne.

LE SCENARIO DE L'EDF

A la fin de l'année 1977, les travailleurs de l'EDF ont subi à leur tour cette politique de « bouzille » frénétique. Dans cette corporation, une forte résistance existait quant à l'acceptation de l'accord salarial, conforme au plan Barre, que les dirigeants de la Fédération FO avaient signé. La « journée d'action » du 1^{er} décembre n'y suffisait pas, les dirigeants des Fédérations non signataires ont organisé une « semaine d'action » du 2 au 8 décembre, pour la briser. Dès lors, un véritable scénario se déroulait. Selon les dirigeants des fédérations CGT et CFDT, le 2 décembre, en accord avec le gouvernement, la direction de l'EDF déconnectait dès 6 h 38 le réseau français du réseau européen ; à 7 h 30, elle procédait à d'importantes coupures de courant. Après quoi, le gouvernement et le patronat déclenchaient une violente campagne en utilisant les « mass media », radio, télévision, presse, contre le droit de grève des travailleurs du secteur public. Raymond Barre convoquait, le lundi 7 décembre, Marcel Boiteux, directeur général de l'EDF et René Monory, Ministre de l'Industrie « pour prendre des mesures ». Après les avoir rencontrés, il publiait un communiqué où on pouvait lire :

« Le Premier ministre rappelle enfin que c'est le devoir d'une grande entreprise nationale que d'assurer la continuité du service public et que tout manquement grave à ce devoir affecte le crédit de cette entreprise dans la nation. »

Cependant, quelques jours plus tard, Monory, en réponse à une intervention à l'Assemblée nationale et après avoir repris les termes de Barre, ajoutait :

« Toutefois, je voudrais faire observer qu'il ne faut pas répondre à une atteinte portée à la liberté par quelques agents par une autre atteinte à la liberté que serait une réquisition. »

Il ne fallait pas aller trop loin par crainte d'une brutale et incontrôlable réaction des travailleurs de l'EDF, GDF et peut-être de l'ensemble des services publics : ce puissant foyer pouvait, de plus, faire exploser le tonneau de poudre sur lequel le gouvernement Giscard-Barre est assis. Le but à atteindre était au contraire de casser la combativité des travailleurs de l'EDF.

Le lendemain, mardi 6 décembre, Marcel Boiteux recevait une première fois les fédérations CGT et CFDT sans que, officiellement, il en résulte quelque chose. Les grèves tournantes se poursuivaient par région, le 7 et le 8, sans d'importantes coupures de courant. Le 8, rencontre entre les dirigeants des fédérations CGT et CFDT de l'EDF en vue de déterminer les modalités de la « poursuite de l'action ». Les « divergences » apparaissent opportunément : la CGT, souple, préconise que les électriciens manifestent de « façon interne » (sic) leur mécontentement, et l'extériorisent le 16 décembre en baissant la production pendant une heure ; la CFDT, dure, propose que le mouvement se poursuive comme il se déroule depuis le 2. On est au bord de la rupture. Grâce au ciel, elle est évitée in extremis. Le compromis suivant est mis au point : le lundi 12, une heure d'arrêt de travail accompagnée de délégations ; le mercredi 14, deux heures de grève avec une baisse de la production énergétique de 20 % entre 9 heures et 11 heures et « information » de l'opinion publique ; le vendredi 16, arrêt de travail national toute la matinée avec des chutes de tension de 30 %. Gaziers et électriciens manifesteront à Paris et en province le 16 décem-

bre. A cette date, la Direction générale et toutes les organisations syndicales se retrouveront dans le cadre d'une réunion statutaire (cf. « L'Humanité » du 9-12-1977).

Mais le samedi, brusque hausse de la « tension » entre la CGT, la CFDT et le gouvernement : Giscard d'Estaing se saisit du conflit et il demande à M. Monory, ministre de l'Industrie, à M. Delouvrier, président de l'EDF, en voyage à l'étranger, de revenir d'urgence « afin d'examiner des mesures qui doivent être prises pour éviter les conséquences de la grève de l'EDF ». Décision prise : Marcel Boiteux reçoit, le lundi 12, les représentants des fédérations CGT et CFDT de l'EDF. Il « accepte d'examiner les propositions des syndicats », une nouvelle réunion devant se tenir le mercredi 14 au soir. C'est l'armistice. Les fédérations CGT et CFDT suspendent les mouvements prévus pour le mercredi. Mais un armistice n'est pas la fin de la guerre : « la direction refuse de négocier ; les syndicats maintiennent l'arrêt de travail du vendredi » écrit « L'Humanité » du 15 décembre, et celle du 16 titre : « grève pour négocier ». Et ensuite... Le 17-12, « L'Humanité » tire l'article sur l'EDF : « les syndicats se revoient en janvier ».

Et ils se revoient effectivement le 4 janvier. Ferme comme le roc, la CFDT voulait poursuivre

« l'action » sous les formes que nous avons connues à l'EDF en décembre dernier, ou au minimum par deux heures d'arrêt de travail hebdomadaire, dès la deuxième quinzaine de janvier »,

nous apprend « L'Humanité » du 5 janvier 1978.

La CGT, quant à elle, organisera un référendum du personnel le 31 janvier en posant deux questions :

« 1. La convention salariale telle qu'elle est actuellement

conçue fait-elle obstacle à une véritable remise en cause des rémunérations ; 2. L'ensemble des fédérations syndicales EDF-GDF doivent-elles examiner ensemble les mesures pour rendre obligatoire une négociation sur les salaires. » (*L'Humanité* du 7 janvier.)

Le fond de l'affaire est net et précis : Marcel Boiteux a envoyé une lettre aux organisations syndicales leur proposant d'ouvrir dans la seconde quinzaine de janvier une négociation sur une révision de la grille des salaires, fait que Pauwels, dirigeant fédéral CGT, a considéré comme positif. Enterrée la question de l'accord salarial. Par contre, le processus de la définition et de l'application d'une nouvelle classification du personnel « par niveaux », dont les lecteurs de « La Vérité » savent qu'elle entraîne polyvalence et déclassification, est ouvert.

**DIVISION A LA SNCF
CONTRE LA VOLONTE
UNANIME :
« NON A LA S7-B4 »**

Le mouvement des roulants de la SNCF se situe sur un plan quelque peu différent. Au point de départ, l'application de la « consigne S7-B4 » qui, à partir de l'installation d'un matériel radio sur les trains, impose la conduite d'un seul agent et supprime le deuxième agent de conduite : au total 10 000 agents.

Cette fois, ce sont les dirigeants de la Fédération générale autonome des Agents de conduite (FGAAC) qui avancent en éclaireur pour l'application du plan de la direction de la SNCF et du gouvernement. A la réunion du 22 novembre 1977, entre la direction de la SNCF et les syndicats, les représentants de la FGAAC auraient, selon un tract de la Fédération nationale des cheminots CGT, déclaré :

« Nous sommes prêts à discuter techniquement du projet car il faut en modifier le contenu surtout sur le plan de la sécurité, mais il faut également des compensations car le progrès doit alléger la peine des hommes et en particulier en ce qui concerne les conditions de travail. Avant sa mise en application nous demandons des garanties, si nous ne les obtenons pas nous en appellerions aux agents concernés. »

Les fédérations CGT-CFDT-FO-CFTC appellent ensemble à une grève étalée sur trois jours les 9, 10 et 11 décembre, appel confirmé après que le 6, une nouvelle réunion avec la Direction n'ait fait que confirmer son intention d'appliquer la S7-B4 dès février 1978 au VU et au roulement d'été sur le Sud-Est. Après cette grève étalée sur trois jours, ... rien.

Peut-être éventuellement, si l'opposition à l'application est trop forte, la reprise de quelques grèves tournantes. Ainsi, la FNC-CGT

« demande aux cheminots de conserver leur potentiel de grève et d'unité intact, tant pour faire aboutir leurs revendications que pour répondre à nouveau si cela s'avérait nécessaire au succès de l'action. »

Après cela, la direction de la SNCF n'a plus qu'à appliquer.

LA GREVE DES USINES MICHELIN DE CLERMONT-FERRAND

Mais ces dernières semaines, c'est contre les travailleurs de chez Michelin que les dirigeants stalinien ont poussé l'art de la trahison jusqu'au raffinement. Rappelons brièvement les faits. Les usines Michelin de Clermont-Ferrand emploient 17 000 ouvriers. En mai-juin 1968, ils ont arraché le repos hebdomadaire, 30 week-ends par an, les 48 heures

consécutives du samedi 5 heures au lundi 5 heures. François Michelin, grand patron des usines du même nom, affirme :

« Les usines implantées à l'étranger sont rentables car elles tournent en semi-continu. Il faut maintenir la compétitivité à l'extérieur et mieux utiliser l'outil de travail en France ».

En termes clairs, il faut que les usines de France tournent également en semi-continu. Le 29 novembre, François Michelin fait avertir les organisations syndicales de ses projets de nouveaux horaires de travail. C'est seulement au cours de la semaine qui précède la grève — du 12 au 16 — que l'ensemble des travailleurs des usines de Clermont-Ferrand apprendront, par une note que la Direction fait diffuser et commenter dans les ateliers, son projet : d'un côté, elle accorde les 40 heures ; de l'autre, le travail se poursuivra jusqu'au samedi 13 heures et reprendra le dimanche à 22 heures. Dans les ateliers, l'agitation commence.

Elle va déboucher le samedi 17 décembre : l'équipe du matin d'un groupe d'ateliers (O.C.T.023) débraye sans qu'aucune consigne de grève n'ait été donnée. A 13 heures, l'équipe du soir rentre dans la grève. A 21 heures, c'est l'équipe de nuit. 1 500 travailleurs s'engagent en avant-garde dans la grève. Le lundi matin, ils décident de poursuivre la grève. Ils vont d'atelier en atelier appeler à débrayer. Un dépêche de l'AFP signale :

« Débrayages aux ateliers de production Michelin à Clermont-Ferrand. La direction propose de revenir aux 40 heures — le temps de travail étant actuellement de 41 heures 30 — après la mise en place d'un rythme de travail hebdomadaire semi-continu impliquant que le travail débute le dimanche à 22 heures et s'achève le samedi à 13 heures. »



Méeting de masse des ouvriers de Michelin en grève totale contre le semi-continu, place des Carmes, devant la Direction générale, le 19 décembre 1977 (Sygma).

Au soir, les 17 000 travailleurs de chez Michelin sont en grève totale : la grève Michelin a commencé.

LES DIRIGEANTS NOIENT LA REVENDICATION ET S'OPPOSENT A LA GREVE TOTALE

Le mouvement s'est engagé et s'est développé contre la volonté des dirigeants CGT et CFDT. Longtemps, les dirigeants sont restés très discrets sur le projet Michelin d'instaurer le semi-continu. Lorsque la chose se sait, ils mettent en avant un ensemble de revendications, dont les 40 heures (que propose Michelin), qui noient la revendication précise et nette du moment : pas de semi-continu.

Dans les ateliers, ils s'opposent au débrayage. La direction de la CGT fait publier, le dimanche 18 décembre, dans le journal « La Montagne », un communiqué qui appelle les travailleurs de chez Michelin à faire du mardi 20 décembre « une grande journée d'action (...) pour la satisfaction de leurs revendications en particulier celle des 40 heures » ; et le lundi matin, à 5 heures, un tract CGT-CFDT appelle « l'ensemble des travailleurs et des travailleuses à un arrêt de travail unanime de 2 heures, mardi 20 décembre ». La grève totale des travailleurs de chez Michelin ne doit surtout pas avoir lieu. Mais elle est là. Les ouvriers l'ont réalisée contre et par-dessus les dirigeants. Dès lors l'appareil de la CGT, que celui de la CFDT appuie de son mieux, engage contre les travailleurs la bataille pour disloquer et liquider la grève.

Pour y parvenir, quelques conditions sont nécessaires : que la grève n'ait pas de direction, pas d'organisation, pas de tête, c'est-à-dire pas de comité de grève ; qu'elle ne devienne pas « la grève générale des tra-

vailleurs de chez Michelin-Clermont-Ferrand », donc que les syndicats ne donnent pas d'ordre, ne décrètent pas la grève générale des usines Michelin-Clermont-Ferrand jusqu'à satisfaction de la revendication : « Non au semi-continu » ; que l'adversaire à vaincre, la direction Michelin, ne soit pas désigné, et pour cela éviter les manifestations au siège, place des Carmes ; noyer la revendication « non au semi-continu ». L'essentiel est que, surtout, l'appareil reste centralisé, organisé, devant les travailleurs engageant spontanément le combat, mais sans organisation et sans direction qui feraient de leur mouvement la grève générale des travailleurs de chez Michelin-Clermont-Ferrand pour l'objectif précis : « Non au semi-continu ».

A ces conditions, l'appareil stalinien est certain de rester, un jour ou l'autre, maître du terrain. La situation qui existe aux usines Michelin pendant les 10 jours que dure la grève rappelle étrangement, à une échelle plus réduite, celle qui existait à l'échelle de la grève générale en France en mai-juin 1968. Pas plus que la grève générale n'a suffi à elle-même, la grève de fait de chez Michelin ne se suffisait à elle-même.

Dès les premiers jours de la grève Michelin, les grandes manœuvres ont commencé : ne pouvant empêcher que des meetings gigantesques se tiennent, les dirigeants s'efforcent que les manifestations qui suivent ne se rendent pas à la Direction, mais défilent en ville. La deuxième semaine, la contre-offensive anti-grève de l'appareil CGT se développe. C'est d'abord la « journée régionale d'action » du lundi 26 décembre, qui n'est qu'une diversion. Elle ne mobilise personne et donne plutôt aux travailleurs de chez Michelin une impression d'isolement. C'est ensuite la négation de la démocratie ouvrière sous l'étiquette de « la démocratie ». A partir du mardi 27 décembre, la parole est aux urnes. « L'Humanité » du mardi 27 décembre écrit :

CGT SYNDICATS C.F.D.T. et C.G.T. MICHELIN CFDT

NON Mr MICHELIN les TRAVAILLEURS ne capitulent pas !

Depuis le 5 décembre, les ouvriers et un grand nombre de mensuels ont engagé l'action, contre le semi-continu, pour les 40 Heures avec repos samedi et dimanche.

Ces actions ont rassemblé la quasi totalité des travailleurs.

Ces actions diversifiées, décidées à chaque prise de poste par la majorité des travailleurs, se sont renforcées et ont amplifié chaque jour.

Depuis le 17 Décembre, l'action dans la plupart des secteurs a été identique, chaque équipe décidant huit heures de grève. Cette démocratie dans la conduite du mouvement doit encore se perfectionner.

Hier, vos organisations syndicales C.G.T. et C.F.D.T. ont engagé une large consultation, à bulletin secret, sur la poursuite du mouvement :

76 % ONT DECIDE DE POURSUIVRE LA LUTTE

◆ Ce résultat montre que la combativité des travailleurs n'est pas entamée, que la volonté d'amener Michelin à la table des négociations est importante.

La lutte engagée est exemplaire. Déjà, un coup sévère est porté à Michelin. Tous les grands moyens d'information sont obligés d'en parler, mais chacun sait de quel côté ils sont; aussi manoeuvrent-ils pour dédouaner Michelin. Aucun ne dit, et surtout pas " La Montagne ", " si le conflit dure, c'est parce que Michelin refuse de négocier sérieusement et que, depuis, plus d'une semaine, les organisations syndicales font plusieurs fois par jour des démarches pour s'entendre répondre :

→ " IL N'Y A PERSONNE " !

Le seul souci de ces moyens d'expression, c'est de disserter sur le nombre de grévistes, sur les reprises, sur les formes d'action, etc...

→ Les travailleurs NE FONT PAS GREVE PAR PLAISIR, SURTOUT LORSQU'ON NE GAGNE PAS 2 500 Francs par mois.

.../.

La paye du mois de Janvier ne va pas être bien grosse, c'est pourquoi, nous demandons le paiement des heures de grève, car un bon nombre va se retrouver avec des difficultés accrues.

Cette situation pèse sur la décision d'un grand nombre, pourtant, au bout de DIX JOURS DE GREVE TOTALE : 76% se prononcent pour poursuivre la lutte, en effet, chacun a pris conscience que le

→ SEMI-CONTINU AURAIT DES CONSEQUENCES DESASTREUSES
SUR NOS CONDITIONS DE VIE ET DE TRAVAIL.

La qualité de la vie beaucoup en discutent; surtout les hommes qui sont au Pouvoir.

Les travailleurs pensent que les 40 heures avec repos SAMEDI et DIMANCHE, cela en fait partie. C'est pourquoi, aujourd'hui, une délégation s'est rendue auprès du Ministre : "Alors Messieurs, assez de belles paroles, des actes !"

Aujourd'hui, dans l'ensemble des Usines MICHELIN -FRANCE :

- Les travailleurs luttent pour les mêmes raisons ;
- L'heure n'est pas au découragement ;
- Les reprises constatées n'ont pas entamé la combativité des travailleurs et leur volonté de poursuivre la lutte, car autrement, il y aurait une grande contradiction entre la consultation d'hier et les reprises que l'on constate.

Il n'y a aucune contradiction. Vous reconduisez, chaque jour, une grève de HUIT HEURES. Alors, maintenant se pose certainement le renouvellement des formes d'action. Une évolution est nécessaire. Vous voulez vous battre, vous l'avez voté, mais un certain nombre pense que sous cette forme, ils ne peuvent tenir jusqu'au bout. Michelin sait combien il vous paie et il veut vous conduire à plus de sacrifices encore.

◆ MICHELIN N'A QUE DU MEPRIS POUR LES TRAVAILLEURS et
une seule chose en tête : SES PROFITS ET LA RENTABIL-
SATION DE SES CAPITAUX.

Il s'agit donc, comme vous le faites, depuis le premier jour, avec le souci qui vous honore de rester unis et soudés, de décider à la base, de vos actions qui ont jusqu'à présent rassemblé le maximum de travailleurs et qui doivent continuer à rassembler le plus grande nombre de travailleurs.

Déjà, dans certains secteurs, des idées sont avancées et mises à la réflexion de tous pour une continuation majoritaire de la lutte.

◆ Michelin ne doit pas connaître de répit tant qu'il n'abandonnera pas ses prétentions d'instaurer le semi-continu, tant qu'il ne

◆ NEGOCIERA PAS LES 40 HEURES AVEC REPOS SAMEDI et DIMANCHE ET LE PAIEMENT DES HEURES DE GREVE.

/ Le 28 DECEMBRE 1977 /

« C'est dans les ateliers, à chaque reprise de poste que la poursuite du mouvement est décidée. Principe démocratique nouveau chez Michelin ; signe de la force du mouvement. »

**POUR BRISER LA GREVE,
CE SONT LES MEMBRES
DE L'APPAREIL
QUI VONT REMBRAYER
LES PREMIERS**

Au nom de la « démocratie » la plus grande, la grève est cassée en de multiples grèves. Il y aura bien quelques secteurs faibles où la tendance sera à la reprise. Cependant l'appareil atteint le sublime par sa manière d'utiliser le bulletin de vote et les urnes pour introduire la division. On trouvera ci-dessous la photo d'un bulletin de vote.

80 % des travailleurs votent pour « poursuivre l'action ». Mais évidemment, quoique 74 % se prononcent pour la grève totale, la division et l'incertitude sont introduites. Suprême astuce, le mercredi 28, tandis qu'une délégation CGT-CFDT se rend en manière de diversion au ministère, dès le matin, le tract CGT-CFDT, dont nos lecteurs ont trouvé la reproduction intégrale pages 14 et

15, est diffusé. Ce tract vaut d'être analysé, car c'est un sommet dans l'art de briser une grève.

On y lit : « Depuis le 17 décembre, l'action dans la plupart des secteurs a été identique ». Ce qui, pour qui sait lire, veut dire que dans certains, sinon de nombreux secteurs, le mouvement n'a pas pris la forme de la grève totale... Mensonge impudent, mais significatif. Ensuite : « chaque équipe décidant 8 heures de grève ». Même mensonge impudent car, en aucun cas, il ne s'agissait de « 8 heures de grève » mais de la grève totale jusqu'à satisfaction. Après : « Cette démocratie dans la conduite du mouvement doit encore se perfectionner ». En d'autres termes : le concassage de la grève totale doit se poursuivre.

Et, admirons la finesse de l'art de la trahison : « la lutte engagée est exemplaire ». Comme c'est émouvant, mais hélas « la paye du mois de janvier ne va pas être bien grosse... un bon nombre va se retrouver avec des difficultés accrues. » Plus loin : « L'heure n'est pas au découragement. » Goutte à goutte, le poison est versé : 80 % sont pour « poursuivre » la grève totale mais l'appareil explique : c'est trop dur, le dé-

CONSULTATION DES ORGANISATIONS SYNDICALES C.G.T.-C.F.D.T.

JE SUIS D'ACCORD POUR
POURSUIVRE L'ACTION :

- a) Dans les formes actuelles(1)
b) Par des arrêts limités (1)
c) Par une occupation (1)

(1) Rayer les deux formes
que vous ne choisissez pas.

JE SUIS D'ACCORD
POUR SUSPENDRE
LE MOUVEMENT.



courageusement gagne. C'est lui qui, systématiquement, « décourage » : « les reprises constatées n'ont pas entamé la combativité des travailleurs ». De reprises, il n'y en a pas eues, sauf celles de certains militants CGT et CFDT à l'instigation des appareils. Alors, le coup de masse est asséné : « Vous reconduisez chaque jour, une grève de HUIT HEURES. Alors, maintenant se pose certainement le renouvellement des formes d'actions. Une évolution est nécessaire. Vous voulez vous battre, vous l'avez voté, mais un certain nombre pense que sous cette forme, ils ne peuvent tenir jusqu'au bout. Michelin sait combien il vous paie et il veut vous conduire à plus de sacrifices encore. »

C'est net et précis : il faut cesser la grève totale ; les « certains » dont il est question sont les militants faisant partie des appareils, ou liés à eux, qui jouent le rôle de briseurs de grève. La référence au vote des « huit heures de grève » n'a d'autres raisons que d'introduire, pour quoi pas, deux heures, ou une heure, puisqu'il s'agit « d'heures ». A la place de la grève totale il faut « décider à la base de VOS ACTIONS ». La conclusion concentre le développement : « Déjà dans certains secteurs des idées sont avancées et soumises à la réflexion de tous pour une continuation majoritaire de la lutte » (alors que l'énorme majorité, 80 %, a voté la poursuite de la grève totale).

C'est ainsi que l'appareil stalinien à l'intérieur de la CGT, flanqué de celui de la CFDT, a réussi à disloquer et ensuite à liquider la grève totale de Michelin, mais en se heurtant ouvertement aux travailleurs, en engageant directement ses militants en une action de briseurs de grève : ce sont eux qui ont commencé à rembrayer.

LES REVENDICATIONS ?

KRASUCKI :

« ON NE S'ACCROCHERA PAS DESSUS »

De nombreux autres exemples pourraient et devraient être cités et analysés. Bornons-nous à évoquer l'attitude des dirigeants de la Fédération nationale des travailleurs des PTT (CGT) (Syndicat des services postaux de Paris), qui ont tout mis en œuvre pour briser la grève que, réunis en Assemblée générale à la Recette principale de Paris, les postiers qui veulent obtenir « le droit aux week-ends » avaient décidé pour le 20 novembre et à laquelle ils appelaient leurs camarades des autres bureaux de poste de la région parisienne. A cette grève, une fois encore, les dirigeants ont opposé des grèves tournantes de 24 heures par catégories, les facteurs étant, pour leur part, appelés à faire grève 24 heures, le mardi 24 janvier 1978, et leur revendication précise étant noyée dans la formule employée par un tract CGT : « Pour leur reclassement, leur pouvoir d'achat, conformément à l'appel des Fédérations CGT et CFDT ; l'obtention d'un samedi sur deux dans le cadre des 35 tournées en 5 jours. »

Pulvériser les mouvements, disloquer les grèves, les briser est encore insuffisant ; la bourgeoisie en crise a besoin de plus encore : que les appareils syndicaux prennent en charge l'application des plans et objectifs anti-ouvriers du capital. L'appareil de la CGT, comme celui des organisations que le PCF contrôle, se charge de la besogne là où son influence est décisive. Krasucki, au cours d'une réunion du Comité inter du livre CGT qui discutait des nouveaux licenciements prévus dans la presse (« Figaro », « France-Soir », etc.), déclare :

« D'accord pour la défense de l'emploi. Mais ce n'est pas comme dans la sidérurgie ; dans

la presse, on ne peut pas s'opposer à la modernisation et donc il y aura des postes en moins. Cela dit, on part au début de la défense de tous les postes, le maintien sur place, il faut aussi le dire, mais en sachant qu'on ne s'accrochera pas dessus.»

Ce n'est pas nécessaire de faire un dessin : Krasucki accepte les plans de licenciements et de déqualification au nom de « l'inévitable modernisation ». Krasucki dit sans phrase aux travailleurs de la presse le contenu de toute la politique actuelle de l'appareil stalinien qui contrôle la CGT et qui s'applique dans toutes les

corporations, sidérurgie comprise.

C'est cette même politique qui s'exprime dans l'enseignement lorsque les militants de la tendance « Unité et Action » de la FEN (animée par le PCF) se portent en tête de la participation aux conseils de gestion, ou de l'acceptation du fichage scolaire ; c'est toujours la même politique que les dirigeants de l'UNEF-Renouveau appliquent lorsqu'ils participent aux élections aux conseils de gestion chargés à l'Université d'appliquer les réformes réactionnaires dirigées contre les étudiants et les enseignants. Etc., etc., la liste pourrait être extrêmement longue.

à tout prix, éviter l'effondrement de la V^e République

En rompant avec le Parti socialiste, et en mettant tout en œuvre pour tenter désespérément de sauver les partis de la V^e République et le gouvernement Giscard-Barre du désastre aux prochaines élections législatives, la direction du PCF concentre cette politique...

« La Vérité » a montré l'importance politique des élections en général, des élections législatives notamment, dans un pays comme la France. Cette fois, étant donné la nature du régime politique de domination de classe de la bourgeoisie en place, les élections de mars 1978 ont plus d'importance que toutes celles qui n'ont jamais eu lieu.

Avec l'éclatement du gouvernement Giscard-Chirac, la longue agonie de la V^e République est entrée dans sa phase finale. Les élections municipales de 1977, après les élections cantonales de 1976 et l'ensemble des élections partielles, ne laissent aucun doute sur les résultats : ensem-

ble, le PS et le PCF obtiendraient la majorité des suffrages et vraisemblablement la majorité des sièges à l'Assemblée nationale. Le régime en place est un régime bonapartiste, bâtard certes, mais bonapartiste tout de même. L'appareil d'Etat a acquis un extrême degré d'indépendance, le président de la République l'incarne. Il fonctionne sous la direction et en symbiose avec les partis de la V^e République et principalement, même au moment actuel, l'UDR-RPR. L'Assemblée nationale ne contrôle ni l'appareil d'Etat ni le gouvernement, comme c'est le cas à un degré plus ou moins grand en régime parlementaire. Ce sont l'appareil d'Etat et son incarnation, le président de la République, qui se servent de l'Assemblée nationale ; ils doivent normalement la contrôler, la faire et la défaire.

Dans les circonstances actuelles, l'Assemblée nationale n'en est pas moins une couverture indispensable du pouvoir réel. Les partis de la V^e

République doivent avoir, ensemble, la majorité à l'Assemblée nationale pour que le régime puisse fonctionner. Cette condition n'est pas suffisante, mais elle est nécessaire. Sur le simple plan du fonctionnement formel du système, une majorité PS-PCF est incompatible avec la V^e République et ses institutions.

Ce n'est encore qu'un aspect des choses. Les élections en général, les élections législatives en particulier, sont un reflet statique et déformé, au désavantage du prolétariat, des rapports politiques entre les classes. Une majorité de suffrages PS-PCF, à plus forte raison une majorité de députés du PS et du PCF, exprimerait l'intense volonté des plus larges masses d'en finir avec la V^e République, ses institutions, ses réformes réactionnaires, sa politique de défense du capital et cela indépendamment du programme que ces partis mettent ou ne mettent pas en avant. Elle démontrerait que le rapport des forces entre les classes est de façon écrasante en faveur du prolétariat, entraînant derrière lui les masses exploitées des villes et des campagnes. Elle concentrerait sur un plan national la volonté et la force politique du prolétariat et lui donnerait un extraordinaire allant. Les masses se projetteraient en avant, occuperaient tous les terrains de lutte. La crise de la bourgeoisie s'accroîtrait, la crise révolutionnaire s'ouvrirait.

Toute la politique de la direction du PCF n'a qu'un but, par rapport aux élections législatives de mars 1978, la « bouzille » de cette possibilité.

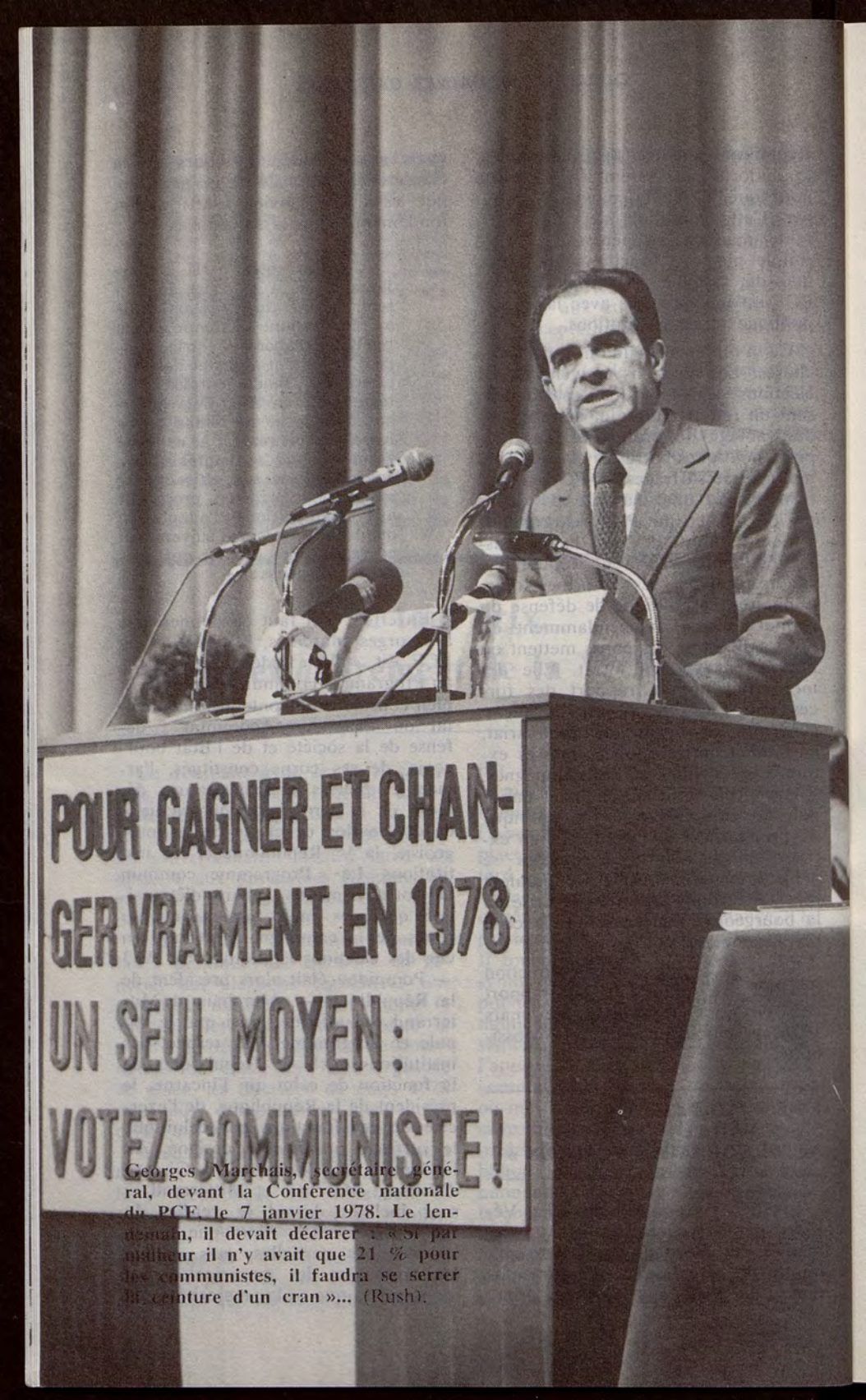
UNE « FIDÉLITÉ SANS FAILLE AU PROGRAMME COMMUN »

Lorsque ce numéro de « La Vérité » paraîtra, nous serons à 5 semaines des élections, et il n'est pas inutile de revenir sur « l'argumentation » du PCF, que Georges Mar-

chais a réaffirmée au cours de la Conférence nationale de ce parti, tenue les 7 et 8 janvier. L'affirmation fondamentale est la suivante :

« Je l'ai, notre parti a toujours eu et a le souci de s'en tenir à une fidélité sans faille au Programme commun. Cela implique d'abord le strict respect des orientations et des dispositions fondamentales du texte signé en 1972. Cela implique dans le même temps la volonté de conserver à ce programme, cinq ans après sa signature, toute son efficacité et sa portée sociale en procédant aux modifications d'adaptation que les changements suivants au cours de cette période ont rendus indispensables. »

En effet, et il faut en donner acte à Georges Marchais, la direction du PCF est « d'une fidélité sans faille au Programme commun », si l'on veut bien considérer le contenu fondamental du Programme commun : défense de la société et de l'Etat bourgeois, de ses corps constitués, l'armée, les polices, la magistrature, défense de la forme politique actuelle de domination de classe de la bourgeoisie, la V^e République et ses institutions. Le « Programme commun de gouvernement » venant d'être signé quelques mois auparavant, au cours de la campagne électorale en vue des élections législatives de 1973 — Pompidou était alors président de la République —, Marchais et Mitterrand ont affirmé, ainsi que le stipule ce programme, leur respect des institutions de la V^e République, de la fonction de celui qui l'incarne, le président de la République, de l'exercice de ces fonctions par celui que le suffrage universel a désigné. Au lendemain de l'élection de Giscard d'Estaing, Marchais et Mitterrand se sont inclinés devant le verdict du suffrage universel. Alors que toutes les élections partielles, puis ensuite les cantonales, les municipales, démontreraient que « la majorité » de



**POUR GAGNER ET CHAN-
GER VRAIMENT EN 1978
UN SEUL MOYEN :
VOTEZ COMMUNISTE!**

Georges Marchais, secrétaire général, devant la Conférence nationale du PCE, le 7 janvier 1978. Le lendemain, il devait déclarer : « Si par malheur il n'y avait que 21 % pour les communistes, il faudra se serrer la ceinture d'un cran »... (Rush).

l'Assemblée nationale élue en 1973 était désavouée, qu'elle était minoritaire dans le pays, Marchais s'est violemment opposé à toute idée de dissolution de cette Assemblée nationale. Il la considérait comme légitime et constitutionnelle.

Lorsque la discussion sur « la réactualisation du Programme commun » a commencé, le PCF écrit sous la plume de Gil Mason, dans les « Cahiers du communisme » de juillet :

« Une transformation du fonctionnement démocratique des institutions n'appelle pas de révision constitutionnelle d'ensemble par le biais d'une constituante ».

Aujourd'hui, encore et toujours, Marchais confirme son respect de la V^e République, de sa constitution, de ses institutions. Il proclame : si la victoire n'est pas pour cette fois, aux élections législatives de mars 1978, « ce sera pour la prochaine fois », c'est-à-dire aux prochaines élections législatives dans le cadre de la V^e République, éventuellement en mars 1983 ; de même, d'ores et déjà, il affirme que le PCF présentera son candidat aux prochaines élections à la présidence de la République, lesquelles auront lieu en 1981, au terme du mandat constitutionnel de Giscard. Les propos de Georges Marchais, de la direction du PCF sont parfaitement explicites : les élections législatives ne sont pas un moment, une expression déterminée de la lutte des classes, mais le but, la fin, l'alpha et l'oméga de la vie politique. Tout autre perspective est fermée au prolétariat, et cela dans le respect de la V^e République, de sa constitution, de ses institutions, de leur fonctionnement.

Le débat à propos des nationalisations n'est que poudre aux yeux. Formellement d'ailleurs, ainsi que « La Vérité » l'a déjà souligné, les positions du PS et du PCF en ce domaine sont très proches. Mais sur-

tout, tout dépend, selon Marchais, du résultat des élections : minoritaire, l'« Union de la gauche », respectueuse de la Constitution, devrait attendre les élections présidentielles et ensuite de nouvelles élections législatives ; bien plus, si le PCF n'atteignait pas 25 % des voix, rien ne serait possible :

« En tout cas une chose est certaine, les 21 % que les sondages nous accordent, les résultats des élections récentes, pour intéressants qu'ils soient, ne sont pas suffisants. »

Si tels étaient les résultats, « le changement serait renvoyé à plus tard », en clair à de nouvelles échéances électorales.

LE SENS DES ATTAQUES CONTRE LE PS

Là-dessus, l'offensive redouble contre le PS. Marchais interroge :

« La politique que propose le Parti socialiste représenterait-elle un pis aller, permettrait-elle au moins de faire un petit pas vers le mieux. »

Et il répond :

« Absolument pas. Si l'on ne se donne pas les moyens de faire une politique nouvelle, si on laisse les moyens entre les mains du grand capital, on condamne notre peuple à voir se poursuivre le cours des choses actuel. »

Pire encore :

« Si la politique poursuivie par le Parti socialiste était mise en œuvre, non seulement il n'y aurait pas de changement, mais les conditions seraient créées pour que la bourgeoisie aggrave encore sa politique d'austérité et d'inégalité avec plus de commodité pour elle. C'est ce qui se

« passe avec les gouvernements sociaux-démocrates de Grande-Bretagne, d'Allemagne fédérale, du Portugal et d'ailleurs. »

Quiconque ayant un peu de logique, en prenant les points de départ de Marchais, conclura : « à tout prendre, les masses feraient mieux de voter en Grande-Bretagne pour les conservateurs, en Allemagne fédérale pour les chrétiens-démocrates, au Portugal pour les partis PPD et CDS ». En toute logique, ils estimeront que mieux vaut Giscard-Barre que Mitterrand et qu'à tout prendre il est préférable de voter pour les partis de la V^e République que pour le Parti socialiste. A ceux qui ont quelques connaissances sur l'histoire du mouvement ouvrier, cela rappellera le temps où le Parti communiste allemand proclamait : « mieux vaut Hitler que la Social-démocratie ».

Selon Marchais, l'ignominie du PS ne cesse de croître. Mitterrand se prononce-t-il pour qu'en mars 1978, le SMIC s'élève à 2 400 F par mois, Marchais n'en souffle mot dans son rapport... « Le parti des pauvres gens » se désintéresse d'un seul coup des smicards. Mais si Marchais s'est tu à la Conférence nationale du PCF, c'était pour mieux reprendre son souffle. Prenant la parole le 15 janvier, à Toulouse, il fulmine :

« François Mitterrand a déclaré, voici une semaine, qu'en fin de compte il est pour le SMIC à 2 400 F en mars prochain. Mais comment le croire puisque le même jour, il présente aux journalistes un programme du Parti socialiste dans lequel cet objectif ne figure absolument pas !

« Il y a plus : comment prendre au sérieux François Mitterrand lorsqu'il promet soudain de relever le SMIC à 2 400 F puisqu'il refuse en même temps les réformes économiques du Programme commun, sans lesquelles une politique de progrès social est totalement impossible. »

LA CURIEUSE RETHORIQUE DE G. MARCHAIS

Mitterrand se prononce pour le SMIC à 2 400 F, mais il ment. Il ne l'accordera pas. C'est impossible d'accorder le SMIC à 2 400 F par mois sans réaliser « en même temps les réformes économiques du Programme commun sans lesquelles une politique de progrès social est totalement impossible ». C'est sans doute pourquoi on n'exige pas de Giscard d'Estaing et du patronat qu'ils satisfassent les revendications de la classe ouvrière, que l'on disloque les luttes, que l'on applique les plans du patronat : puisqu'ils ne sont pas pour les réformes économiques du Programme commun sans lesquelles une politique de progrès social est impossible. Les masses en décideront, si toutefois le PCF obtient plus de 25 % des voix, sans quoi ce sera pire.

Mais on ne comprend plus : si tout ce que disent et font les socialistes n'est que mensonge et tromperie, si lorsqu'ils se prononcent pour le SMIC à 2 400 F, on ne peut pas les croire, pourquoi les croirait-on s'ils signaient une gigantesque programme de nationalisations ?... Le sens est clair : quelques positions que le Parti socialiste adopte, le PCF le condamnera comme renégat, menteur et faussaire, démagogue et parjure. En utilisant la rhétorique de Marchais, il est possible de lui renvoyer la balle : comment « assurer le progrès social » quelque soit l'ampleur des nationalisations, en se prononçant pour « une défense nationale tous azimuts, à la hauteur des exigences de l'indépendance nationale » ? Une défense nationale tous azimuts exigerait des centaines et des centaines de milliards de crédits militaires supplémentaires. A la vérité, Marchais se moque éperdument de la défense, « tous azimuts » ou non, il conforte la V^e

République en apportant son adhésion à la politique militaire de De Gaulle et de ses séides, des gouvernements de la V^e République ; comme il se moque du SMIC à 2 400 F par mois, des « réformes économiques », des nationalisations et du reste : en gros et en détail, il apporte son soutien à la V^e République.

QU'EST-CE QUE LA FIDELITE DU PCF AU PROGRAMME COMMUN ?

L'un des aspects remarquables du Programme commun, rénové ou non, est qu'il ne met en cause aucune des réformes réactionnaires de la V^e République, la réforme administrative, celles de l'enseignement, de la santé, etc. Bien plus, il viserait plutôt à les compléter. Ainsi, il reprend à son compte l'autogestion chère à la CFDT. On trouvera dans « Informations ouvrières » une série d'articles qui examinent la signification du texte que le PCF a publié, intitulé : « Pour une avancée décisive de la démocratie ». Le contenu de cette politique est le même que celui des conseils de gestion à l'université, dans l'enseignement. Plus clairement, les gaullistes appellent cela la « participation ». L'un des traits déterminants du Programme commun de gouvernement, rénové ou non, est qu'il fait toute leur place au sabre et au goupillon, piliers de l'ordre bourgeois, éléments constitutifs de la V^e République...

Le Programme commun de gouvernement, rénové ou non, c'est d'abord la défense de la V^e République. Y être fidèle, c'est tout faire pour qu'il n'y ait pas une majorité de voix aux élections législatives pour le PS et le PCF et donc, également, une majorité de députés du PS et du PCF : la V^e République s'effondrerait ; une puissante impulsion serait donnée à la lutte de classe du pro-

létariat, de la jeunesse, des masses exploitées. Fidèle au Programme commun, le PCF met tous les moyens en œuvre pour que le PS et le PCF perdent les élections législatives, pour bloquer la lutte de classe du prolétariat, pour que « le changement réel » soit renvoyé à plus tard.

Les dirigeants du PCF font tout ce qu'ils peuvent, et vraisemblablement avec quelque efficacité, afin de perdre des voix et des élus à leur propre parti. C'est la partie la plus facile de leur tâche. La plus difficile est de faire que le PS n'en gagne pas et, mieux, en perde. Tel est, tel sera, l'objectif de la gigantesque campagne électorale dont a parlé Marchais à la conférence nationale du PCF. Pas un jour, pas une discussion, pas un tract, pas une affiche, où cette campagne, que les mass media relaient, ne se développe.

L'accusation est lancée contre le PS :

« Au moment où il faut vraiment choisir, il recule devant le combat et penche une fois de plus vers la vieille politique de collaboration avec la grande bourgeoisie qu'il a si souvent pratiquée dans le passé. » (*Marchais, Toulouse, 15-1-1978.*)

Voilà qui est parler de corde dans la maison d'un pendu : du Front populaire au Front des Français, de l'« Union dans la Résistance » jusqu'à la participation aux gouvernements de Gaulle et ensuite tripartites (MRP-SFIO-PCF), de l'unité avec le RPF et tous les « Français patriotes » contre la CED au soutien du « Front républicain » et au vote des accords d'Évian, de l'« Union de la gauche » sans rivage à droite à sa transition naturelle, l'« Union du peuple de France » incluant gaullistes, représentants de la hiérarchie catholique et patrons nationaux, le palmarès du PCF en la matière est tout aussi brillant et fourni que celui du PS.

MAIS QUE DISAIT MARCHAIS, DEJA, EN 1972 ?...

A tout prix, il convient d'accréditer que le « Parti socialiste a tourné à droite ». Le Parti socialiste n'a tourné ni à droite, ni à gauche ; il s'est toujours situé sur le plan de la collaboration des classes sans quoi il n'aurait jamais signé « le Programme commun de gouvernement », sans quoi il n'aurait jamais pratiqué l'alliance avec les radicaux dits de gauche. Décidément, Georges Marchais a la mémoire courte. Très fier d'imiter Thorez, son prédécesseur à la fonction de secrétaire général, qui avait donné en 1946 une interview au « Times », Georges Marchais en a accordée une, à son tour, à ce respectable quotidien britannique, le 18 novembre 1972. Déjà, il y disait :

« A l'évidence, l'application de ce programme (le Programme commun) ne signifiera pas l'établissement du communisme, ni du socialisme en France. Mais elle permettra des réformes démocratiques et antimonopolistes d'une portée sans précédent. Cette démocratie nouvelle, pensons-nous, constituera une étape, une forme de transition vers le socialisme adaptée aux conditions de la France d'aujourd'hui. »

Un régime ni socialiste, ni communiste, reste donc un régime capitaliste, tout au plus réformé, amendé. N'est-ce pas la base même de la « collaboration de classe avec la grande bourgeoisie » ? Et comme il s'agit du capitalisme pourrissant en crise, toute « réforme », amendement au capitalisme, ne saurait être que réactionnaire, subordonnant étroitement les masses aux exigences de la mise en valeur du capital.

Marchais poursuivait alors :

« C'est dans le cadre de la lutte démocratique et en nous

appuyant sur un mouvement majoritaire de notre peuple que nous comptons faire triompher un gouvernement de la gauche et ensuite appliquer avec nos alliés le Programme commun. »

Il précisait encore :

« Si la gauche était extrêmement proche de la majorité à l'Assemblée nationale, sans toutefois l'atteindre, il est évident qu'une situation absolument nouvelle serait créée dans le pays. Des républicains, des opposants au régime actuel, dès aujourd'hui désorientés par le ralliement anticipé de MM. Lecanuet et Servan-Schreiber, à une coalition des droites, inclineraient sans doute à soutenir un gouvernement démocratique. Dans cette hypothèse, il nous semble que les partis de la gauche pourraient, évidemment, accepter leur concours dès lors qu'ils souscriraient au Programme commun de la gauche et s'engageraient à travailler à son application. »

Pour qui sait lire, les nouveaux ralliés ne pouvaient venir que des « partis de droite », qui, même si on s'en tient au mécanisme parlementaire, étant arbitres de la majorité, pouvaient imposer (pour autant que la chose soit nécessaire) leurs conditions. Marchais n'en rajoutait pas au « Programme commun », il se préparait à brader certains de ses aspects éventuellement gênants.

Marchais ne faisait pas de détail : après avoir confirmé que le Programme commun s'inscrivait dans le cadre de l'Europe des Neuf, il affirmait, parlant des relations des partis communistes avec les partis socialistes d'Europe, y compris ceux de Grande-Bretagne et d'Allemagne fédérale :

« Il serait souhaitable qu'au moins sur des questions telles que la lutte contre l'emprise des monopoles transnationaux ou l'action en faveur de la sé-

curité collective sur le continent, des échanges de vues aient lieu et des actions communes engagées. Pour notre part, nous y sommes prêts.»

Référence d'usage, nécessaire, faite aux « monopoles transnationaux » et à la « sécurité collective », en se situant sur le terrain des tentatives de la bourgeoisie de s'organiser pour se survivre, de la défense par excellence de l'ordre bourgeois, du mode de production capitaliste — l'Europe des Neuf —, toutes les portes sont ouvertes en direction de la Social-démocratie : la collaboration pour et dans la collaboration des classes.

CONTRE LA MONTEE DES MASSES

Le Parti socialiste, hier et aujourd'hui fidèle à lui-même, se situe très strictement sur cette ligne que Marchais définissait dès 1972. Il se tient sur la même position où Mitterrand se situait lorsqu'en avril-mai 1974, il devenait le candidat de l'« Union de la gauche » à la présidence de la République.

A ce point, justement, commence toute l'affaire : les élections présidentielles ont un caractère plébiscitaire et bonapartiste ; elles sont donc la forme électorale la plus défavorable à l'expression des aspirations de la classe ouvrière et des masses exploitées ; or, malgré cela, à quelques centaines de milliers de voix près, Giscard d'Estaing était battu et Mitterrand, premier secrétaire du Parti socialiste, était élu, la V^e République s'effondrait, la crise révolutionnaire s'ouvrait : « l'Union de la gauche » ne parvenait pas à empêcher, sur le plan électoral, l'expression des aspirations des masses à en finir avec la V^e République et à porter au pouvoir un gouvernement de leurs partis.

Dès octobre 1974, Marchais et le PCF entamaient une violente cam-

pagne contre le PS. Le mode de scrutin des élections municipales permettait encore de noyer — en présentant dès le premier tour des listes de l'« Union de la gauche » comportant parfois des fleurons de la réaction gaulliste et catholique — cette aspiration. Mais elles étaient une retentissante défaite des partis de la V^e République ; elles annonçaient, la loi électorale le permettant, une formidable poussée en avant du PS, une majorité en voix et en élus du PS et du PCF aux élections législatives prochaines.

Immédiatement après les élections municipales, Georges Marchais faisait un rapport devant le CC du PCF réuni les 31 mars et 1^{er} avril, où il proposait « d'actualiser le Programme commun ». La direction du PCF engageait la bataille pour la rupture entre le PS et le PCF, en quoi, compte tenu de l'évolution de la situation politique, elle restait fidèle au sens politique du Programme commun, de l'« Union de la gauche » : la défense de la V^e République, de sa constitution, de ses institutions, contre la montée du mouvement des masses.

TOUS FONT FEU SUR LE PS

Le crime du PS réside en ceci : en raison d'une conjoncture politique précise, en dépit de sa politique de collaboration des classes, d'immenses masses se tournent vers lui ; elles le poussent en avant, elles veulent — au travers de, et sur ce point, malgré lui — abattre la V^e République. Le crime des dirigeants du PS, de Mitterrand qui tient d'ailleurs à la nature du PS (parti ouvrier - bourgeois parlementaire), est de vouloir et de pouvoir gagner les élections. Il faut reconnaître que, sur ce plan, Mitterrand et les dirigeants du PS manquent de cohérence : ils font fi du sens politique du Programme commun et de l'« Union de la gauche » ;

une majorité PS-PCF en voix et en élus est incompatible avec le maintien de la V^e République, une puissante poussée électorale du PS lui porterait le coup final. Voilà pourquoi, des partis de la V^e République au PCF, tous font feu sur le PS.

L'objectif des dirigeants du PCF est évident : limiter le plus possible la poussée électorale du Parti socialiste ; ne pas se désister au deuxième tour pour les candidats du PS arrivés en tête des candidats des deux partis au premier tour. Toute la démarche du PCF depuis des mois, tout le rapport à la Conférence du PCF fait par Marchais, ont ce sens. Voilà pourquoi il refuse de se prononcer aujourd'hui sur cette question précise et décisive et qu'il y met néanmoins des préalables irréalisables, 25 % de voix au PCF.

UN PUISSANT COURANT S'OPPOSE EN PROFONDEUR A LA POLITIQUE DE L'APPAREIL...

La politique du PCF et des organisations que l'appareil stalinien dirige heurte les aspirations élémentaires, profondes du prolétariat, de la jeunesse, des masses exploitées. Quelques données rapides en témoignent : les élections à caractère syndical qui ont eu lieu ces dernières semaines par exemple.

A la RATP, aux élections aux Commissions de classement, pour ce qui concerne le personnel d'exécution, la CGT tombe de 9 093 voix à 7 931 et perd ainsi 1 162 voix. Elle passe de 50,01 à 46,9 %.

Chez Renault, à Billancourt, les élections de délégués du personnel du 12 janvier 1978 ont enregistré une perte de 712 voix pour la CGT dans le collège ouvrier, soit 5 % des suffrages.

A l'Arsenal de Toulon, la CGT a obtenu 4 500 voix, soit 55,9 % des suffrages, au lieu de 63,2 % en 1971, aux élections des délégués à l'action sociale des ouvriers.

L'UNEF-Renouveau s'est engagée en une virulente campagne pour la participation aux élections aux conseils de gestion. La baisse du taux de participation est générale, atteignant quelquefois d'énormes proportions. Ainsi, dans deux des plus grosses facultés parisiennes, le pourcentage des votants a-t-il diminué : Paris 1-Tolbiac, 13,7 % de votants en 1977, 11,2 % en 1978 ; Paris 7-Jussieu, 15 % en 1977, 7 % en 1978. L'UNEF-Renouveau est contrainte, pour présenter un rapport votants/étudiants favorable à la participation, de truquer : elle annonce 336 000 étudiants en province quand il y en a 600 000.

Toutes les élections, fussent-elles de type syndical, sont défavorables au mouvement. Elles l'affaiblissent, car il existe une inertie électorale considérable. Si l'on tient compte du fait qu'aucune organisation syndicale ne pratique une politique qui réponde aux besoins et aux aspirations des travailleurs, il devient évident que ces résultats électoraux expriment en profondeur un puissant courant qui s'oppose à la politique de « bouzille » des combats de la classe ouvrière, politique d'application de la politique gouvernementale et patronale que pratique la CGT et les organisations contrôlées et dirigées par l'appareil stalinien. Ce courant se nourrit tout autant de l'opposition de même nature qui croît contre la politique du PCF, que la CGT prend en charge, et qui vise à maintenir en place les partis de la V^e République en s'efforçant de préparer la défaite électorale du PS et du PCF.

Les grandes masses ne comprennent pas toujours cette politique, mais elles ne l'admettent pas. Elles veulent que le PCF et le PS se désistent réciproquement au second tour, condition pour qu'une majorité de voix aboutisse à une majorité de sièges. Elles ne peuvent accepter qu'obtenant la majorité des voix, ou au moins accroissant considérablement ce nombre de voix, le PS et le PCF

se retrouvent avec de nombreux députés en moins à l'Assemblée nationale. Pourtant, la politique du PCF, le refus de se prononcer pour le désistement PS-PCF au second tour conduit logiquement à ce résultat. Pendant un temps, l'appareil stalinien a laissé la CGT, en tant qu'organisation, en retrait afin d'éviter les distorsions et les contradictions internes. La résistance à sa politique l'a obligé à engager la CGT directement à ses côtés, à faire qu'elle condamne, elle aussi, le PS en affirmant qu'il a tourné à droite, jusqu'au point atteint par Georges Séguy lorsqu'il a affirmé que la prise de position du PS en faveur du SMIC à 2 400 F n'a aucun intérêt, n'est que démagogie...

... ET JUSQU'AU SEIN DES ORGANISATIONS QU'IL CONTROLE

Une telle politique déchaîne nécessairement les plus violentes contradictions au sein du PCF et des organisations que l'appareil stalinien contrôle et dirige. Les militants de la CGT et ceux du PCF se rendent compte de l'opposition grandissante qui existe entre eux et les masses. Ils se rendent compte que porter la responsabilité de la défaite électorale serait une charge écrasante. A l'intérieur de l'appareil, l'angoisse monte : combien de députés, d'élus de toutes sortes, risquent de rester sur le carreau ?

Seul un parti dont l'appareil est subordonné à des intérêts qui ne sont pas même ceux de ses bureaucrates pris individuellement peut agir de cette façon. C'est le propre des partis staliniens d'être capables de sacrifier leurs intérêts spécifiques de parti les plus évidents, d'aller jusqu'à leur destruction, jusqu'à la liquidation de leurs militants sur l'autel des intérêts supérieurs de la bureaucratie contre-révolutionnaire du Kremlin. Les exemples de tels sacrifices abondent :

y compris le PCF sacrifia ses intérêts de parti pour soutenir le pacte Hitler-Staline, non sans crise il est vrai. La direction du PCF fonctionne selon ces mécanismes et cela devrait mettre un terme aux élucubrations sur « l'eurocommunisme ». Le PCF reste un rouage de l'appareil international de la bureaucratie du Kremlin.

Cependant, pour aller jusqu'à ce point, pour disloquer le barrage de l'Union de la gauche alors qu'il reste indispensable au moment où se produira l'inévitable crise révolutionnaire, il faut d'impérieuses raisons à l'appareil stalinien. Il suffit, sans refaire une analyse d'ensemble de la situation internationale, de considérer quelques aspects de celle-ci.

L'EUROPE COMME UNE BANQUISE A LA VEILLE DE LA DEBACLE

En Pologne, une nouvelle fois, la tension des contradictions des bureaucraties parasites, et plus particulièrement de celles de l'Europe de l'Est atteint un point extrême. Gierek appelle à l'aide toutes les forces de la réaction universelle. Au début de l'été, il était à Paris. Quelques mois plus tard, il est allé à Rome et c'est en passant par le Vatican qu'il a pu obtenir le concours de la plus vieille puissance réactionnaire mondiale : la sainte Eglise catholique, apostolique et romaine. Gierek en a le plus pressant besoin compte tenu du rôle de l'Eglise catholique en Pologne, dont le maintien de l'influence réactionnaire est d'ailleurs un produit du stalinisme.

La première escale européenne du voyage international de Carter a été Varsovie. Il apportait également à Gierek et à la bureaucratie polonaise son soutien politique contre les masses polonaises. Quel est le prix

que la sainte Eglise apostolique et romaine et l'impérialisme US font payer à la bureaucratie polonaise pour que celle-ci bénéficie de leurs soutiens politiques ? L'avenir le révélera. Mais ils ont le plus grand intérêt à le faire, tout comme la bureaucratie du Kremlin qui a, l'année précédente, ouvert un crédit d'un milliard de roubles à la Pologne. La Pologne est en effet, depuis plusieurs années, un point focal des rapports sociaux et politiques en Europe. Personne ne peut mesurer quelles seraient les conséquences d'une nouvelle explosion révolutionnaire en Pologne, non seulement en Europe de l'Est, en Allemagne, en URSS, mais pour toute l'Europe. Et pourtant, ouvrant la conférence nationale du Parti ouvrier polonais, le 9 janvier, Gierek a expliqué que des difficultés sérieuses existaient toujours, que la production agricole avait baissé de 3,5 % depuis 1975, que la production industrielle n'atteindrait pas le niveau prévu, que le déséquilibre des échanges s'accroît. A nouveau, il est question d'une hausse des prix allant jusqu'à 30 %...

Dans le même temps, en Italie, la politique de soutien au gouvernement Andreotti fait faillite. L'accord des partis constitutionnels conclu au début de l'été 1977 n'a rien résolu. C'est la réaction des masses envers et contre le Parti communiste italien qui a remis en cause l'équilibre politique que le PCI a, de tous ses moyens, tenté d'établir et de maintenir. Ce sont les 200 000 métallos qui manifestaient le 2 décembre à Rome, les dockers du port de Gênes, ces milliers de prolétaires en action comme la fermentation politique du prolétariat, de la jeunesse, des masses exploitées d'Italie, qui ont eu raison du gouvernement Andreotti première manière, que le PCI a soutenu à la limite de ses forces et par tous ses moyens. Une question angoissante se pose pour lui : quelle nouvelle formule trouver, faut-il aller vers la dissolution de l'Assem-

blée nationale, faut-il que le PCI s'engage plus encore et participe au gouvernement d'union nationale aux côtés de la Démocratie chrétienne ? Pour l'instant, l'impérialisme estime que ce n'est pas encore nécessaire. Mais la question est ouverte. Le fond de l'affaire consiste cependant en ce que l'équilibre fragile est rompu. Le mouvement du prolétariat italien annonce des bouleversements. Là aussi, c'est l'Europe entière qui est concernée.

Les mêmes constatations s'imposent en ce qui concerne le Portugal, l'Espagne. L'ensemble de l'édifice européen échafaudé à Yalta et à Postdam, conforté à de multiples reprises — que la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, dont la Charte est les accords d'Helsinki, a pour tâche de sauvegarder —, craque de toutes parts. Les rapports européens sont étroitement imbriqués, l'unité de la lutte des classes en Europe n'a jamais été aussi étroite. L'Europe ressemble à la banque à la veille de la débâcle. La Pologne, l'Italie, l'Espagne, le Portugal ou bien la France : en quel pays la dislocation va-t-elle commencer ? Le développement de la lutte des classes, le résultat des élections françaises peuvent la provoquer. Le secret du raidissement, de la politique de « bouzille » du PCF et des organisations que l'appareil stalinien contrôle, n'est pas ailleurs.

IMPASSE AU MOYEN-ORIENT, NOUVELLE CRISE DU DOLLAR

Un article particulier de « La Vérité » étant nécessaire quant aux développements politiques récents au Moyen-Orient, ce n'est pas utile d'y revenir ici, sinon pour signaler que l'échec de la tentative de donner au régime de Sadate une bouffée d'oxygène est aujourd'hui flagrant.

L'opération se retourne en son contraire. Ce régime est au bord de

la dislocation ; une crise révolutionnaire est à l'ordre du jour en Egypte. Le plus remarquable réside en ceci : tous les moyens ont été mis en œuvre contre les masses ; tous ont coopéré, de l'impérialisme US à la bureaucratie du Kremlin et aux régimes bourgeois féodaux arabes pour affermir, établir solidement l'ordre impérialiste au Moyen-Orient, et il vacille. Bien sûr, cela s'inscrit, est une composante des rapports entre les classes et de tous les rapports politiques mondiaux, mais ce qui se passe au Moyen-Orient exprime de façon cristalline la fragilité de tous les rapports mondiaux que la sainte alliance contre-révolutionnaire ne parvient pas à solidifier à l'avantage de l'impérialisme et des bureaucraties parasitaires.

Expression du même phénomène, bien que prenant un tout autre aspect : la nouvelle crise du dollar, du système monétaire international, la nouvelle hausse vertigineuse du prix de l'or exprimé en dollars (174 dollars l'once

au jour où cet article est écrit). La crise monétaire, dont celle du dollar, est l'expression abstraite de la crise de moins en moins contrôlable de tous les rapports économiques, sociaux et politiques, de son inexorable progression.

La lutte des classes en France, la crise du régime, les élections législatives doivent être situées dans cette Europe, dans ce monde, en tant que composante, mais aussi en tant que force motrice de ces contradictions. Alors, la politique du PCF devient parfaitement compréhensible : il tente tout ce qui est en son pouvoir pour faire perdre ces élections à la classe ouvrière comme il disloque les luttes du prolétariat, de la jeunesse, des masses exploitées.

Le PS se situe toujours sur le terrain de la collaboration de classes, mais sa renaissance en tant que parti ouvrier-bourgeois, mais parlementaire, remet en cause la V^e République. Dès lors, il devient la cible de toutes les attaques.

nouveaux déchirements au sein de la "majorité"

L'énorme conjonction des forces qui tentent de bloquer, de disloquer, de défaire les mouvements de la classe ouvrière, de la jeunesse et des masses exploitées, pour conforter la V^e République et ses institutions, n'y parvient pas. La tentative d'empêcher les masses d'asséner, en écrasant aux élections les partis de la V^e République, le coup final au régime politique en place et de s'engager sur la voie de la révolution est plus que compromise. En réalité, les partis de la V^e République sont de plus en plus convaincus de subir une très dure défaite. L'un des événements les plus impor-

tants de ces dernières semaines est sans nul doute la rupture des accords électoraux que les partis de la V^e République avaient conclus. Il s'agit du prolongement de l'éclatement du gouvernement Giscard-Chirac en août 1976.

Les élections municipales, la fondation du RPR, la candidature de Chirac à la mairie de Paris, en réplique au bloc des autres partis sous la houlette de Giscard d'Estaing contre l'UDR, témoignaient de la profondeur de la déchirure.

Immédiatement après les élections municipales, la « majorité » parlementaire était à la limite de la dis-

location qui aurait entraîné la dissolution de l'Assemblée nationale. Moins l'action du président de la République que l'appui politique de l'« Union de la gauche », et d'abord celui du PCF, a prolongé les délais et évité cette dissolution. Après bien des vicissitudes, un accord électoral fut conclu entre les partis intégrés à la V^e République, aux conditions du RPR, celui-ci, par la voix de Chirac, refusant toutefois d'aller au-delà d'une vague déclaration commune de « principes » et n'acceptant pas de « programme commun ». Sous la houlette de Barre et de Giscard d'Estaing, le Parti républicain, les centristes de Lecanuet, les radicaux de Jean-Jacques Servan-Schreiber se sont entendus pour présenter le plus possible de candidats communs, opération dirigée évidemment contre le RPR. Chirac a alors rompu l'accord électoral et décidé de présenter partout où il estimera devoir le faire ses candidats. L'attaque est directe et brutale. Inéluctablement, des candidats giscardiens d'importance seront éliminés au premier tour. C'est la dislocation longtemps différée. Elle a la même signification qu'aurait eue la dislocation de la majorité de l'Assemblée nationale élue en mars 1973.

C'EST L'IMPASSE, LA FAILLITE, L'IMPUISSANCE DU REGIME

Cette dislocation se produit à l'occasion de la présentation des candidatures des partis intégrés à la V^e République : est-ce une simple division tactique, ainsi que certains le prétendent ? Il s'agit de bien plus que d'un problème électoral. C'est l'impasse, la faillite du régime, son impuissance, son incapacité après comme avant les élections à maîtriser la situation que la « divergence électorale » exprime. Le contingent révèle une fois de plus le nécessaire, le PCF tend toutes ses forces pour

conforter la V^e République et ses partis, il utilise tous ses moyens et malgré cela, ceux-ci se déchirent. La politique du PCF ne parvient pas à ses fins. L'angoisse du lendemain étreint les partis de la V^e République, la bourgeoisie française. Certes, il faut accorder aux sondages une importance limitée ; le dernier sondage que « Le Figaro » a publié est néanmoins implacable : 51 % des voix à l'« opposition », dont 29 % au PS, pas 21 % au PCF ; 44 % aux partis de la V^e République...

Encore bien même le PCF parviendrait-il à empêcher que les désistements se fassent pleinement au second tour et les partis de la V^e République sauveraient-ils leur « majorité » parlementaire, ce serait la catastrophe.

Le prolétariat, la jeunesse, les masses exploitées, constatent l'impuissance de la V^e République et de ses partis. Ils constatent qu'ils sont dans l'impasse. Ils veulent en finir. Au cours des semaines qui viennent, la dislocation de la coalition des partis de la V^e République va renforcer cette volonté : on peut, on doit en finir. De leur côté, les partis bourgeois, la bourgeoisie, au fil des semaines, des jours à venir vont être de plus en plus angoissés, en crise, déchirés. A la limite, ils redoutent que la tactique politique que le PCF pratique depuis 1974 et qui, depuis les élections municipales, a pris corps, se retourne en son contraire. Déjà elles apparaît incapable de conforter la V^e République, de la sauver.

Qu'arriverait-il si, au premier tour, le PS et le PCF obtenaient à eux deux la majorité des suffrages exprimés. En supposant que le PCF bloque au deuxième tour le jeu des désistements et empêche que le PS et le PCF n'obtiennent la majorité des députés à l'Assemblée nationale, la situation ne tarderait pas à devenir intenable : les masses ayant vérifié leurs forces, les ayant exprimées nationalement, chercheraient et trouveraient, en partant de leurs revendications, en

utilisant leurs méthodes de classe, d'autres voies, d'autres moyens politiques contre la V^e République en ruines. Pour tenter de refouler les masses, pour les empêcher d'arracher une victoire politique écrasante, le PCF est sorti de ses retranchements, de la ligne de défense que l'« Union de la gauche » constituait contre le flot montant de la révolution, de brise-lance qu'il devait être au cas où le flot de la révolution déferlerait. De même que l'appareil stalinien de la CGT prend de plus en plus particulièrement en charge les besoins et les exigences du capital, le PCF attaque les masses, essaye de casser leur mouvement avant qu'elles ne partent à l'assaut, qu'elles ne remportent une écrasante victoire politique.

Sur le plan électoral, il fallait rompre avec le Parti socialiste pour que les partis de la V^e République ne soient pas écrasés, que la classe ouvrière ressente cela comme un échec, sinon une défaite politique.

Encore faudrait-il que sur le terrain des élections — tout comme sur le terrain des luttes ouvrières —, la bourgeoisie, les partis de la V^e République soient capables d'asséner à la classe ouvrière des coups qui la sonnent, d'exploiter la politique stalinienne. Visiblement, ce n'est pas le cas. L'opération du PCF risque d'aller à l'échec. La bourgeoisie et ses partis en sont d'autant plus terrorisés. Mais, pour réaliser cette opération, le PCF rompant avec le PS a du même coup démantelé, au moins en partie, la ligne de retraite, le brisant du flot de la révolution, l'« Union de la gauche ». Il est en rase campagne, à découvert. Il risque d'être coupé ou d'avoir à battre en retraite précipitamment, pour reconstituer bien plus en retrait l'« Union de la gauche », avec son crédit auprès des masses fortement entamé, comme celui des organisations qu'il contrôle. C'était quitte ou double. Vraisemblablement ce sera double.

rappel du plan d'action et de développement de l'OCI

A son CC des 3, 4 et 5 septembre, l'OCI a élaboré son plan d'action et de développement pour les cinq mois suivants, en relation avec les développements de la lutte des classes en France, de la situation et des échéances politiques. « La Vérité » a publié deux articles du camarade Daniel Robin, qui exposaient ce plan et ses premières applications. Les grandes lignes de la politique et des perspectives définies au CC de septembre peuvent être rapidement rappelées :

- L'échéance électorale de mars 1978 a une importance considérable. L'OCI s'engage résolument dans l'action politique pour une majorité

de voix et d'élus du PS et du PCF à ces élections législatives. Au moment actuel, c'est la forme précise de l'action politique pour un gouvernement du PS et du PCF sans ministres représentant des organisations et partis bourgeois.

- Le mouvement des masses pour en finir avec la V^e République s'oriente vers la révolution. Les masses veulent faire des élections une victoire politique de la classe ouvrière et cette volonté traduit et concentre leurs aspirations. Mais c'est sur tous les terrains de la lutte des classes, à commencer par celui de la lutte pour les revendications que ce mouvement s'exprime. Le prolétariat, la

jeunesse, cherchent à lever les obstacles à l'unité, au front unique ; ils recherchent les moyens de préparer, d'organiser, d'engager leurs luttes en en gardant le contrôle. Toute lutte de classe, quelque soit son point de départ, a un contenu politique.

- Les besoins, les aspirations des masses se heurtent chaque jour, à chaque moment, à la politique des appareils qui les divisent, les disloquent, les paralysent. Il n'est pas de tâche plus urgente que d'aider les masses à réaliser les conditions du combat et à engager le combat sur la ligne de l'unité des masses et du front unique des organisations ouvrières, syndicats et partis.

- L'OCI combat pour le regroupement de forces militantes à l'intérieur des Comités unitaires de base, sur cette orientation. Conjointement, les processus en cours à l'intérieur de la classe ouvrière, de la jeunesse, du mouvement ouvrier, mettent à l'ordre du jour la constitution d'organismes les représentant directement, incluant leurs organisations traditionnelles, mais émanant directement d'elles, d'organismes qu'elles contrôlent et qui leur permettent de s'unir, de combattre, d'imposer le front unique, de contrôler leur mouvement. La tâche des Comités unitaires de base, que l'OCI doit impulser, est d'aider les masses à s'engager sur cette voie.

- La délégation permanente désignée à la première Conférence nationale ouvrière et jeune décidait de convoquer, fin janvier, une seconde Conférence ouvrière et jeune.

- L'OCI, quant à elle, décidait de préparer un grand meeting au début de l'année 1978.

- Mais l'OCI n'intervient dans la lutte des classes, qu'autant qu'elle existe, se renforce, se construit. C'est une vérité d'évidence. L'intervention dans la lutte des classes, l'action politique de l'OCI sont inséparables de sa propre construction, de la progression vers son objectif : construire le parti révolutionnaire en France,

nécessaire à la victoire de la révolution, comme section de la IV^e Internationale qu'il s'agit de reconstruire.

Compte tenu des forces déjà acquises, de la situation politique, des rapports internes au sein de la classe ouvrière et de la jeunesse, de la densité politique des quelques mois qui nous séparaient alors des élections législatives, le CC estimait que les cinq mois à venir devaient permettre le recrutement de plusieurs milliers de militants à l'OCI, l'extension correspondante de la vente d'« IO » et de « La Vérité », la formation de plusieurs centaines de nouveaux responsables de cellules. Une campagne financière dont l'objectif était de collecter 80 millions d'anciens francs était lancée afin de financer l'activité politique de l'OCI. Bien entendu, le plan d'activité de l'OCI comprenait l'activité indispensable à la reconstruction de la IV^e Internationale.

La prochaine « Vérité » établira un bilan d'ensemble rigoureux du plan d'activité que le CC de l'OCI a élaboré au début de septembre 1977, la construction du parti révolutionnaire et la reconstruction de la IV^e Internationale ne s'accommodant pas du laisser-aller et des procédés de bateliers de foire.

Les résultats obtenus sont impressionnants : succès de la campagne financière, recrutement considérable. Ils ne sont pas sans insuffisances : il faut recruter plus ; il faut encore élargir la vente d'« IO » ; il faut accentuer l'activité de formation des cadres, responsables, militants ; il faut affiner et intensifier l'intervention politique sur tous les terrains. Les acquis démontrent que c'est possible.

L'OCI COMBAT : L'IMPRIMERIE LANG

Reprendre toutes les interventions politiques de l'OCI au cours de ces dernières semaines est évidemment impossible. Bornons-nous à en évo-

quer quelques-unes : à l'imprimerie Lang, dans la vallée de la Sambre, chez Michelin, animant les comités unitaires de base, l'OCI a exprimé les aspirations des travailleurs qui veulent l'unité, qui veulent s'engager et qui se sont engagés dans le combat, qui veulent imposer le front unique ouvrier.

Contre la politique de liquidation et d'application des exigences patronales, qui prévoit notamment la disparition totale de l'imprimerie Lang à Paris, sous l'impulsion des militants de l'OCI et du Comité unitaire de base, un tract était édité, qui s'adressait aux travailleurs de chez Lang. On y lisait :

« Nous ne pouvons plus attendre, c'est tout de suite qu'il faut :

LA GREVE TOTALE.

Nous avons débrayé.

L'écrasante majorité de la typo d'après-midi a dit : « *Nous sommes pour la grève totale avec tout le monde ; il faut que l'hélio s'arrête. Il faut que tout s'arrête...* »

Nous sommes allés dans les autres services de l'équipe du soir.

A la gravure, les travailleurs ont dit : « *Vous avez raison, c'est le seul moyen d'y arriver...* »

A l'hélio, vingt rotos que nous avons vus ont dit : « *Nous sommes prêts à y aller... On décidera à l'assemblée générale de jeudi...* »

C'est sûr ! Tout le monde le sait ! Tout le monde le dit ! La seule solution, c'est :

LA GREVE TOTALE.

L'équipe d'après-midi typolino a désigné un représentant pour dire, avec un délégué CGT de l'équipe, à l'assemblée générale de jeudi :

« *Unité tout de suite pour la grève totale !*

« *Tous ensemble dans la grève totale immédiate !*

« *Pas un licenciement !* »

des entreprises de presse et du la-beur se réunissent salle Lancry et éditent l'appel que nous publions pages 34 et 35. Cela n'a pas suffi pour que, sous la direction de Krassucki, la direction de la FFTL modifie sa politique et renonce à l'application des accords de juillet 1976, aux grèves tournantes et disloquantes. Mais une voie, la seule voie est ouverte, et surtout l'essentiel est affirmé et entrepris : il faut s'organiser, saisir toutes les opportunités, prendre l'initiative.

L'OCI COMBAT : LA VALLEE DE LA SAMBRE

Dans la vallée de la Sambre, à Louvroil, le 17 décembre, se tenait une réunion à laquelle participaient aussi bien des représentants de différentes sections syndicales, des délégués élus par leurs camarades, des représentants de parents d'élèves, des comités d'unité. La crise qui s'abat particulièrement sur cette région exige la mobilisation de la population de la région et l'organisation de son combat. C'est pourquoi la réunion a conclu :

« Nous décidons de préparer à Louvroil des Etats généraux des représentants des travailleurs, de toute la population laborieuse du Bassin, avec toutes les organisations syndicales, afin de préparer l'action commune massive vers les préfectures, vers les ministères.

« Les Etats généraux seront préparés par usines, par quartiers, avec des représentants désignés par les travailleurs, la population. Toutes les organisations ouvrières, syndicales et politiques seront appelées à assurer la préparation de ces Etats généraux ouvriers, qui seront représentatifs de tous et pourront prendre des décisions efficaces. »

A TOUS LES TRAVAILLEURS DE LA PRESSE ET DU LABEUR

21 travailleurs des entreprises de Presse et du Labeur suivantes :

Le Quotidien du Médecin
Le Monde
Le Journal Officiel
LANG
Imprimerie Nationale,
PHOTOLIT
NMPP
Hachette
Larousse

se sont réunis le 12 novembre, Salle Lancry, à l'initiative du comité de liaison des travailleurs du Livre.

« Hersant veut maintenant 648 licenciements à France-Soir et à la SIRLO en s'appuyant sur l'accord du Parisien Libéré
« que les dirigeants ont signé et que nous ne connaissons toujours pas.

« CA SUFFIT !

« Il est impossible d'attendre.

« Il n'y a qu'une seule réponse :

GREVE TOTALE

déclarait le tract de convocation à cette réunion.

Le camarade de chez LANG a déclaré :

« Lundi dernier, LANG voulait licencier un camarade de la photogravure. Aussitôt les gars de l'atelier de gravure, de ceux
« de retouche cylindre et de galvano ont débrayé. Les délégués du syndicat ont suspendu la grève en proposant les AG
« le lendemain.

« Mercredi, les équipes du matin se sont réunies et les travailleurs ont dit :

« On arrête tout ! On monte à la direction ! »

« Les délégués ont dit : « Il faut attendre les autres équipes ! ».

« Les équipes de l'après-midi se sont réunies et les travailleurs ont dit :

« On arrête tout ! On monte à la direction ! »

« Les délégués ont dit : « Il faut attendre les équipes du soir ».

« Les équipes du soir se sont réunies. Mais les délégués C.G.T. étaient absents.

« Rien n'a été décidé.

« En dépit des atermoiements des délégués Jeudi l'AG commune matin et après-midi a eu lieu et tous les travail leurs ont
« voté massivement contre le licenciement, pour la réintégration de notre camarade.

« Vendredi à 12 h. 30, LANG a cédé, le licenciement a été annulé.

« Nous avons gagné, pour la première fois, depuis des années LANG a dû reculer sur un licenciement.

« Aujourd'hui chez LANG, c'est clair :

« Contre les licenciements massifs qui sont au bout du plan du currateur, il faut que cessent les atermoiements, il faut :

GREVE TOTALE

Un autre camarade de la Presse travaillant dans une entreprise où les normes d'Hersant, qui sont celles de l'accord conclu au « Parisien Libéré », doivent être appliquées, a déclaré :

« Chez nous, la modernisation se prépare. Les dirigeants syndicaux négocient mais rien ne filtre. On ne sait pas. Personne ne sait ce qui va arriver, ce qui va lui arriver. »

NOUS NE VOULONS PAS DE CELA !

NOUS VOULONS SAVOIR !

En dépit de ce que, à ce jour encore, l'accord du Parisien Libéré, n'a pas été communiqué aux travailleurs

NOUS NE VOULONS PAS D'UN NOUVEAU PARISIEN LIBERE !

Alors il faut dire les choses aussi clairement que les dit le camarade de chez LANG :

GREVE TOTALE

HERSANT VEUT LICENCIER !

LANG VEUT LICENCIER !

LE PATRON DU « HERALD TRIBUNE » VEUT LICENCIER !

LES PATRONS VEULENT LICENCIER !

CA SUFFIT !

Alors chacun le sait, quoiqu'on en dise, il n'y a qu'une seule solution :

GREVE TOTALE

ASSEZ D'ATERMOIEMENTS !

Les 21 travailleurs réunis, avec le comité de liaison du Livre, appellent à une nouvelle

.....
REUNION SAMEDI 26 NOVEMBRE à 14 h. 15

SALLE LANCRY

Mo République

A TOUS LES TRAVAILLEURS DE LA GREVE DU LABEUR

l'OCI combat : la grève Michelin

Un autre caractère de la grève travaillant dans une entreprise où les salariés doivent être impliqués à l'égard de la grève.

C'est tout le mouvement de grève. Les dirigeants syndicaux ne font pas la grève. C'est la grève des salariés, au-delà de la grève.

NOUS NE VOULONS PAS D'UN NOUVEAU PARISIEN LIBRE

Chez Michelin, dès le début de la grève, l'OCI et le Comité unitaire de base s'engagent dans le combat en défendant l'orientation que le supplément « Informations ouvrières » que nous reproduisons ci-dessous définit.

Le mercredi 21 décembre, un autre supplément situera les responsabilités des directions syndicales: On le trouvera également ci-contre.

Supplément INFORMATIONS
au n° 830 OUVRIERES

Mercredi
21 Décembre 1977.

36 ouvriers demandent aux dirigeants :

APPELEZ A LA GREVE GENERALE
MICHELIN JUSQU'À SATISFACTION

La lettre d'apaisement qui devait être communiquée hier n'était qu'une manœuvre.

Michelin doit trouver en face de lui les ouvriers unis avec leurs syndicats.

Les ouvriers sont en grève.

Des dizaines de grévistes se sont adressés à leur dirigeants pour leur dire:

LANCEZ DANS L'UNITE LE MOT D'ORDRE
DE GREVE GENERALE MICHELIN JUSQU'À SATISFACTION.

"Il faudrait organiser un comité de direction de la grève" affirmait hier un travailleur de VDS2.

Les ouvriers ont pris leurs responsabilités.

Les dirigeants syndicaux doivent prendre les leurs pour unifier la force des grévistes et de leurs organisations.

C'est la voie de la victoire.

Supplément INFORMATIONS
 OUVRIERES

au n° 831.

MICHELIN. Vendredi 23
 Décembre 1977.
 13 H.

Contre Michelin qui veut s'en prendre aux repos acquis de 5H du matin le Samedi à 5H du matin le Lundi, les ouvriers ont déjà trouvé la forme d'action qu'il fallait utiliser: c'est la grève.

Depuis 5 jours, la grève est totale dans tous les ateliers.

Depuis 5 jours, Michelin se dérobe.

Les travailleurs veulent le maintien intégral de leurs week-ends.

Les travailleurs ne veulent pas le semi-continu.

Contre le semi-continu, ils ont choisi:

la grève
 la grève totale
 la grève générale Michelin.

Depuis 5 jours, Michelin se dérobe.

En dépit des demandes de l'Inspection du Travail; Michelin a refusé de participer à la négociation.

Par à continuer lundi:

Dans les ateliers, plus de 100 travailleurs(1) ont demandé l'élection d'un comité de direction de cette grève.

Ces 100 ouvriers sont persuadés,

Ces 100 ouvriers l'ont dit: ils savent qu'un délégué élu par atelier aux côtés des syndicats permettra de montrer à Michelin qu'il a en face de lui la force unie des travailleurs et des syndicats.

Cela contribuera à renforcer le poids de notre grève.

Michelin verra qu'il a en face de lui tous les travailleurs de l'usine unanimes avec leurs syndicats pour demander:

maintien intégral du repos du week-end
 du samedi 5h au lundi 5h

Alors il ne pourra plus se dérober.

Il devra céder devant tous les travailleurs de l'usine rassemblés avec leurs organisations syndicales.

LUNDI, il faut prendre les mesures pour interdire à Michelin de continuer à se dérober.

LUNDI, dans les ateliers, il faut élire un délégué par atelier qui sera mandaté pour participer aux négociations aux côtés des responsables syndicaux pour faire savoir la revendication unanime de tous les travailleurs de l'usine:

non au semi continu
 maintien intégral des 30 week-ends
 du samedi 5h au lundi 5h

NOUS NE LAISSERONS PAS TOUCHER A NOS ACQUIS.

dont 36 de VDS2, 3 de CT2, 3 d'OCF, 5 de XHR, 8 de BFE M 18 et B 89,
 5 de VEX, 7 d'OPL, 6 de PK, 3 d'OEX.....

(suite de la page 33)

L'appel déclare :

« Nous nous constituons en comité de préparation à ces Etats généraux ouvriers. »

Une nouvelle réunion en vue de poursuivre, d'intensifier, et d'élargir l'action politique pour que se tiennent ces Etats généraux ouvriers de la vallée de la Sambre, qui devrait être beaucoup plus large que la précédente, est préparée : elle se tiendra à Louvroil le 28 janvier.

L'OCI COMBAT : DESISTEMENT AU SECOND TOUR

Mais la lutte politique pour aider les masses à s'organiser, faire échec à la politique de dislocation et de grèves tournantes que pratiquent les appareils, en tête desquels l'appareil stalinien, à se donner les moyens d'engager le combat pour leurs revendications et à contrôler leur mouvement, est partie constituante de toute l'action pour en finir avec la V^e République et porter au pouvoir un gouvernement des partis ouvriers. Elle est donc inséparable, elle participe de la lutte engagée pour imposer à la direction du PCF qu'elle s'engage, le PS en ayant déjà pris l'engagement, aux désistements réciproques au deuxième tour.

A contrario, la tactique de division que le PCF met en œuvre vérifie la justesse de l'orientation que le CC de l'OCI a définie en septembre : s'engager totalement pour une majorité de voix et d'élus du PS et du PCF aux élections législatives. L'OCI, les Comités unitaires de base, l'AJS se sont donc tout naturellement engagés dès le début octobre dans l'action politique afin d'arracher au PCF l'engagement de se désister au second tour pour le PS, lorsque les candidats de ce parti au-

ront obtenu au premier tour plus de voix que ceux du PCF.

Des dizaines de milliers de travailleurs ont signé des appels allant dans ce sens. Des centaines de délégations se sont rendues aux sièges locaux ou d'entreprise du PCF, regroupant des milliers de travailleurs et de jeunes non membres de l'OCI, des CUB ou de l'AJS. Le meeting du 16 novembre, au cours duquel des militants du PS, du PCF, de l'OCI ont pris la parole, exprimant chacun leurs raisons propres de mener le combat pour les désistements réciproques entre les candidats du PS et du PCF au second tour, a réuni plusieurs milliers d'entre eux. Adoptant la lettre ouverte à Georges Marchais, ils se sont engagés à ce qu'elle se couvre de signatures.

Le 6 janvier, une délégation composée de 5 militants — une travailleuse des hôpitaux, militante du PCF, une employée de la Caisse d'allocations familiales de la région parisienne, militante du PS, un ouvrier de chez Michelin de Clermont-Ferrand, militant de l'OCI, le secrétaire de la région parisienne de l'OCI, une employée de la Sécurité sociale, militante CGT — au nom de cinquante mille signataires, se rendait au CC du PCF. Elle était reçue au local de la permanence. Il lui fut répondu que la Conférence répondrait à ces problèmes. Elle a été mal reçue, mais reçue tout de même.

Encore une fois, toute cette activité est une.

Encore une fois, l'unité est totale entre tous les aspects d'une même action politique qui répond aux aspirations brûlantes des masses opprimées, du prolétariat, de la jeunesse. Elle a un écho considérable. C'est une raison supplémentaire de constater qu'il existe encore trop d'insuffisances, de faiblesses, de dérapages au cours de notre activité politique : manque d'initiative qui exprime l'incompréhension des processus en cours entre les classes, à l'intérieur de la bourgeoisie, l'état de décompo-

sition de la V^e République et de ses partis, l'angoisse qui étreint les classes dominantes et leurs expressions politiques ; qui exprime conjointement l'incompréhension des processus en cours à l'intérieur du prolétariat et de la jeunesse, du mouvement ouvrier, des rapports en développement entre les masses et les appareils, particulièrement l'appareil stalinien ; quelques fois, par contre, tendance à un brin de gauchisme qui néglige l'existence, le rôle des organisations ouvrières, notamment syndicales, leur mode de fonctionnement, la volonté et les besoins des masses en mouvement qui — tout en cherchant à rompre les barrières que dressent les appareils, à se donner les moyens de préparer, d'organiser, de contrôler leurs mouvements — se tournent vers ces organisations, cherchent à leur imposer le front unique ; incompréhension aussi du fait que notre politique n'est pas constituée d'une suite de positions indépendantes les unes des autres et qui s'additionnent, que notre intervention n'est pas la somme de multiples actes ponctuels ; difficultés à unifier tous les aspects de la situation, sa continuité dans le temps et l'espace, et, par conséquent, à exprimer dans son ensemble notre politique.

UNE ACTION POLITIQUE UNIFIEE

Deux mois nous séparent encore des élections législatives au moment où ces lignes sont écrites : non seulement rien n'est figé, rien n'est joué, mais plus les jours vont passer, plus la tension politique va monter, plus l'intensité va s'accroître. Et cela, sous tous les rapports : entre les classes, à l'intérieur de la bourgeoisie, entre les partis de la V^e République, à l'intérieur des partis de la V^e République, entre les aspirations de la classe ouvrière, de la

jeunesse, des masses exploitées et la politique du PCF, à l'intérieur du PCF, de la CGT, de l'appareil stalinien.

Certes, c'est le Kremlin qui a décidé, certes l'appareil se raidit pour appliquer la tactique dictée, mais il n'est pas exclu qu'il soit obligé de rectifier sa tactique. En tout cas, il faut que l'OCI, que les CUB, que l'AJS déploient tous leurs moyens et toutes leurs forces dans cette bataille politique, cela pour aujourd'hui... et pour demain.

POUR AUJOURD'HUI. Leur intervention est un élément qui peut être déterminant dans la réaction des masses qui sont stupéfaites, ne comprennent pas ce qui se passe, mais n'admettent pas la tactique « électorale » du PCF. Au cours de cette bataille et pour elle, des milliers et des milliers de travailleurs et de jeunes peuvent se rassembler autour de l'OCI, dans les CUB, à l'AJS, des centaines peuvent être recrutés à l'OCI ; l'audience de l'avant-garde que nous organisons et de l'OCI croîtra de façon importante.

POUR DEMAIN. Nous nous battons pour que le PCF s'engage au désistement au deuxième tour pour le PS. Nous nous battons pour l'y contraindre ; y parvenir n'est pas impossible. Mais de toute façon, la lutte des classes se poursuivra. La V^e République est mortellement touchée. Les masses s'ouvriront d'autres voies. La crise révolutionnaire est inéluctable. Ce qui sera acquis au cours de la bataille politique d'aujourd'hui pèsera lourd au cours des batailles politiques qui suivront.

Plus que jamais, la lutte de classe du prolétariat, de la jeunesse, des masses exploitées est une. L'imminence des élections législatives, l'intensité de la bataille sur ce plan, ne relègue absolument pas au second plan le combat politique partant des revendications et tout ce qui s'y rattache. Bien apprécier la signification, la place de la grève Michelin

est indispensable. Ce n'est pas une grève de plus. Elle s'inscrit dans un long développement de luttes, d'actions de la classe ouvrière pour submerger le barrage des appareils. Mais Michelin est une des plus importantes entreprises françaises et sa dimension donne ici une importance nouvelle à ce processus en cours. D'autant que, nécessairement, la crise de régime, en s'accroissant, alimente la tendance à rechercher les conditions de l'action réelle et à l'engager. L'appareil stalinien est parvenu à disloquer la grève Michelin, cela n'empêche pas que cette grève annonce d'autres déferlements sur une grande échelle, qui n'auront pas nécessairement les limites que la grève Michelin a eues, la grève totale ne parvenant pas à s'organiser, à se centraliser, à se donner un organisme de direction, à devenir la grève générale Michelin-Clermont-Ferrand.

Les obstacles qui se dressent contre les travailleurs et leurs combats revendicatifs, et ceux qui se dressent pour les empêcher d'écraser les partis de la V^e République aux élections législatives, de remporter une victoire politique en donnant la majorité des voix et des élus au PS et au PCF sont les mêmes, c'est une même politique. Les travailleurs le ressentent. Comment ceux de Michelin, par exemple, ne se rendraient-ils pas compte ? Comment n'auraient-ils pas remarqué que le PCF et la direction de la CGT, en exigeant que Michelin investisse en France, oublient d'une part de réclamer la nationalisation, pour ne pas parler de l'expropriation, d'un des trusts français les plus puissants. D'autre part, si Michelin doit investir en France, il faut que la rentabilité capitaliste soit assurée, c'est-à-dire que Michelin-France soit concurrentiel sur le marché européen et mondial, donc que les travailleurs soient exploités et surexploités, que le semi-continu s'appuie.

Comment ne feraient-ils pas la liai-

son, également, entre la « bouzille » de leur grève et la « tactique » électorale du PCF ? Mais il appartient aux militants de l'OCI et du CUB de le dire explicitement et surtout d'ouvrir une issue politique à ces travailleurs en les intégrant le plus largement possible à l'action pour exiger du PCF qu'il s'engage à se désister au deuxième tour.

L'initiative que les militants de l'OCI et du CUB des usines Michelin de Clermont-Ferrand ont prise de faire signer un texte, reprenant la lettre ouverte à G. Marchais et qui a recueilli en trois jours 507 signatures, à la suite de la grève, correspond pleinement à ces exigences, et doit inspirer l'activité des militants de l'OCI et des CUB.

« Par milliers et milliers, nous nous sommes unis en grève totale pendant 10 jours. Cette grève, nous l'avons décidée nous-mêmes. Nous ne voulons pas du semi-continu.

Les dirigeants sont passés outre en appelant à cesser la grève totale avant que Michelin n'ait cédé. Nul n'est en droit d'ignorer la volonté majoritaire des ouvriers ni sur les revendications, ni sur les élections.

Nous ne voulons pas du semi-continu comme Giscard-Michelin ont voulu nous l'imposer. Sur le plan des élections, nous voulons une majorité PS-PCF. Les dirigeants doivent en tenir compte.

La seule chose qui puisse sauver Giscard, c'est le non-report de voix, c'est ce qui nous conduit à demander à G. Marchais de dire clairement :

« Le PCF déclare que pour défaire Giscard-Barre et la réaction au pouvoir qui conduisent le peuple et le pays à la catastrophe, nous appellerons comme les dirigeants du PS l'ont déclaré, au désistement au deuxième tour pour le candidat du PS ou du PCF arrivé en tête au premier tour. Nous appellerons les travailleurs à voter pour une majorité PS-PCF. »

Nous voulons que toutes les voix ouvrières se reportent au deuxième tour sur le candidat du PS ou du PCF le mieux placé au premier tour.

Nous voulons que toutes les voix ouvrières se rassemblent contre Giscard-Michelin comme nous nous sommes tous unis contre le semi-continu. »

NOTRE ORIENTATION

Lorsque ce numéro de « La Vérité » sortira, le meeting du 27 janvier, la deuxième Conférence ouvrière et jeune se seront tenus. D'ici là, et ensuite, les initiatives en direction des candidats et députés sortants du PCF vont se multiplier. Très concrètement, la démonstration peut et doit être faite : non seulement la « tactique électorale » du PCF, si elle s'appliquait jusqu'au bout, empêcherait que soit élue une majorité de députés du PS et du PCF, mais encore elle signifierait que la moitié peut-être des députés du PCF et du PS élus en 1973 ne le seraient plus en 1978.

Est-ce possible ? Est-ce acceptable ? Non. Des comités locaux, voire d'entreprises doivent être constitués, largement ouverts pour exiger des candidats du PCF de chaque circonscription qu'ils s'engagent à respecter la règle du désistement au deuxième tour en faveur du candidat du parti ouvrier arrivé en tête des candidats des partis ouvriers au premier tour. Des meetings locaux doivent être organisés.

Pendant tout le mois de février et début mars, la campagne pour le désistement réciproque doit encore s'accroître, se développer, gagner en ampleur et en profondeur, en application des décisions que la Conférence ouvrière et jeune ne manquera pas de prendre. Et comme toujours, au travers de cette bataille, le développement de la lutte des classes, les batailles dégageant l'initiative des masses doivent être étroitement, in-

timement liés à la construction de l'OCI, à la mise sur pied des GER, au recrutement.

La déclaration du Comité central de l'OCI ne laisse place à aucune équivoque. Ce ne sont pas pour des raisons parlementaires que nous combattons pour une majorité en voix et en élus, aux prochaines élections législatives, du PS et du PCF ; ce n'est pas en raison d'une modification de la nature du PS et du contenu de sa politique que nous luttons pour que la direction du PCF s'engage au désistement au second tour : nous nous plaçons exclusivement du point de vue des intérêts immédiats et historiques du prolétariat, de la jeunesse, des masses exploitées ; nous nous situons du point de vue de la lutte de classe du prolétariat, pour le socialisme, pour la révolution prolétarienne.

« L'OCI considère, avec Marx, Engels, Lénine, Trotsky et tous les fondateurs du mouvement ouvrier, que les producteurs exploités ne se libéreront de l'exploitation capitaliste qu'en prenant possession des moyens de production, et que cette appropriation collective ne peut être atteinte que par l'action révolutionnaire du prolétariat entraînant dans son combat émancipateur les couches les plus pauvres de la paysannerie laborieuse et de la petite bourgeoisie des villes.

L'OCI considère, avec Marx, Engels, Lénine, Trotsky, que le prolétariat ne peut exproprier les capitalistes, prendre possession des moyens de production, faire fonctionner l'économie pour satisfaire les besoins matériels et culturels des masses, qu'en substituant à l'appareil d'Etat bourgeois, ses corps constitués, ses polices, son armée, sa justice... la république des conseils ouvriers.

La révolution socialiste est et restera le seul moyen d'émancipation de l'humanité des chaînes de l'exploitation capitaliste. Le combat révolutionnaire exige

que les masses laborieuses utilisent à cette fin tous les moyens dont elles peuvent disposer, y compris le suffrage universel. Les marxistes peuvent, selon les circonstances, décider aussi bien de participer aux élections, que de n'y pas participer. Pour les marxistes, le terrain électoral est un terrain de lutte de classes, mais subordonné à la préparation de la révolution socialiste.

Les masses laborieuses qui veulent chasser le gouvernement Giscard-Barre apprécient toute l'importance des prochaines consultations des 12 et 19 mars 1978.

Etant donné les circonstances politiques, le Comité central de l'OCI décide de ne pas présenter de candidats : le plus important au cours de ces élections, c'est de combattre pour qu'une majorité PS-PCF soit élue à la prochaine Assemblée nationale.

Pour l'OCI, le combat unitaire pour une majorité PS-PCF aux élections a comme but : aider les masses laborieuses et la jeunesse à rassembler leurs forces afin que soit substitué au gouvernement Giscard-Barre, le gouvernement PS-PCF sans représentants des partis bourgeois ; en finir avec les institutions réactionnaires de la V^e République et ouvrir la voie à la révolution socialiste.»

Nous situant de ce point de vue, nous menons cette bataille avec rigueur, ouvertement, en associant le plus largement possible, en lui donnant le maximum d'ampleur. Etant ce que nous sommes, nous combattons pour ces objectifs : s'ils sont atteints, les rapports politiques entre les classes s'amélioreront considérablement en faveur du prolétariat, une fantastique impulsion sera donnée à sa lutte de classe ; en tout état de cause, c'est la seule façon de mettre en échec la politique contre-révolutionnaire des appareils et principalement celle du PCF ; plus s'affirmera clairement, fortement, la volonté des masses, plus la crise de la V^e République s'aggravera, mieux elles seront armées pour la prochaine étape. Nous restons nous-mêmes — l'Organisation communiste internationaliste (pour la reconstruction de la IV^e Internationale). Nous sommes fidèles au Programme de transition, « l'agonie du capitalisme et les tâches de la IV^e Internationale ». C'est pourquoi nous devons mener cette bataille politique. Le renforcement de l'OCI apparaît alors comme une nécessité, une exigence politique. Ainsi nous nous donnons les moyens d'atteindre nos objectifs de recrutement.

Roger Ducros,
le 19 janvier 1978.

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. »

**travailleurs,
militants,
jeunes**

Chaque semaine,

Informations ouvrières

tribune libre de la lutte des classes.

JE M'ABONNE A « INFORMATIONS OUVRIERES »

NOM, Prénom	1 an	120 F
	(pli clos)	200 F
Adresse	6 mois	60 F
	(pli clos)	100 F
Code postal et ville	Etranger (1 an)	160 F
	(pli clos)	250 F

- Rayer les mentions inutiles
- Joindre le règlement correspondant
- Bulletin à envoyer à « **INFORMATIONS OUVRIERES** »

87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 PARIS
C.C.P. 21 831-73 Paris — Tél. : 246.53.12.

AMERIQUE LATINE



LA HAVANE

CUBA

P'AU PRINCE

CO.

TEMALA

TEMALA

SALVADOR

MANAGUA

COSTA-RICA

SAN JOSE

A N

IQUE

U

CH

PANAMA

PANAMA

BOGOTA

COLOMBIE

QUITO

EQUATEUR

PEROU

LIMA

BOLIVIE

LA PAZ

BRESIL

BRASILIA

PARAGUAY

ASUNCION

REPUBLIQUE

CORDOBA

ARGENTINE

SANTIAGO

BUENOS AIRES

URUGUAY

MONTEVIDEO

SAO PAULO

RIO

ATLANTI

OCEAN

REP. DOMINICAINE

HAITI

DOMINGUE

HONDURAS

TEGUCIGALPA

NICARAGUA

CARACAS

VENEZUELA

GEORGETOWN

PARAMARIBO

GUYANA

GUYANA

UNE CONTRIBUTION
POUR
LA DISCUSSION INTERNATIONALE
AU SEIN DE L'OCI
ET DU COMITE D'ORGANISATION
POUR LA RECONSTRUCTION DE LA IV^e INTERNATIONALE

**l'Amérique latine
dans le mouvement
de la révolution mondiale**

par Etienne LAURENT

Le comité de rédaction de « La Vérité » a décidé la publication d'un article du camarade E. Laurent comme contribution à la discussion préparatoire de la III^e Conférence latino-américaine du Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale.

La place accordée à cet article est à la mesure de l'importance de la lutte des classes en Amérique latine par rapport à la lutte des classes mondiale, à la mesure de l'importance du combat pour la reconstruction de la IV^e Internationale, dont cette conférence sera un moment.

**1- l'Amérique latine et la nouvelle période
de la révolution prolétarienne mondiale**

La lutte des classes dans les pays d'Amérique latine s'inscrit dans une situation mondiale déterminée, dont elle est à son tour un élément constitutif. Affirmer cela ne revient en aucune manière à prétendre appliquer à la situation politique et aux rapports entre les classes existant ac-

tuellement dans les pays d'Amérique latine, un décalque mécanique des traits caractéristiques de l'état général des rapports politiques existant aujourd'hui à l'échelle internationale entre la classe ouvrière mondiale, la bourgeoisie et les appareils contre-révolutionnaires de la bureaucratie

stalinienne du Kremlin, de la bureaucratie chinoise et des bureaucraties satellites.

Pas plus que « la révolution internationale du prolétariat ne peut être un acte simultané » (1), il ne peut y avoir d'application mécanique dans telle ou telle région ou dans tel pays des traits caractéristiques qui définissent à un moment déterminé les rapports mondiaux entre les classes. L'unité mondiale de la lutte des classes est une unité organique, mais différenciée. Elle n'efface pas les éléments de différenciation dans les conditions de la lutte des classes dans tel ou tel pays, ni les événements qui y déterminent l'état exact des rapports politiques entre les classes, mais les intègre au contraire comme composantes de l'ensemble :

« Il n'est pas vrai que l'économie mondiale ne représente que la simple somme des fractions nationales similaires. Il n'est pas vrai que les traits spécifiques ne soient qu'un supplément aux traits généraux (...). En réalité, les particularités nationales forment l'originalité des traits fondamentaux de l'évolution mondiale. Cette originalité peut déterminer la stratégie révolutionnaire pour de longues années (...). L'originalité nationale représente le produit final le plus général de l'inégalité de développement historique. » (2)

L'appréciation précise du moment exact de la lutte des classes en Amérique latine repose obligatoirement pour une part importante sur la compréhension du mouvement d'ensemble de la lutte des classes dans les pays du continent.

Ainsi que nous le rappelons longuement dans la suite de cet article, la classe ouvrière d'Amérique latine

a fait preuve, de façon répétée et dans de nombreux pays — Bolivie, Argentine, Chili, Cuba, Pérou, Uruguay (la liste n'est pas limitative) — des plus grandes initiatives dans la lutte des classes. Dans le cas de la Bolivie en 1971 et du Chili en 1972-1973, son activité a débouché, dans des conditions différenciées analysées plus bas, sur des situations révolutionnaires ouvertes où la question du pouvoir était posée. Dans le cas de Cuba, l'activité des masses a débouché sur une révolution qui n'a pas pu aller à son terme — la dictature du prolétariat et l'Etat ouvrier — et vaincre les obstacles dressés par la direction castriste alliée au stalinisme, faute de parti révolutionnaire.

Pour une part, les rapports politiques entre les classes dans l'ensemble de l'Amérique latine ont été nourris par ces événements. Leur poids s'est fait sentir même dans les moments où il y a eu reflux du prolétariat. Le tournant dans la situation politique, qui se dessine aujourd'hui dans le sens de la multiplication des manifestations de crise des formes de domination politique existant dans de nombreux pays — en particulier les dictatures militaires —, ne peut être compris indépendamment du renforcement certain du poids politique du prolétariat, dont le mouvement est retracé plus loin.

LES TRAITS FONDAMENTAUX DE L'EVOLUTION MONDIALE

Mais ce serait commettre une erreur de méthode tout aussi grave que de chercher à apprécier le moment de la situation politique dans les pays d'Amérique latine en se limitant à une analyse de la lutte des classes dans cette partie du monde, ou dans chacun de ces pays.

En effet, ces particularités nationales qui peuvent « déterminer la stratégie révolutionnaire pendant de longues années » ne se situent pas en dehors du temps et de l'espace. Elles

(1) Trotsky, « Critique du programme de l'Internationale communiste ».

(2) Trotsky, préface à la « Révolution permanente ».

ne peuvent pas être abstraites des relations sociales et politiques mondiales, ni de l'unité mondiale de la lutte des classes, ni du moment des rapports politiques entre les classes qui caractérisent celui-ci.

Tous les rapports entre les classes, tous les rapports politiques en Amérique latine sont des composantes d'une situation mondiale que le Comité d'organisation — à la suite de l'OCI — a caractérisée, après la grève générale en France de mai-juin 1968 et le processus de révolution politique en Tchécoslovaquie, comme une nouvelle période de la révolution prolétarienne, celle de la révolution imminente.

De façon plus précise encore, le moment exact de la situation politique en Amérique latine, quatre ans après le coup d'Etat du 11 septembre au Chili, un an et demi après le coup d'Etat de Videla en Argentine, ne peut pas être compris correctement en dehors du cadre d'ensemble des rapports politiques entre les classes issus des événements de 1974-1975, que le Comité d'organisation et l'OCI ont définis comme constituant un nouveau tournant à l'échelle mondiale dans le cadre de la période ouverte en 1968.

L'OCI a analysé dans une série de documents et d'articles le contenu et la portée des événements qui ont constitué ce tournant. C'est d'abord l'ouverture de la révolution prolétarienne au Portugal, le 25 avril 1974, comme premier anneau de la nouvelle chaîne de la révolution en Europe. C'est le développement, à partir du même moment, en France (avec la défaite de l'UDR aux élections présidentielles et l'élection à une très faible majorité de Giscard d'Estaing), en Espagne (avec la maladie et un an plus tard la mort de Franco et la désagrégation du franquisme), en Italie (avec les défaites subies par la démocratie chrétienne en 1974 et 1975), d'une crise des formes de domination de la bourgeoisie préparant les conditions de l'éclatement

de la crise révolutionnaire. C'est la poursuite et l'approfondissement du mouvement de la révolution politique en Pologne, comme manifestation des rapports politiques entre la classe ouvrière et la bureaucratie dans l'ensemble des Etats ouvriers bureaucratés. C'est la crise politique qui déchire l'impérialisme US, que marquent le scandale de Watergate et la démission de Nixon sur lesquels nous allons revenir. C'est enfin, événement capital à l'échelle mondiale, la défaite de l'impérialisme américain au Vietnam, moyennant l'effondrement en quelques semaines du régime Thieu. En arrière-fond de l'ensemble de ces événements, il y a enfin la transformation de la crise monétaire en marche à une crise économique qui commence, à partir de 1974-1975, à assumer les traits les plus classiques de crise de surproduction se dirigeant vers la dislocation du marché mondial.

C'est l'ensemble de ces événements qui constituent le cadre d'ensemble où la lutte des classes en Amérique latine s'insère comme l'une de ses composantes. Pour des raisons de place et de concentration des termes de la discussion, nous insisterons dans la suite de cette première partie principalement sur la signification pour la lutte des classes en Amérique latine de la défaite de l'impérialisme US au Vietnam et de la crise politique à Washington, dont le point de départ est antérieur à l'effondrement du régime Thieu.

DE LA DEFAITE DE L'IMPERIALISME AMERICAIN AU VIETNAM...

L'impérialisme dominant, celui qui sert de clef de voûte au système impérialiste mondial, autant sur le plan politique que sur le plan économique, est l'impérialisme américain. Du point de vue des intérêts de la bourgeoisie mondiale, Brzezinski, conseil-

ler particulier de Carter pour les affaires étrangères, peut affirmer que

« lorsque l'Amérique vacille, l'économie mondiale et l'équilibre politique deviennent instables. Si l'Amérique cessait de développer une orientation constructive, elle contribuerait directement au développement de désordres politiques et économiques majeurs. »

Cette réalité, indiscutable en général sur le plan mondial, s'exprime de façon plus manifeste et immédiate encore dans le cadre de l'Amérique latine. Depuis que l'impérialisme yankee a délogé les impérialismes européens, en particulier britannique, de l'essentiel de leurs positions en Amérique latine à la faveur de la Première puis de la Seconde Guerre impérialiste mondiale, c'est lui seul qui occupe, sans relais et sans personne pour le seconder, les fonctions de maintien de l'ordre impérialiste et de gardien, à son propre compte, de la propriété privée des moyens de production et de l'Etat bourgeois dans les pays de la région. Pour chacune des formes de domination politique de la bourgeoisie existant dans chaque pays d'Amérique latine, l'impérialisme yankee, ses positions, ses capacités d'intervention représentent un élément constitutif du système de domination politique en vigueur, l'élément de recours en dernière instance.

En partant de cette constatation, il faut apprécier ce qu'ont signifié, du point de vue des masses aussi bien que de celui des bourgeoisies d'Amérique latine, la défaite subie par l'impérialisme yankee au Vietnam et les contrecoups qu'elle a eus sur la crise du système politique américain lui-même.

Pour la première fois de son histoire, l'impérialisme américain a subi au Vietnam une défaite cuisante. Il n'a pu vaincre le peuple vietnamien, ouvriers et paysans, engagé dans une

guerre révolutionnaire sous la direction du PCV, pour la libération et l'unité nationale. En dernière instance, il a dû laisser le gouvernement et l'Etat compradore de Thieu s'effondrer sur eux-mêmes, ainsi qu'un château de cartes privé de toute fondation. Il a été battu après avoir engagé sous Kennedy et Johnson d'énormes moyens matériels et militaires. Il a été battu après avoir reçu l'appui total de la bureaucratie du Kremlin et ensuite de celle de Pékin. Il a été battu, bien que, en ratifiant les accords de Paris de janvier 1973, le PCV ait accepté la partition du Vietnam, le respect des intérêts de l'impérialisme au Sud, la prédominance du gouvernement et de l'Etat compradore de Thieu.

L'héroïque résistance du peuple vietnamien est à l'origine de cette défaite. A elle seule, elle ne pouvait parvenir à un tel résultat.

La lutte des classes mondiale, l'état des rapports sociaux et politiques aux Etats-Unis mêmes ont ôté à l'impérialisme américain les moyens politiques nécessaires pour mobiliser toutes ses ressources matérielles et militaires contre les masses vietnamiennes. La bureaucratie du Kremlin et la bureaucratie chinoise — ainsi que le PCV en dernière analyse — ont été de leur côté tout aussi incapables de faire respecter les accords de Paris, pour la raison fondamentale qu'après des années de guerre révolutionnaire, la bourgeoisie compradore était décomposée, dépourvue de racines sociales, dans une société bouleversée. La décomposition et l'effondrement du gouvernement et de l'Etat compradore de Thieu, de son administration, de sa police, de son armée, ont exprimé la désagrégation de la bourgeoisie du Sud-Vietnam et la dislocation de toute la société, que seule la présence immédiate, directe, de l'impérialisme US masquait et contenait tout en les aggravant.

... A SON IMPACT EN AMERIQUE LATINE

Un événement d'une telle portée a nécessairement de profondes répercussions. Pour les bourgeoisies gangrenées d'Amérique latine, la chute brutale du régime Thieu, s'effondrant en quelques semaines de toute sa hauteur et de tout son poids, est venue rappeler un exemple proche, qui est resté pour eux une hantise, celui de la chute en quelques jours — du 31 décembre 1958 au 2 janvier 1959 — du régime compradore pourri de Batista à Cuba. Ce régime, lui aussi, s'était effondré de tout son poids, laissant une brèche qui a marqué l'ouverture de la révolution cubaine et le point de départ d'une mobilisation révolutionnaire des masses s'attaquant aux institutions de l'Etat compradore. Pour les régimes d'Amérique du Sud et d'Amérique centrale, la chute de Thieu a eu des aspects prémonitoires et a été ressentie durement. Pour les masses exploitées et opprimées par l'impérialisme en Amérique latine, la défaite de l'impérialisme a été ressentie comme leur propre victoire.

Aucun militant d'Amérique latine, y compris ceux qui ont eu les désaccords les plus profonds avec toute son orientation, n'a oublié le titre du dernier texte d'Ernesto Che Guevara : « Créer, deux, trois, de nombreux Vietnam. » L'orientation foquiste niant l'hégémonie du prolétariat préconisée par Che Guevara conduisait à l'impasse tragique parce qu'étrangère aux méthodes de la classe ouvrière. Mais le titre de son texte traduisait bien ce que signifiait pour les masses d'Amérique latine le combat de la classe ouvrière et de la paysannerie du Vietnam contre l'impérialisme. La victoire remportée par la révolution mondiale au Vietnam est un fait qui vit depuis 1974 dans la conscience instinctive des masses d'Amérique latine et

nourrit les rapports politiques entre les classes.

La défaite du prolétariat chilien, après que la politique de front populaire de l'Unité populaire eût ouvert la voie à la contre-révolution et livré les masses pieds et poings liés aux généraux appuyés sur l'impérialisme US, a permis d'amortir quelque peu en Amérique latine l'onde de choc immédiate de l'effondrement de Thieu et la défaite de l'impérialisme yankee.

Même amortie par le coup d'Etat du 11 septembre et la politique traître du front populaire, l'onde de choc a néanmoins eu son impact. Depuis avril 1975, la défaite subie par l'impérialisme yankee au Vietnam, au Cambodge et au Laos, et la crise politique — ouverte dès avant la défaite de l'impérialisme US au Vietnam — que le Watergate a cristallisée, mais à laquelle la défaite a donné toute son ampleur, se situent en arrière-plan de la crise de domination politique que connaissent l'écrasante majorité des régimes d'Amérique latine, impuissants à régler, sinon à aborder, la solution des problèmes propres qui se posent aux nations opprimées.

L'exemple de l'Argentine est particulièrement significatif. Le coup d'Etat du 24 avril 1976 a été organisé, comme ceux de Banzer, de Pinochet ou des militaires brésiliens, avec l'accord et les conseils actifs de l'impérialisme US. Il avait été immédiatement précédé par le refus de Kissinger de se rendre à Buenos Aires et de cautionner le régime d'Isabel Peron. L'incapacité de la junte à maîtriser la situation politique, et à stabiliser depuis cette date les rapports aussi bien entre les classes qu'à l'intérieur de la bourgeoisie elle-même, traduit la présence d'un mouvement de masse qui n'a pas été écrasé. Le fait que Videla ne parvienne pas à fournir à la bourgeoisie et à l'impérialisme en Argentine les bases d'une forme de domination politique stable contribue à donner toute

la dimension de ce qu'a représenté comme coup pour l'impérialisme l'effondrement du régime Thieu au Vietnam.

**L'INADEQUATION
DES FORMES POLITIQUES
DE LA DOMINATION
DE LA BOURGEOISIE
IMPERIALISTE US**

Les conséquences pour l'Amérique latine de la défaite américaine doivent être mesurées aussi par rapport à un facteur indirect, mais absolument décisif, qui est celui de ses contrecoups sur le système de domination politique de la bourgeoisie impérialiste américaine elle-même.

Ici, ce sont en réalité tous les faits politiques majeurs des mandats présidentiels successifs de Nixon qui exigent une appréciation exacte. La défaite au Vietnam et Watergate mesurent l'ampleur des problèmes que doit résoudre l'impérialisme US, mais des événements d'une portée aussi importante doivent y être reliés : les voyages de Kissinger et Nixon à Pékin en 1972, consacrant l'intégration de la bureaucratie chinoise dans le dispositif contre-révolutionnaire mondial ; les accords de Moscou de 1972 et le resserrement étroit de l'alliance contre-révolutionnaire entre l'impérialisme américain et la bureaucratie du Kremlin ; la déclaration de Nixon du 15 août 1971, mettant fin à la convertibilité du dollar en or et à tout le système de Bretton-Woods.

Les rapports politiques entre les classes qui se sont exprimés en 1968 ont été confirmés en 1970-1971. Le tournant des années 1974-1975 en est résulté et leur a donné une nouvelle impulsion. Ils ont imposé l'établissement de la nouvelle sainte-alliance comme un impératif catégorique de la politique de l'impérialisme américain, des bureaucraties d'URSS, de Chine, de Castro.

Ces développements ont une dimension fondamentale, interne aux Etats-Unis eux-mêmes, qu'il ne faut jamais perdre de vue. Dans son propre pays, l'impérialisme US est confronté à une situation où il lui serait nécessaire de bouleverser les rapports entre les classes, les rapports politiques, les institutions que l'histoire lui a légués et qui sont désormais inadaptes à ses besoins objectifs, à son rôle mondial. Il lui faudrait édifier, ou tenter d'édifier, un Etat fort.

De Kennedy à Johnson et de Johnson à Nixon et à Carter aujourd'hui, la construction d'un Etat fort est devenue une nécessité toujours plus pressante pour l'impérialisme américain. Mais cette nécessité, pour se réaliser, suppose de gigantesques bouleversements, aussi bien au niveau des rapports entre la bourgeoisie américaine et la classe ouvrière qu'à l'intérieur de la bourgeoisie elle-même, entre ses différentes couches et fractions.

C'est là qu'il faut chercher la signification du Watergate, de la chute de Nixon, et le fil conducteur des difficultés internes de la politique américaine, qui se sont poursuivies et approfondies sous Ford et maintenant sous Carter, et qui sont indissociables de la nouvelle période de la révolution prolétarienne à l'échelle mondiale. La construction d'un Etat fort exigerait l'intégration complète des pouvoirs fédéraux ; la transformation du parlementarisme (aussi véreux soit-il) en couverture du pouvoir d'Etat et de sa représentation, le président des USA ; une symbiose encore plus étroite entre l'Etat et le capital financier. Après bien d'autres — Wilson, Roosevelt, Kennedy —, Nixon et Kissinger se sont avancés sur cette voie jusqu'à ce que le Watergate vienne bouleverser les dispositifs mis en place et permettre ainsi aux intérêts provinciaux, limités, de certaines fractions du capital américain de relever la tête.

Dix mois après l'accession de Carter au gouvernement, la crise de la

forme de domination de classe de la bourgeoisie américaine se poursuit. Carter ne parvient pas à définir et appliquer une politique d'ensemble cohérente. Il se heurte aux mêmes obstacles que ses prédécesseurs : l'inadéquation des rapports sociaux et politiques, du contenu des institutions des USA et des exigences auxquelles l'impérialisme US est confronté.

Cette situation existe avant même que la classe ouvrière américaine n'ait commencé à avancer vers le centre de la scène politique et n'ait en particulier repris le combat pour la constitution de son expression politique propre, son parti indépendant de classe. Sur le plan des positions économiques sur lesquelles elle campe, la classe ouvrière américaine a su définir des limites à la liberté d'action de la bourgeoisie américaine. C'était le sens de la grande grève de la General Motors en 1970. Mais le combat des Noirs dans les années 60, les mobilisations populaires, et en particulier de la jeunesse contre la guerre du Vietnam ont également été à la base des difficultés croissantes que l'impérialisme US a rencontrées pour jouer son rôle mondial face à la nouvelle montée internationale de la révolution. L'ensemble de la situation actuelle doit pousser la classe ouvrière américaine à une activité politique indépendante. 47 % de l'électorat s'est abstenu lors des élections de novembre 1976, traduisant le fait que de vastes secteurs de la classe ouvrière et des masses ne se reconnaissent ni dans Carter, ni dans Ford, ni dans le Parti démocrate, ni dans le Parti républicain, sans avoir encore à cette étape d'expression politique propre.

LES REPERCUSSIONS EN AMERIQUE LATINE DE LA NOUVELLE SITUATION

Le poids écrasant des contradictions que l'impérialisme américain a été contraint de concentrer sur lui-

même, la marche à la dislocation du marché mondial qui a tout au plus été ralentie au cours des dernières années, les effets non maîtrisés de la crise économique aux Etats-Unis mêmes, l'ouverture de la révolution européenne au Portugal au moment même où Thieu s'effondrait, l'onde de choc brutale de l'effondrement du salazarisme dans toute l'Afrique, l'ensemble différencié de la situation de la lutte des classes mondiale engagée toujours plus nettement dans le cadre défini comme celui de la révolution imminente ont tendu à libérer chaque jour plus clairement, au sein du système politique et de la bourgeoisie américaine, des forces centrifuges. Les formes politiques de la domination de classe de l'impérialisme US sont inadéquates. Il y a une absence criante, manifeste, d'unité de vue, d'unité d'orientation, d'unité de commandement à la tête de l'Etat impérialiste américain. A Washington, on « vacille » indiscutablement et l'on introduit, comme Brzezinski est mieux placé que quiconque pour l'apprécier, un facteur d'instabilité spécifique qui se cumule aux facteurs d'instabilité propres aux régimes politiques compradores de l'impérialisme en Amérique latine — et en certaines circonstances les amplifie.

Dans son rapport à la septième session du bureau international du Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale, S. Just a expliqué :

« L'impérialisme US est politiquement en crise. La crise qui a abouti à la chute de Nixon, qui résulte de la défaite au Vietnam, est loin d'être résolue. La politique de l'impérialisme US a des constantes. Elle s'appuie sur la bureaucratie du Kremlin et sur la bureaucratie chinoise contre les masses. Elle fait pression sur les bureaucraties et sur ses partenaires impérialistes pour faire valoir ses intérêts spécifiques, encore que de façon très modérée. Pourtant, tout cela ne constitue pas encore une politique globale co-

hérente, comme l'était celle qui a abouti à l'intensification de la guerre au Vietnam, ou même encore comme celle de Nixon qui a abouti aux accords de Paris. Jusqu'alors, Carter n'a pas élaboré une politique globale de remplacement. L'impérialisme US agit empiriquement.»

Face à la montée des masses qui s'annonce et qui s'exprime déjà dans cette nouvelle période de la révolution mondiale, les plus formidables contradictions surgissent de la volonté commune de l'impérialisme US et de la bureaucratie du Kremlin, de la bureaucratie chinoise, du castisme, des gouvernements compradore, des partis de la bourgeoisie nationale, des PC, à établir un barrage face à la révolution.

Du côté de l'impérialisme US, Andrew Young, ambassadeur des Etats-Unis devant les Nations unies, Terence Todman, sous-secrétaire d'Etat pour les Affaires latino-américaines, ou Mme Patricia Devian, coordinatrice du département d'Etat pour les prétendus « Droits de l'homme », agissent tous pour le compte de l'Etat impérialiste américain et du capital financier, et c'est dans ce sens que leurs déclarations, interventions et orientations doivent toutes être comprises. Aujourd'hui, ces déclarations et interventions traduisent néanmoins d'importantes divergences sur la manière de faire face aux masses en Amérique latine. Au sommet de l'Etat impérialiste et dans les sphères dirigeantes du capital financier, on est loin d'être parvenu à un accord sur la façon dont il faut affronter stratégiquement la nouvelle période révolutionnaire mondiale et les rapports politiques entre les classes qui lui sont liés.

L'impasse et la crise politique d'un ensemble de régimes dont la nature n'est pas identique, ceux de Pinochet, de Videla, de Banzer, des militaires brésiliens, celui de Morales

Bermudez au Pérou intègrent comme l'une de leurs composantes les éléments de crise politique non maîtrisés propres à la bourgeoisie impérialiste dominante. Les dirigeants des régimes politiques d'Amérique latine apprécient mieux que quiconque qu'il n'y a pas unité de vue et de commandement à la tête de l'Etat américain et que l'impérialisme agit empiriquement, en dehors d'un plan d'ensemble.

A son tour, l'absence d'un plan stratégique d'ensemble face à la montée de la révolution mondiale conduit l'impérialisme US en Amérique latine à chercher à élargir quelque peu les formes politiques de la domination dans une série de pays. Début 1977, ont ainsi commencé une série de consultations non équivoques dans leur orientation, dont l'invitation faite à Frey et à Almeida par Mondale et Brzezinski de leur rendre visite constitue un exemple parfaitement caractéristique. C'est dans ce cadre que se situent les encouragements donnés au gouvernement Morales Bermudez dans sa recherche des moyens de modifier les formes politiques de la domination bourgeoise au Pérou, et que prend place également l'espoir de voir une issue similaire s'organiser au Brésil, plus généralement dans les autres pays soumis à la dictature militaire.

C'est dans ce cadre que se situe l'annonce faite par Banzer de « constitutionnaliser » la dictature en Bolivie. Cette décision traduit la modification dans les rapports politiques entre les classes qui s'est opérée en Bolivie en faveur du prolétariat. Mais elle constitue en elle-même un fait qui ne peut qu'accélérer la crise politique.

L'impasse des régimes de Pinochet, de Videla, de Banzer, de la dictature en Equateur, l'échec croissant des militaires brésiliens après une phase passagère de succès, la crise du gouvernement Morales Bermudez (dont

la nature n'est pas identique aux régimes qui viennent d'être mentionnés) faisant suite à la faillite du régime bonapartiste de Velasco Alvarado reposent sur le combat incessant mené pratiquement dans l'ensemble des pays d'Amérique latine par la classe ouvrière et les masses opprimées. Mais ils s'inscrivent dans un processus déterminé dû à la putréfaction du tissu social dans son

ensemble, du fait de la place occupée par les pays d'Amérique latine au sein du marché mondial, en tant que pays semi-coloniaux soumis au joug de l'impérialisme, où les tâches démocratiques bourgeoises n'ont pas été accomplies, et auxquels il est interdit encore plus rigoureusement aujourd'hui que par le passé d'accéder au marché mondial autrement que par l'entremise de l'impérialisme.

2 - crise des formes de domination et affaissement des structures sociales

Avant de passer à la troisième partie de cet article où nous tenterons de donner une appréciation du mouvement d'ensemble du combat du prolétariat dans les pays d'Amérique latine, il faut consacrer une section à l'analyse des facteurs à l'œuvre dans l'affaissement des structures sociales.

Aucune appréciation correcte de la situation politique dans ces pays ne peut négliger ce facteur qui doit être traité, ne fût-ce que brièvement, comme un élément spécifique exigeant une analyse particulière.

l'EMPRISE ACCRUE DU CAPITAL ÉTRANGER

Le prolongement artificiel de l'existence du mode de production capitaliste au cours des trente dernières années a accentué les tendances inhérentes à la phase impérialiste, phase de réaction sur toute la ligne. Elle a aggravé, à un point jamais atteint auparavant, les conditions faites aux pays semi-coloniaux dans le cadre du marché mondial.

L'accumulation gigantesque de capital sous ses trois formes (capital

productif, capital marchandise, capital argent) a dépendu de l'énorme volant d'entraînement de l'ensemble de l'économie que les dépenses d'armement et parasitaires de toutes sortes ont constitué, de sorte qu'une grande partie du capital argent notamment est du capital fictif, mais qui doit rapporter comme tout capital pour être du capital. L'un des terrains d'activité privilégié de ce capital s'est situé dans les pays semi-coloniaux, en particulier ceux d'Amérique latine. Conjointement, la productivité sans cesse accrue des entreprises capitalistes, l'accentuation des tendances à la concentration et à la centralisation, l'emprise accrue du capital financier et des monopoles sur les rouages de l'économie mondiale ont signifié une accentuation de l'emprise pourtant déjà décisive du capital financier sur ces pays.

Traditionnellement, les investissements des trusts impérialistes se concentraient principalement dans le secteur minier, dans les plantations et dans les moyens de communication et d'échange (chemins de fer, ports, télégraphe et téléphone). Au cours des quinze à vingt dernières années, cette situation s'est modifiée.

le développement des industries agricoles qui viennent d'être mentionnées, les pays de l'Amérique latine ont une situation sociale et économique qui est en fait la plus défavorable du monde. Les pays de l'Amérique latine ont une situation sociale et économique qui est en fait la plus défavorable du monde. Les pays de l'Amérique latine ont une situation sociale et économique qui est en fait la plus défavorable du monde.

le développement des industries agricoles qui viennent d'être mentionnées, les pays de l'Amérique latine ont une situation sociale et économique qui est en fait la plus défavorable du monde. Les pays de l'Amérique latine ont une situation sociale et économique qui est en fait la plus défavorable du monde. Les pays de l'Amérique latine ont une situation sociale et économique qui est en fait la plus défavorable du monde.



Les investissements étrangers se sont diversifiés, de sorte qu'en plus des secteurs traditionnels, aucun secteur de la banque, du commerce ou de l'industrie manufacturière n'échappe désormais à l'emprise directe ou indirecte des grands trusts bancaires et industriels impérialistes.

A la fin des années 30 et dans les années 40, une partie des pays d'Amérique latine avait connu un procès d'industrialisation dans le cadre de politiques dites de « substitutions d'importations ». Ce processus a généralement été limité aux industries de biens de consommation, mais il s'est effectué avec des capitaux propres accumulés entre les mains de la bourgeoisie nationale en lutte pour son affirmation en tant que classe bourgeoise en son propre droit.

L'industrialisation des années 60 effectuée avec la bénédiction des économistes de la CEPAL sur la base de l'investissement direct accru des grands pays impérialistes et des organisations bancaires internationales (BIRD, BID) a eu des conséquences sociales tout autres. Elle a fait des industries des pays les plus importants d'Amérique latine (Argentine, Brésil, Mexique) comme des plus petits essentiellement des chaînes de montage pour la production de marchandises conçues à l'étranger, et dont une partie souvent importante des pièces et tout l'équipement sont importés. Les entreprises latino-américaines ont été de plus en plus rivées aux entreprises étrangères dont elles sont ou bien les filiales, ou bien les sous-contractants. Dans les pays où elle avait commencé à émerger, la bourgeoisie industrielle embryonnaire des années 1940 et 1950 a été bien souvent éliminée ou transformée en courtiers et intermédiaires des trusts impérialistes.

Mais les conséquences de l'emprise accrue du capital financier ne s'arrêtent pas là. Les formes nouvelles, beaucoup plus globales et plus profondes, d'emprise du capital finan-

cier sur l'ensemble de l'économie, y compris l'agriculture, sont venues volatilisier toutes les anciennes structures sociales dans les campagnes. Il serait faux de croire, en effet, que dans les pays semi-coloniaux d'Amérique latine, le capital financier a cessé de s'intéresser aux productions agricoles. Tout au plus, a-t-il abandonné certaines productions jugées moins rentables, dans certains pays. Globalement, l'emprise sur l'agriculture est bien plus large et plus profonde qu'avant.

LA NOUVELLE EMPRISE IMPERIALISTE SUR LE SECTEUR AGRAIRE

Alors que pour certains types de produits et dans certaines régions, les trusts nord-américains ont abandonné la production directe, ce n'est pas le cas dans d'autres régions. Les changements intervenus en Amérique centrale et au Mexique, par exemple, sont liés à une réorientation de la production : l'exploitation directe par les Etats-Unis des légumes et des fruits a augmenté, alors que celle de la banane décline.

La nouvelle pénétration impérialiste directe dans les campagnes a été particulièrement notable au Mexique, au Brésil et en Colombie. Elle s'est faite dans la production de fruits et légumes et dans l'élevage notamment. Au Brésil, elle a fait du pays le second producteur mondial pour le soja, mais sous contrôle complet des trusts américains. Au Brésil et en Colombie, comme dans certains Etats d'Amérique centrale, la pénétration s'est faite par le rachat des grands latifundia et leur transformation en très grandes exploitations capitalistes. Au Mexique, elle a comporté une nouvelle concentration des terres paysannes.

Dans l'ensemble des pays, d'autre part, il y a une emprise absolue des trusts étrangers dans les secteurs in-

dustriels et bancaires qui entourent la production agricole : vente et production de machines agricoles au Mexique, en Amérique centrale et en de nombreuses régions d'Amérique du Sud, par Caterpillar Tractor, John Deer and Co ; équipement de transport agricole dans toute la région par Kaiser, par exemple ; vente des semences en Argentine, où Cargil est le principal exportateur de blé, d'orge, de maïs et d'autres céréales ; production et/ou vente d'engrais, d'aliments pour le bétail et d'insecticides dans toute l'Amérique latine par Ralston, Purina, Borden, Monsanto, Dow Chemicals ; activités bancaires et financement de l'investissement agricole dans toute la région où la Bank of America a quarante-six succursales.

Inscrites dans un réseau de liens tissés par le capital étranger, les relations de production dans l'agriculture se fondent de façon croissante sur le travail salarié, une réserve permanente de chômeurs (main-d'œuvre flottante, migratoire) se substitue aux paysans métayers traditionnellement fixés dans l'hacienda, tandis qu'un flot incessant de paysans déracinés, rejetés complètement des campagnes, va accroître les bidonvilles aux portes des grandes concentrations urbaines.

Au Mexique, où la bourgeoisie avait voulu asseoir sa domination dans les années 30 et 40 sur une réforme agraire assurant des moyens d'existence à un large secteur de la paysannerie, la concentration des terres sous l'impulsion du capital étranger a repris avec force. Selon une étude qui cite des statistiques officielles, le nombre des travailleurs agricoles sans terre est passé depuis 1950 de 1,5 million (soit 30 % de la force de travail agricole de l'époque) à près de 5 millions, soit plus de la moitié de cette force de travail.

L'ensemble de cette évolution se traduit d'autre part par une diminution des productions vivrières. Sous

l'influence des organismes bancaires internationaux ou privés, les cultures commerciales destinées à l'exportation ont augmenté, tandis que les denrées pour l'alimentation locale ont stagné ou diminué.

(En millions de tonnes) 1967 1972

Exportations :

Bananes	220	535
Sucre	68	91
Bœuf	163	228

Consommation locale :

Haricots	17	6
Blé	37	18
Riz	69	63

« L'Agence américaine pour le développement, cite un rapport officiel américain, aide le gouvernement de la Colombie à suivre une stratégie du développement qui encourage le passage de la production de blé à d'autres cultures pouvant être produites plus économiquement, si bien que la Colombie importe actuellement plus de 85 % de ses besoins en blé. »

Il en a résulté dans ce pays comme dans tous les autres une dégradation totale des conditions d'existence des masses laborieuses. Celles-ci n'étaient pas élevées avant, mais tous les équilibres antérieurs ont été rompus. L'impact du capital financier a signifié une nouvelle régression dans l'agriculture et un accroissement de la sous-nutrition chronique parallèle à celui du chômage et aussi désastreux que lui dans l'ensemble de ses conséquences.

UN ENDETTEMENT EXTERNE VERTIGINEUX

L'emprise accrue du capital financier et les formes prises par sa pénétration depuis 1960-1965 ont également contribué à aggraver encore

les conditions d'accès des pays d'Amérique latine au marché mondial. Cet accès a été contrôlé depuis un siècle par les bourgeoisies étrangères et subordonné à leurs exigences. Depuis une vingtaine d'années, aux formes traditionnelles de cette subordination (bourses des matières premières à Londres et à New York, fret sous contrôle des grands pays industriels, etc.), sont venues s'ajouter les formes tenant à la présence massive sur place des filiales des grands trusts et monopoles impérialistes, dont les décisions de production et de commercialisation commandent de façon décisive le montant des importations et des exportations des pays semi-coloniaux, objets de leurs activités d'investissements.

L'ensemble des processus a eu pour effet d'aggraver, si cela était encore possible, les déficits commerciaux de tous les pays latino-américains. D'un côté, les importations ne cessent d'augmenter, du fait de l'activité des filiales qui fonctionnent sur la base de l'importation de leurs biens d'équipement, leurs demi-produits et parfois même leur matière première de base.

Du côté des exportations, les débouchés traditionnels pour les matières premières se sont fermés à mesure que les pays capitalistes dominants ont trouvé des substituts aux matières premières classiques, ou les éliminent totalement de la production, tandis que les exportations de produits manufacturés dépendent entièrement de la place occupée par telle ou telle filiale dans l'organisation mondiale de chaque trust et des décisions prises par ceux-ci.

Les économies latino-américaines se sont peut-être « industrialisées », mais la structure de leurs exportations — exportation d'un petit nombre de produits primaires et de semi-produits, dont l'écoulement est subordonné aux aléas du marché et aux politiques des grands trusts qui déterminent à leur gré les conditions de l'échange — ne s'est nullement

modifiée. Le résultat se traduit au niveau des chiffres : de 11,9 % du total des exportations mondiales en 1950, les exportations latino-américaines tombent à 6,6 % de ce total en 1955, 6,8 % en 1960, 5,8 % en 1966, 5,4 % en 1975.

Le volume total de la dette des pays semi-coloniaux à l'égard des gouvernements, organisations internationales, banques commerciales et autres prêteurs privés n'est pas connu avec précision, mais toutes les estimations font état de chiffres extraordinairement élevés. « Business Week » évalue le total à 180 milliards de dollars, ce qui représente « près de deux fois le montant de la dette à long terme au commencement de 1974 ». D'autres sources donnent des estimations allant de 150 à 200 milliards de dollars. Un peu plus précis sont les chiffres concernant le déficit annuel des paiements des pays en voie de développement non producteurs de pétrole : celui-ci est passé de 9 milliards en 1973 à 28 milliards en 1974 et 38 milliards en 1975. Pour cette année, ce déficit pourrait diminuer un peu et ne plus représenter « que » 31 milliards de dollars, mais, même en ce cas, personne ne semble savoir exactement d'où va venir l'argent. Le directeur général adjoint de la Chase Manhattan Bank de Londres situe la dette totale des pays semi-coloniaux à 145 milliards de dollars à la date de décembre 1975, et le besoin supplémentaire de financement pour couvrir les déficits entre 1976 et 1980 à 150 milliards de dollars.

QUELQUES EXEMPLES : BRÉSIL, MEXIQUE, ARGENTINE

« On estime que les pays d'Amérique latine représentent environ 45-50 % de l'endettement global des pays semi-coloniaux, soit 80 à 100 milliards de dollars. Pour le Brésil seulement, la dette extérieure appro-

che actuellement les 30 milliards de dollars. Malgré le café — et le soja dont le Brésil est devenu en dix ans le deuxième producteur mondial et l'un des plus gros exportateurs —, le Brésil a connu un accroissement vertigineux de son taux d'endettement. La dette extérieure approche actuellement les 30 milliards de dollars. La dette représente deux ans et demi d'importations et trois ans d'exportations. Rien que le paiement des intérêts sur une somme pareille entraîne une sortie de 2 à 3 milliards de dollars par an pour le Brésil.

Au début de la période Echeverria, le Mexique couvrait environ un tiers de son déficit commercial avec des crédits étrangers. En 1975, la proportion était passée à près de la moitié. En 1970, l'endettement public envers l'étranger était d'environ 3,26 milliards de dollars, en 1974 de presque 8 milliards de dollars et en 1975 de 10 milliards de dollars. Selon des informations fournies par le ministère mexicain des Finances, l'endettement serait en juin 1976 de 16 milliards de dollars (dont 13 milliards sont des emprunts à plus d'un an). Dans les milieux bancaires mexicains aussi bien qu'étrangers, on parle actuellement d'une dette extérieure de l'ordre de 24 milliards de dollars, dont 18 milliards reviendraient à la dette publique. Déjà en 1970, le service de la dette correspondait, selon des calculs officiels, à 27 % des recettes d'exportations. Or, selon toute vraisemblance, ce taux a encore considérablement augmenté depuis.

Les chiffres officiels pour l'Argentine sont analogues à ceux du Mexique : 10 milliards de dollars, ce qui signifie que la dette effective doit également être d'un montant analogue.

Une fraction chaque fois plus grande de la dette ne correspond plus depuis longtemps à une forme quelconque d'accumulation, mais à des prêts qui sont destinés uniquement à financer le déficit annuel de la balance des paiements. Sur les 150 mil-

liards minimum de l'endettement de 1975, 45 milliards représentaient les prêts destinés à couvrir le déficit extérieur. Une rubrique chaque fois plus importante de celui-ci est le service (intérêts) de la dette elle-même. Selon un spécialiste, « le simple service de la dette absorbera suivant les conditions pratiquées entre 5 et 15 milliards de dollars ». Nous avons vu ce qu'elle représente déjà dans le cas du Brésil.

LES CONSEQUENCES DU RENFORCEMENT DE LA PENETRATION DU CAPITAL ETRANGER

Les processus dont nous venons d'analyser très rapidement quelques aspects ne doivent pas être considérés d'un simple point de vue économique ou « économiciste ». Il s'agit de processus sociaux au sens le plus large du terme, dont les conséquences politiques sont très importantes. Pour en saisir la portée, il est nécessaire de tenter de les situer dans un contexte historique plus vaste.

L'intégration des pays de l'Amérique latine à l'économie mondiale a eu lieu moyennant un développement historique qui a comporté des aspects particuliers, qui distinguent ces pays des pays coloniaux ou semi-coloniaux d'Asie ou d'Afrique.

La première phase de cette intégration remonte au XVI^e et au XVII^e siècles, c'est-à-dire à l'époque du capital marchand, et a eu pour cadre la conquête coloniale. Aussi bien le système de domination politique que les formes d'exploitation du travail et d'appropriation du surtravail établies par les Espagnols ont pris appui sur les rapports sociaux antérieurs à la conquête. La conquête a maintenu en place, tout en les subvertissant (en en faisant la base d'une organisation de la production tournée vers le marché mondial), les anciennes formes sociales (mita, com-

munauté paysanne, etc.). Le degré de développement des forces productives d'abord, la décadence économique de l'Espagne ensuite, ont signifié d'autre part qu'en tout état de cause l'impact de la conquête s'est rarement fait en profondeur.

La formation des Etats bourgeois de l'Amérique latine, à la suite des guerres d'indépendance de 1810-1824, a eu lieu comme conséquence, d'une part, du développement du capitalisme en Angleterre et, d'autre part, de l'impact direct de la Révolution française. Les guerres d'indépendance traduisent le fait que sur un certain plan l'Amérique latine se trouve déjà intégrée dans l'histoire mondiale et les processus mondiaux de la lutte des classes.

Mais les Etats qui se forment se constituent à l'ombre du capital anglais et parfois sous son égide directe. Sur le plan politique, l'indépendance consacre essentiellement le transfert du pouvoir politique anciennement exercé par les fonctionnaires de la couronne d'Espagne aux oligarchies terriennes et commerciales locales. Sur le plan des rapports de production, elle voit la consolidation du latifundium et la mise en place d'une subordination complète du marché interne des nouveaux Etats aux besoins du capitalisme britannique.

De ce fait, il n'y a eu, au mieux et dans quelques Etats seulement, qu'un développement organique extrêmement fragmentaire des rapports de production capitalistes, qui prend définitivement fin le jour où le passage à l'impérialisme et l'intervention politique et militaire des bourgeois anglais, française, et plus tard yankee, viennent couper court complètement (vers 1880) à la formation d'Etats-nations souverains.

Au cours des années 1860-1940, l'impérialisme a laissé lui aussi les anciens rapports sociaux partiellement en l'état. Dans les branches de la production qui l'intéressaient, il a

impulsé le développement des rapports de production capitalistes et les a fait surgir comme une greffe imposée de l'extérieur. Mais, dans de larges secteurs de l'économie, il a opéré une centralisation du surtravail à son profit, dans des conditions qui laissent les anciennes formes sociales encore en place.

C'est ainsi que des institutions telles que l'ancienne communauté paysanne indienne ont survécu sous une forme toujours plus pétrifiée, en se désagrégeant lentement, mais sans s'effondrer encore.

Pendant toute cette phase, la forme dominante de la pénétration du capital étranger a été celle de l'enclave, dont l'une des caractéristiques était la coexistence des formes sociales les plus développées et de nombreuses formes précapitalistes d'organisation de la production dans le cadre du latifundium traditionnel, mais aussi en dehors de lui, dans les secteurs paysans restés presque totalement en marge du développement historique. L'existence des formes précapitalistes dans les campagnes ne faisait en aucune manière des économies « féodales », car une centralisation du surtravail dans toutes ses formes s'opérait en permanence au profit du capital financier. Pendant des décennies néanmoins, ces formes ont coexisté avec les secteurs où les rapports de production capitalistes étaient pleinement implantés. Elles ont fourni la base plus ou moins stable des formes de domination politique associées aux anciennes oligarchies.

DES CONTRECOUPS SUR TOUTES LES CLASSES DE LA SOCIÉTÉ

Sous l'impact des formes nouvelles et accrues de la pénétration du capital financier depuis 1955-1960, à un rythme toujours plus rapide, c'est l'ensemble des structures économi-

ques, sociales et politiques léguées par le processus inégal et combiné du développement historique qui a volé en éclats.

L'affaissement de l'ensemble des structures sociales et politiques, la désagrégation de toutes les relations qui avaient régi traditionnellement les pays d'Amérique latine et servi de base aux formes de domination politique sont une réalité. C'est là la toile de fond permanente de la lutte de classe dans ces pays et le cadre dans lequel ceux-ci ont eu à subir de plein fouet l'impact de la crise économique mondiale à partir de 1971-1972.

Dans des formes spécifiques à chaque classe, toutes les classes possédantes et de larges couches de la paysannerie ont subi chacune de plein fouet les contrecoups de la pénétration accrue du capital étranger. Dans le cas de l'oligarchie terrienne, il s'agit d'une modification de l'ensemble des rapports sociaux dont elle était restée le pivot, avec la perte pour elle de son ancien statut social et tout ce qu'elle considérait ses privilèges. Pour la bourgeoisie prise en général, il y a eu une accentuation de l'ensemble de ses traits parasitaires et sa réduction à un statut plus fortement compradore que jamais. Aujourd'hui, de vastes secteurs des classes dominantes n'ont pas le choix de se mouvoir autrement que dans l'orbite immédiat du capital financier impérialiste, de ses banques et des filiales de ses trusts.

Dans le cas des masses paysannes, les processus se sont traduits par un mouvement dramatique de paupérisation et de lumpénisation. Ces masses ont été chassées des campagnes, tous les rapports sociaux qui leur servaient de cadre social, même sous une forme pétrifiée, ont été brisés. Mais ces masses n'ont pas été intégrées pour autant dans les rapports de production capitalistes régis par l'impérialisme. Elles ont été jetées dans de nombreux pays en marge de l'économie, en marge de la so-

ciété. Leurs conditions d'existence sont une manifestation criante de la barbarie et de la pourriture d'un mode de production qui a fait son temps.

De ce point de vue, l'impact du renforcement de la pénétration du capital financier a réduit la base sociale de toute forme de domination stable des classes exploiteuses dans ces pays au cours des vingt dernières années. D'où des obstacles nouveaux et à la longue insurmontables dressés devant la nouvelle politique américaine, cherchant à élargir ses formes politiques de domination.

De façon contradictoire, la seule classe dont le poids social et politique s'est renforcé comme conséquence de ce processus a été la classe ouvrière, ainsi que ses couches périphériques liées directement au processus de réalisation de la plus-value et de centralisation du capital.

Trotsky, déjà, avait mis en lumière la façon dont la place du capital étranger dans l'économie des pays semi-coloniaux avait comme conséquence, d'un côté, de freiner le développement de la bourgeoisie et de réduire sa place comme classe dominante, et, de l'autre, de développer la classe ouvrière, de la rassembler dans les vastes concentrations ouvrières caractéristiques des économies au développement inégal et combiné. Les processus des vingt dernières années ont accentué ce mouvement, la concentration d'un prolétariat jeune et combatif dans de nouvelles villes à composition ouvrière, dont Cordoba est l'exemple et le symbole politique. Désormais la classe ouvrière brésilienne est la plus importante numériquement de toute l'Amérique latine. Mais des processus identiques ont eu lieu aussi au Venezuela, au Mexique, en Colombie.

L'accroissement et la concentration numérique de la classe ouvrière ne sont pas immédiatement équivalents à sa densité sociale, bien qu'ils en fournissent la base objective. La densité sociale et politique de la

classe ouvrière est déterminée par le degré d'indépendance de classe de ses organisations syndicales et politiques, et par l'expérience accumulée de la lutte des classes et de ses en-

seignements. Mais sur ce plan aussi, les trente dernières années et surtout les dix dernières ont signifié un pas en avant qualitatif pour la classe ouvrière d'Amérique latine.

3 - éléments pour une appréciation du mouvement d'ensemble de la classe ouvrière en Amérique latine

La IV^e Internationale a été détruite organisationnellement par le courant révisionniste et liquidateur pabliste, et sa reconstruction s'est heurtée ensuite, et se heurte toujours, à des obstacles considérables, dont le plus important est le refus de considérer que révisionnisme et trotskysme sont inconciliables et ne peuvent coexister au sein d'un même cadre politique.

En Amérique latine, seul le POR de Bolivie possède, avec des secteurs déterminés du prolétariat, le type de lien qui transforme une organisation en un parti par la place qu'elle occupe et les responsabilités qu'elle assume dans la lutte des classes. Mais le travail de construction des partis et de reconstruction de la IV^e Internationale dans cette partie du monde peut prendre appui aujourd'hui sur trois facteurs qui doivent permettre la croissance des organisations du Comité d'organisation et la transformation des liens avec la classe ouvrière et les masses exploitées. Ces facteurs sont la continuité organisationnelle et politique du combat pour la IV^e Internationale qui a été assurée dans le cadre du Comité international d'abord, et ensuite, à partir de 1972, du Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale ; le renforcement des organisations trotskystes déjà opéré depuis la constitution du Comité d'organisation ; et enfin l'im-

mense capital d'expérience et la densité politique accrue acquise par la classe ouvrière d'Amérique latine.

RENFORCEMENT DE LA DENSITE POLITIQUE DU PROLETARIAT

Lorsque l'on considère le mouvement d'ensemble de la classe ouvrière de ces pays au cours des trente dernières années, l'appréciation qui s'impose est : une classe dont la force objective et d'organisation est telle que toute brèche ouverte par la crise du système de domination politique la conduit à se placer au centre de la scène politique et à transformer la crise de domination en crise révolutionnaire ouverte.

A cet égard, rappelons quelques faits. De la chute d'Ovando à la réunion de l'Assemblée populaire de Bolivie, ce sont à peine huit mois qui s'écoulent. Au Chili, c'est en deux ans à peine, de 1967 à 1969, que la classe ouvrière et les masses ont laminé le gouvernement Frei et créé les conditions de l'ouverture de la crise révolutionnaire, le 4 septembre 1970. Au Pérou, c'est en quelques mois que l'échec de la politique d'intégration des syndicats ouvriers et des organisations paysannes de masse à l'Etat a sonné le glas du gouver-



nement Velasco, entraîné sa chute et réuni tous les éléments d'une situation prérévolutionnaire. En Argentine, c'est en quelques jours, en mai 1969, que la classe ouvrière scelle le sort de la dictature militaire d' Onganía, reprend l'initiative dans la lutte des classes et crée les conditions de crise des formes de domination politique qui obligent la bourgeoisie argentine et l'impérialisme à préparer le retour de Peron.

La capacité de la classe ouvrière d'un pays déterminé, qui a investi les brèches ouvertes dans le dispositif de la domination étatique du fait de la crise politique de la bourgeoisie, et qui a transformé la crise politique en crise révolutionnaire, d'aller plus loin dans sa lutte, dépend directement du degré d'indépendance organisationnelle de classe, politique et syndicale, qu'elle a su conquérir et défendre face à la bourgeoisie et à l'Etat, et du point où se trouve la construction du parti révolutionnaire.

Mais il ne peut y avoir d'appréciation sérieuse et complète de la situation politique actuelle, et des tournants brusques qu'elle contient comme l'une de ses déterminations, en dehors d'un effort pour apprécier l'accroissement de la densité politique de la classe ouvrière d'Amérique latine et mesurer la capacité dont elle a fait preuve, dans plusieurs pays, à de nombreuses occasions, de prendre et de conserver l'initiative dans la lutte des classes, et d'engager des combats ayant le pouvoir politique comme enjeu.

Les principaux jalons qui marquent le combat de cette classe depuis trente ans ont pour nom la révolution bolivienne de 1952, la révolution cubaine (qui n'est pas identique au castrisme dont le rôle contre-révolutionnaire s'est affirmé à partir de 1962), l'Assemblée populaire de Bolivie, le combat révolutionnaire des masses chiliennes que seule la politique traîtresse du front populaire a pu étrangler, et la montée de la classe ouvrière d'Argentine jusqu'à la

grève de juin 1975 contre Isabel Peron. Deux vagues révolutionnaires, entrecoupées d'une phase de reflux, commandent le mouvement d'ensemble dont ces jalons sont les principales expressions.

Les phases successives que l'analyse permet de dégager embrassent à chaque fois plusieurs pays clefs et ont toujours une portée continentale. Même si elles touchent, dans les périodes de montée comme dans celles de recul, chaque pays de manière différenciée, elles expriment l'existence en Amérique latine d'une unité indiscutable des processus de la lutte des classes, dans le cadre de l'unité mondiale de la lutte des classes dont l'Amérique latine est une partie intégrante.

LES OBSTACLES AU COMBAT POUR L'INDÉPENDANCE DE CLASSE

Même si elle est préparée par un développement plus ancien, la densité politique acquise par la classe ouvrière latino-américaine est essentiellement le fruit des trente dernières années de lutte, car, dans les années 1930 et 1940, le combat pour l'indépendance de classe s'est heurté en Amérique latine à de très puissants obstacles, qui ne sont pas encore brisés partout.

C'est la classe ouvrière chilienne qui a été la première à conquérir son indépendance politique de classe face à la bourgeoisie et à l'impérialisme. Le Parti ouvrier socialiste de Recabarren, formé en 1912, est le plus ancien parti que la classe ouvrière d'Amérique latine ait construit sur la base de son propre développement et de ses propres combats contre la bourgeoisie. L'indépendance politique de classe acquise si tôt a été plus tard compromise par les contrecoups au Chili de la dégénérescence du premier Etat ouvrier, du

Parti bolchevique et de la III^e Internationale. C'est au Chili néanmoins, que s'est formé vers 1930 le point d'appui le plus fort de l'Opposition de gauche internationale en Amérique latine. Il n'est pas indifférent que ce soit comme militant de l'Opposition de gauche au sein du PC chilien d'abord, puis comme dirigeant de l'organisation « Gauche communiste », que le fondateur du POR de Bolivie, José Aguirre Gainsborg, ait adhéré au combat de Léon Trotsky. C'est au Chili aussi que l'indépendance de classe des syndicats a été acquise le plus tôt et ensuite défendue avec le plus d'acharnement, de sorte qu'à côté de la COB de Bolivie, c'est la CUT chilienne qui a représenté l'exemple le plus ancien de centrale syndicale indépendante de la bourgeoisie et de l'Etat.

Mais le cas du Chili est exceptionnel. Dans la plupart des autres pays, le combat pour la formation de partis politiques propres de la classe ouvrière a commencé plus tard, avec de grandes difficultés. Il s'est heurté partout très vite à l'orientation stalinienne de subordination du mouvement ouvrier à la bourgeoisie sur la ligne de la « théorie » de la révolution par étapes. Le mouvement ouvrier péruvien doit à Mariategui — qui s'est orienté vers la III^e Internationale avant la mort de Lénine (sans parvenir à être réellement marxiste pour autant) — d'avoir combattu jusqu'à sa mort, en 1932, contre l'orientation stalinienne et défendu l'indépendance de classe des syndicats. Mais cet exemple n'est pas général. Dans la majorité des pays, le stalinisme s'est dressé comme un terrible obstacle à l'indépendance de classe du prolétariat.

Dans l'ensemble des pays d'Amérique latine, la politique de subordination de la classe ouvrière et de ses organisations aux partis de la bourgeoisie, au nom du combat « antifasciste » et de l'alliance entre l'URSS et les impérialismes américain et anglais, a dressé à l'issue de la

Deuxième Guerre mondiale un barrage au mouvement des masses et interdit à la classe ouvrière d'Amérique latine de s'intégrer activement à la vague révolutionnaire mondiale de 1944-1948.

Au Chili, le prolétariat a été ligoté par le front populaire établi en 1938, et il recevra des coups très brutaux en 1946, lorsque la bourgeoisie et l'impérialisme décideront de rompre la coalition contre-révolutionnaire, mettront le PC hors la loi et détruiront les organisations syndicales.

Au Mexique, le PC mexicain et le principal dirigeant syndical, Lombardo Toledano, ont livré très tôt le prolétariat, pieds et poings liés, au nationalisme bourgeois. En 1936, au nom d'un « front populaire anti-impérialiste », ils ont abdiqué face à Cardenas l'indépendance politique de la classe ouvrière et aidé eux-mêmes, directement, à organiser l'intégration des syndicats à l'Etat. Ce faisant, ils ont établi ensemble, avec Cardenas, la domination politique de la bourgeoisie sur la classe ouvrière et les masses, dont les pivots ont été le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) et la CTM qui en est un rouage. La classe ouvrière mexicaine n'est pas parvenue encore à briser cette domination, même si celle-ci se disloque aujourd'hui.

Dans un autre pays clef, l'Argentine, la politique contre-révolutionnaire du PC ouvrira de même la voie au triomphe de Peron et du péronisme. En 1945-1946, la classe ouvrière, impuissante par le stalinisme, sera submergée par le nationalisme bourgeois. Résultat un peu analogue au Mexique : destruction des organisations syndicales indépendantes et constitution à leur place de la CGT péroniste de 1950, comme rouage de l'appareil d'Etat et pièce maîtresse du Parti justicialiste. Pendant trente ans, en dépit d'initiatives répétées, la classe ouvrière sera empêchée de jouer un rôle politique équivalent à son poids social et sur son

propre plan de classe. Ailleurs, la politique de collaboration de classe s'exercera (comme en Bolivie, par exemple) en faveur des gouvernements de l'oligarchie.

LA REVOLUTION BOLIVIENNE DE 1952 ET SA PORTEE INTERNATIONALE

C'est en Bolivie que la classe ouvrière est parvenue à briser ce cadre en premier, et à créer une situation révolutionnaire ouverte. Ce n'est pas là un hasard. Le combat mené au sein de la Fédération des mineurs par les trotskystes du POR pour l'indépendance organisationnelle et politique de classe et un programme de gouvernement ouvrier et paysan (« Thèses de Pulacayo ») a préparé à partir de 1946 le prolétariat à se dresser comme classe et à commencer à intervenir sur son propre terrain dans la voie de la construction de son propre pouvoir de classe.

G. Lora a comparé la révolution du 9 avril 1952 à un « février bolivien », c'est-à-dire au premier acte d'une révolution prolétarienne, dont le caractère de révolution s'est marqué aussi bien par la nature et l'ampleur des coups portés à l'appareil d'Etat bourgeois que par l'existence d'organismes traduisant la recherche de la part de la classe ouvrière de la construction de son propre pouvoir.

Ainsi que l'a écrit G. Lora, « l'analogie la plus remarquable (entre la révolution de février 1917 et la révolution du 9 avril 1952) consiste en ce que les ouvriers font la révolution et c'est le parti politique d'une autre classe qui prend le pouvoir » (1). Si le MNR est parvenu à former le gouvernement, écrit G. Lora, « c'est parce que la classe ouvrière lui a remis la victoire entre les mains » (2).

L'acte a eu en fait une portée pour toute l'Amérique latine. Pour la première fois dans l'histoire d'un pays du continent, les travailleurs abattaient les armes à la main une dictature militaire et disloquaient toutes les institutions de l'Etat, au premier chef l'armée qui sortait de la révolution démantelée. Commencés sous la forme d'un coup d'Etat classique préparé par le MNR, les événements du 9 au 11 avril voyaient les travailleurs défaire les régiments de l'armée régulière à La Paz et à Oruro. Le gouvernement tombait, la révolution était commencée. Dans les jours qui suivaient, des groupes armés de travailleurs s'emparaient des garnisons, des postes de police, occupaient les bâtiments officiels dans les localités. Dans les districts miniers, dans les villes, ce mouvement débouchait très rapidement sur la création de milices ouvrières. Cinq jours après la fin des combats à La Paz, un réseau national de milices ouvrières couvrait le pays. Il fallait attendre six ans avant que la bourgeoisie puisse entreprendre de reconstruire, avec l'aide du Pentagone, une armée régulière, et douze ans avant que celle-ci puisse mettre un point final, en 1964, avec le coup d'Etat de Barrientos, à la révolution ouverte en 1952.

En avril 1952, la construction d'organes propres de la part de la classe ouvrière ne s'est pas limitée aux milices ouvrières. La proclamation de la COB, onze jours après le début de la révolution, comme expression du mouvement des masses portant des coups directs à l'Etat bourgeois a conduit la centrale à apparaître comme un organe doué d'un pouvoir énorme, susceptible de donner une direction nationale au combat des masses pour la satisfaction de leurs aspirations. Sa naissance dans une situation de poussée révolutionnaire lui

(1) G. Lora, « La Révolution bolivienne » (1963), p. 305.

(2) Ibid, p. 88.

a conféré au départ des caractères authentiquement présoviétiques.

Le POR n'avait encore franchi que les premiers pas de sa construction comme parti ouvrier révolutionnaire. La crise pabliste déchirait la IV^e Internationale. La collaboration de Lechin avec Paz Estenssorro et le MNR, « l'entrisme sui generis » effectué dans l'aile « gauche » lechiniste du MNR par la majorité du POR, sur recommandation de Pablo, ont permis au MNR de canaliser et d'endiguer la révolution d'avril 1952 à mars 1953 et d'entreprendre la lente reconstruction de l'Etat bourgeois, moyennant une aide et une intervention toujours plus décisive de l'impérialisme US.

La portée internationale de la révolution bolivienne ne peut être sous-estimée. Au long des années 50, c'est autour de la défense de la révolution bolivienne et de la question aussi de sa caractérisation comme révolution nationale (Alvarado Ramos) ou comme révolution prolétarienne, que se sont effectués certains des clivages politiques clefs de l'Amérique latine. Avec la révolution bolivienne, c'est une nouvelle période de la lutte des classes qui était ouverte en Amérique latine.

L'impérialisme et la bureaucratie stalinienne du Kremlin en étaient parfaitement conscients et ont cherché à limiter l'écho de la révolution bolivienne en infligeant au plus vite une défaite aux masses sur un autre terrain de la lutte des classes. C'est au Guatemala que cette défaite a eu lieu. La politique de collaboration de classe menée par le PC guatémaltèque face au colonel Arbenz et son entrée dans le gouvernement a eu les traits les plus classiques d'une politique de collaboration de classe menée au niveau gouvernemental, alors que la question du pouvoir était posée, pour faire face à la révolution et désarmer les masses. Cette politique a livré les masses pieds et poings liés aux coups de l'impérialisme.

Déjà, en 1952 et 1953, se dessine par conséquent ce qui sera plus tard la voie de l'Assemblée populaire d'un côté, de l'Unité populaire de l'autre. D'un côté, on voit les conséquences d'une situation marquée par la présence d'une organisation révolutionnaire qui combat pour aider le prolétariat à assurer son indépendance de classe et, de l'autre, celle d'une politique contre-révolutionnaire consciente, ouvrant la voie à la défaite immédiate, politique de subordination de la classe ouvrière et des masses à un programme politique bourgeois et aux hommes politiques de la bourgeoisie.

LA REVOLUTION CUBAINE DOIT ETRE ANALYSEE DANS SON CONTEXTE INTERNATIONAL

Mais l'écrasement de la révolution au Guatemala n'a pas pu modifier de façon décisive les rapports politiques entre les classes, qui sont marqués, au long des années 50, indépendamment des flux et des reflux dans la lutte des classes, par l'initiative de la classe ouvrière et des masses.

Cette situation ne peut en aucun cas être abstraite de la lutte des classes mondiale de l'époque et des priorités que l'impérialisme US est alors contraint de se fixer face à la révolution en Asie et en Europe.

En faisant envahir le Sud de la Corée, Staline provoquait le casus belli qui allait permettre l'intervention massive de l'impérialisme américain en Corée, obliger la Chine à s'engager dans la guerre et créer l'abcès de fixation dont l'impérialisme US avait besoin au flanc de cette révolution. L'impérialisme US devait établir un barrage à l'extension de la révolution en Asie après la victoire de la révolution chinoise. Il lui était nécessaire d'appuyer l'impérialisme français qui allait vers la défaite en Indochine, d'appuyer Chiang

Kai-shek à Formose, d'étayer tous les gouvernements réactionnaires de l'Asie du Sud-Est, de remettre en selle l'impérialisme japonais, d'organiser un vaste système d'encerclement militaire et politique de la Chine. Mais, très rapidement, l'impérialisme américain devait tenir compte de la crise de la bureaucratie du Kremlin, que la guerre froide précipitait et que la mort de Staline débridait, d'autant qu'elle allait de pair avec celle d'une des anneaux les plus faibles du système impérialiste à peine reconstruit après la guerre, l'impérialisme français. En juin 1953, pour la première fois dans l'histoire du prolétariat, le prolétariat de l'Allemagne de l'Est se dressait ouvertement contre la bureaucratie du Kremlin et ses agents. Bientôt s'écrivaient les premiers chapitres de la révolution politique qui balayera les bureaucraties parasitaires, en Pologne en octobre 1956, et surtout en Hongrie en novembre de la même année. En France, une grève générale spontanée déferlait en août 1953. Quelques mois plus tard, l'impérialisme français subissait l'historique défaite de Dien Bien Phu au Vietnam. Le 1^{er} novembre 1954, la guerre révolutionnaire s'allumait en Algérie. L'ensemble de ces événements peut être considéré aujourd'hui comme annonciateur de la nouvelle période de la révolution mondiale qui s'est ouverte en 1968. Les accords de Genève de juillet 1954 ont sauvé l'impérialisme français du désastre, établi la partition du Vietnam et permis à l'impérialisme US de mettre en place et d'élargir l'Etat compradore du Sud-Vietnam.

Quelle est la situation en Amérique latine dans les années 1955-1958 ? En Argentine, l'incapacité du péronisme — qui traduit l'impuissance du nationalisme bourgeois à l'époque de l'impérialisme — à contenir les contradictions sociales dans le cadre des institutions bonapartistes, et en particulier son incapacité à contenir la lutte des classes dans le ca-

dre de la CGT intégrée à l'Etat, pièce maîtresse des institutions bonapartistes, aboutit en 1955 à la chute de Peron. Deux régimes militaires successifs se voient laminés par les effets de la lutte des classes. Interdite fin 1955, la CGT péroniste doit être rétablie précipitamment en 1957 avant que ne puisse être assurée l'élection de Frondizi en 1958.

Au Chili, l'année 1958 est celle de la première candidature Allende à la présidence de la République. Elle marque la fin du reflux qu'avait signifié la défaite subie en 1957 à la suite des trois gouvernements de front populaire, en même temps qu'elle préfigure la politique de front populaire qu'appliquera l'Unité populaire, seule manière d'élever un barrage contre-révolutionnaire face au prolétariat.

Les limites de cet article ne permettent pas de procéder à l'analyse de la situation politique, vers 1955-1958, dans l'ensemble des pays du continent ; il faudrait définir ce qu'a signifié la faillite de l'expérience de Vargas au Brésil, définir la situation qui s'ouvre au Venezuela avec la chute du dictateur Perez Jimenez, en 1958, et avec la chute du régime militaire en Colombie. Les éléments qui ont été donnés plus haut suffisent à démontrer que la révolution cubaine est une partie intégrante d'un processus général qui dépasse de très loin les côtes de l'île.

LE MOUVEMENT INTERNE DE LA REVOLUTION CUBAINE

La révolution cubaine a été le point culminant de la vague révolutionnaire ouverte par la révolution bolivienne de 1952, avant que le gouvernement cubain et le mouvement castriste ne s'affirment contradictoirement comme des formes politiques ennemies de la révolution en Amérique latine, et contribuent sur leur propre plan à son reflux.

Les trotskystes ont rendu compte dans différents documents, de façon compréhensible, du mouvement qui a vu les masses s'engouffrer ensuite dans la brèche ouverte par la chute de Batista pour défendre les revendications, porter des coups directs à l'appareil d'Etat bourgeois identifié avec la dictature, et le démanteler partiellement.

Ce sont des dizaines de milliers de personnes qui ont assisté aux meetings accompagnant le déroulement des procès contre le personnel de l'appareil répressif de la dictature. C'est l'action directe des masses qui a démantelé, dans les jours qui ont suivi la chute de Batista, l'armée et le corps de police, et imposé au premier gouvernement la dissolution officielle des deux corps. Ce sont les revendications pressantes des masses qui ont imposé la loi sur la réforme urbaine, mettant fin à la mainmise de l'oligarchie cubaine et du capital étranger sur le secteur du logement. C'est la poussée des masses qui a brisé ensuite le cadre de la première réforme agraire et conduit à la création des fermes d'Etat.

Les ambitions du Mouvement du 26-juillet dans le maquis se limitaient à la réalisation de la réforme agraire et de l'indépendance nationale. La fuite de Batista l'a confronté d'emblée avec une situation qu'il n'avait ni prévue, ni recherchée. En effet, si l'effondrement de l'Etat ultracompradore de la dictature a laissé la place libre à Castro et lui a remis un pouvoir plein et entier, cet effondrement a ouvert, en même temps, la voie à une poussée profonde des masses. C'est dans l'interaction entre cette poussée des masses et la succession d'agressions politiques et économiques (embargo pour tenter d'asphyxier l'économie de l'île), dont le gouvernement de Castro et la révolution cubaine ont été l'objet de la part de l'impérialisme nord-américain, que sont nées les conditions « exceptionnelles » qui ont obligé Castro et son mouvement à

aller beaucoup plus loin qu'ils ne l'avaient jamais envisagé dans la voie de la rupture avec l'impérialisme.

Pris entre les exigences de l'impérialisme et le mouvement des masses cubaines, l'équipe de Fidel Castro a accepté — au prix de déchirements et de graves crises internes — de porter sérieusement atteinte aux positions du capital cubain et impérialiste, d'exproprier les secteurs fondamentaux de l'économie, de collectiviser dans une large mesure l'exploitation de la terre, de dissoudre enfin une large partie des institutions de l'Etat bourgeois compradore de Batista.

C'est à partir de cette appréciation que l'OCI a rapidement considéré que le gouvernement de Castro avait pris les caractères essentiels d'un « gouvernement ouvrier et paysan », non pas dans son acceptation de gouvernement synonyme de la dictature du prolétariat, mais dans celle définie par le « Programme de transition », dans le passage où Trotsky indique que :

« Il est cependant impossible de nier catégoriquement par avance la possibilité théorique de ce que, sous l'influence d'une combinaison tout à fait exceptionnelle de circonstances (guerre, défaite, krach financier, offensive révolutionnaire des masses, etc.), des partis petits-bourgeois, y compris les stalinistes, puissent aller plus loin qu'ils ne le veulent eux-mêmes dans la voie de la rupture avec la bourgeoisie. En tout cas, une chose est hors de doute : si même cette variante, peu vraisemblable, se réalisait quelque part et qu'un « gouvernement ouvrier et paysan » dans le sens indiqué plus haut s'établissait, en fait il ne représenterait qu'un court épisode dans la voie de la véritable dictature du prolétariat. »

La force contre-révolutionnaire à l'échelle mondiale de l'appareil stalinien a contribué à « prolonger lon-

guement l'épisode ». Mais ce fait n'infirmé pas la caractérisation du gouvernement de Castro, laquelle ne tranche pas la question (au sujet de laquelle la discussion devra être reprise) de la nature de l'Etat cubain.

Au cours de la période déterminée où se sont accomplis ces bouleversements et au moment de l'affrontement le plus direct avec l'impérialisme, la mobilisation profonde des masses et la présence d'organes tels que les milices ouvrières ont signifié l'existence à Cuba d'une révolution qui pouvait aboutir dans son développement à la destruction totale de l'Etat bourgeois et à l'établissement des organes du pouvoir de la classe ouvrière, les conseils d'ouvriers et de paysans.

Mais, en l'absence de toute organisation révolutionnaire à Cuba, et avec l'approfondissement à l'échelle internationale de la crise de la IV^e Internationale, le processus n'a pas pu aller jusqu'au bout, Castro a eu les mains libres pour le bloquer et pour empêcher que la classe ouvrière se donne les instruments qui lui assurent son indépendance de classe.

De son côté, la bureaucratie du Kremlin a tout mis en œuvre pour permettre à Castro de bloquer le mouvement des masses vers le pouvoir ouvrier. Dans les conditions déterminées de la révolution cubaine, elle a joué, comme partout, son rôle de rempart de l'ordre bourgeois à l'échelle mondiale, et a su intervenir pour interdire à la classe ouvrière et aux masses de consolider et poursuivre la construction de leurs propres organismes — comités et milices.

Cette intervention s'est faite sur plusieurs plans, dont le premier a été l'opération de pression de l'appareil stalinien cubain avec le Mouvement du 26-juillet. La création du parti unique en 1961 a conduit à la dissolution rapide des milices et à la reconstitution d'une armée régulière dotée de privilèges significatifs. Sur un autre plan, les syndicats, d'orga-

nes indépendants de classe, ont été subordonnés en courroies de transmission dociles de la politique de Castro. L'existence du parti unique a réduit la vie politique à l'activité de Castro et de son équipe et à la propagande officielle. Dans tous les domaines et par tous les moyens, la classe ouvrière a été abaissée à un rôle absolument passif et son droit à l'organisation indépendante liquidé. C'est dans ce cadre que l'OCI a apprécié politiquement à l'époque la mise hors-la-loi de la petite organisation se réclamant à Cuba du Secrétariat latino-américain de la IV^e Internationale dirigé par Posadas.

Les relations que Castro a établies, en collaboration avec l'appareil stalinien cubain, avec le prolétariat et les masses à Cuba sont indissociables des relations qu'il a établies, d'un côté, avec la bureaucratie (et par son entremise avec l'impérialisme), de l'autre, avec le prolétariat à l'échelle internationale. La situation dans laquelle Castro a été tout à la fois contraint de se placer, et où il s'est placé lui-même en s'appuyant sur la bureaucratie stalinienne, a fait de lui, chaque fois plus, au long des années 60, une pièce dans le dispositif contre-révolutionnaire de la bureaucratie du Kremlin en Amérique latine.

SEUL CASTRO LUI-MEME POUVAIT DEVOYER L'IMPACT INTERNATIONAL DE LA REVOLUTION CUBAINE

L'OCI n'a jamais mis en question le fait que Cuba, à la suite du boycott impérialiste, se soit trouvée dans l'obligation de vendre son sucre et de s'approvisionner en pétrole, encore que les conditions dans lesquelles cela s'est fait ont la plus haute importance.

Il s'est toujours agi d'autre chose : comprendre que les relations que Castro a établies avec la bureaucratie du Kremlin ont été fondées sur

un accord politique aux termes duquel la bureaucratie apportait — tant que cela lui conviendrait bien sûr — son appui politique à Castro, en échange de services que lui seul, au long des années 60, était en mesure d'accomplir à l'échelle latino-américaine.

Il ne fait pas de doute que, face à l'appareil stalinien international, Castro se soit souvent vu obligé de défendre très âprement ses propres intérêts, largement légitimes sur ce plan, et dans un cas, celui de la crise des missiles, son existence même. Son intégration dans le dispositif international du Kremlin a été lente et s'est faite par à-coups. Castro a longtemps cherché et cherche encore en partie à jouer ses propres cartes et son propre jeu. Mais l'ensemble de sa politique s'est située, au même titre que celle de la bureaucratie du Kremlin contre la révolution prolétarienne, dans le cadre de la « co-existence pacifique » avec l'impérialisme.

Pour cela, il fallait commencer par dévoyer l'impact international qu'a eu dans toute l'Amérique latine la révolution cubaine.

La situation de la lutte des classes en Amérique latine doit toujours être replacée dans son contexte international. Le début des années 60 est marqué par la rencontre Krouchtchev-Eisenhower au Camp David d'abord et par l'accession de Kennedy à la présidence des USA ensuite. En Europe, la situation est dominée par les conséquences de l'accession au pouvoir de De Gaulle en 1958. En Asie, les menées contre-révolutionnaires de la bureaucratie du Kremlin contre la révolution chinoise ont le sens d'ouvrir la voie à un saut qualitatif dans l'offensive américaine contre le Vietnam conçue comme tremplin à une future attaque contre la révolution chinoise.

Dans ce cadre, Castro, le gouvernement cubain et le mouvement castriste ont occupé leur place, accom-

plissant en Amérique latine une tâche que nul autre ne pouvait accomplir : celle de contrecarrer et dévoyer l'impact international de la révolution cubaine.

Car, au départ, la révolution cubaine est venue confirmer et prolonger l'impact de la révolution bolivienne de 1952 et donner une nouvelle impulsion à la révolution dans toute l'Amérique latine. En dépit des crises des rapports internationaux, la situation a été marquée en Argentine (crise du gouvernement Frondizi) et au Venezuela par la montée de la classe ouvrière et des masses et la crise des formes de domination politique de la bourgeoisie. En Bolivie, le gouvernement Paz Estenssoro-Lechin exprimait la même inadéquation aux besoins de l'impérialisme au moment où se produisait une remontée de la classe ouvrière.

La Conférence tricontinentale, le début des guérillas, la théorisation croissante du « foco » comme méthode révolutionnaire opposée aux formes de combat de la classe ouvrière, la conférence constitutive de l'OLAS, la propulsion internationale — cautionnée par le pablisme — d'une interprétation mythique de la révolution cubaine elle-même, les attaques calomnieuses contre le trotskysme et contre la classe ouvrière bolivienne et le POR de Bolivie en particulier, tout cela marque les étapes d'une politique qui a contribué, au long des années 60, à dresser, en collaboration avec le stalinisme, un barrage à l'action révolutionnaire des masses en Amérique latine. Les thèses du X^e congrès mondial du Secrétariat unifié ont apporté à cette politique la caution totale du pablisme.

Au regard du bilan absolument destructeur de la politique du « foco », le document dit « d'auto-critique » publié par la majorité internationale au sein du Secrétariat unifié ne saurait être considéré comme satisfaisant. Il reconnaît

qu'une interprétation erronée des forces internes de la révolution cubaine a été faite et diffusée mondialement. Dans cette interprétation, le rôle des masses était éliminé ou limité à peu de choses ; la révolution était réduite à l'action du foyer castriste. Il parle d'une « estimation » erronée de l'évolution cubaine et d'une « sous-estimation des conséquences de la dépendance accentuée de l'économie de Cuba envers l'Union soviétique » sur l'orientation de la politique de Castro. Il parle de graves sous-estimations dans de nombreux pays du rôle de la classe ouvrière et la validité des moyens de combat classiques du prolétariat dans la lutte des classes, et donc d'erreurs d'appréciation quant au poids relatif de la guérilla. Mais il s'agit de plus et de tout autre chose que cela.

Il s'agit de la nécessité de caractériser Castro et son mouvement comme un courant petit-bourgeois, allié au stalinisme dès 1961-1962 et appelé à prendre place toujours plus étroitement, bien avant 1967-1968, au sein du dispositif contre-révolutionnaire mondial de la bureaucratie du Kremlin. De ce point de vue, ce qui est en cause n'est rien moins que la caractérisation, faite par le Secrétariat unifié dans son ensemble, de Castro comme un marxiste naturel et de Cuba comme un pays où la dictature du prolétariat aurait été établie, où un Etat ouvrier existerait, où il ne serait pas nécessaire de construire le parti révolutionnaire, section de la IV^e Internationale.

En ce qui concerne la tactique du « foyer de guérilla », d'autre part, il faut la caractériser tout d'abord comme une méthode de lutte de la petite bourgeoisie relevant de la théorie des « nouvelles avant-gardes », étrangères à la classe ouvrière et à aucun moment « complémentaires » à l'action des masses. Mais il faut dire aussi que son utilisation a servi à partir de 1961-1962 comme une arme contre les masses exploitées et

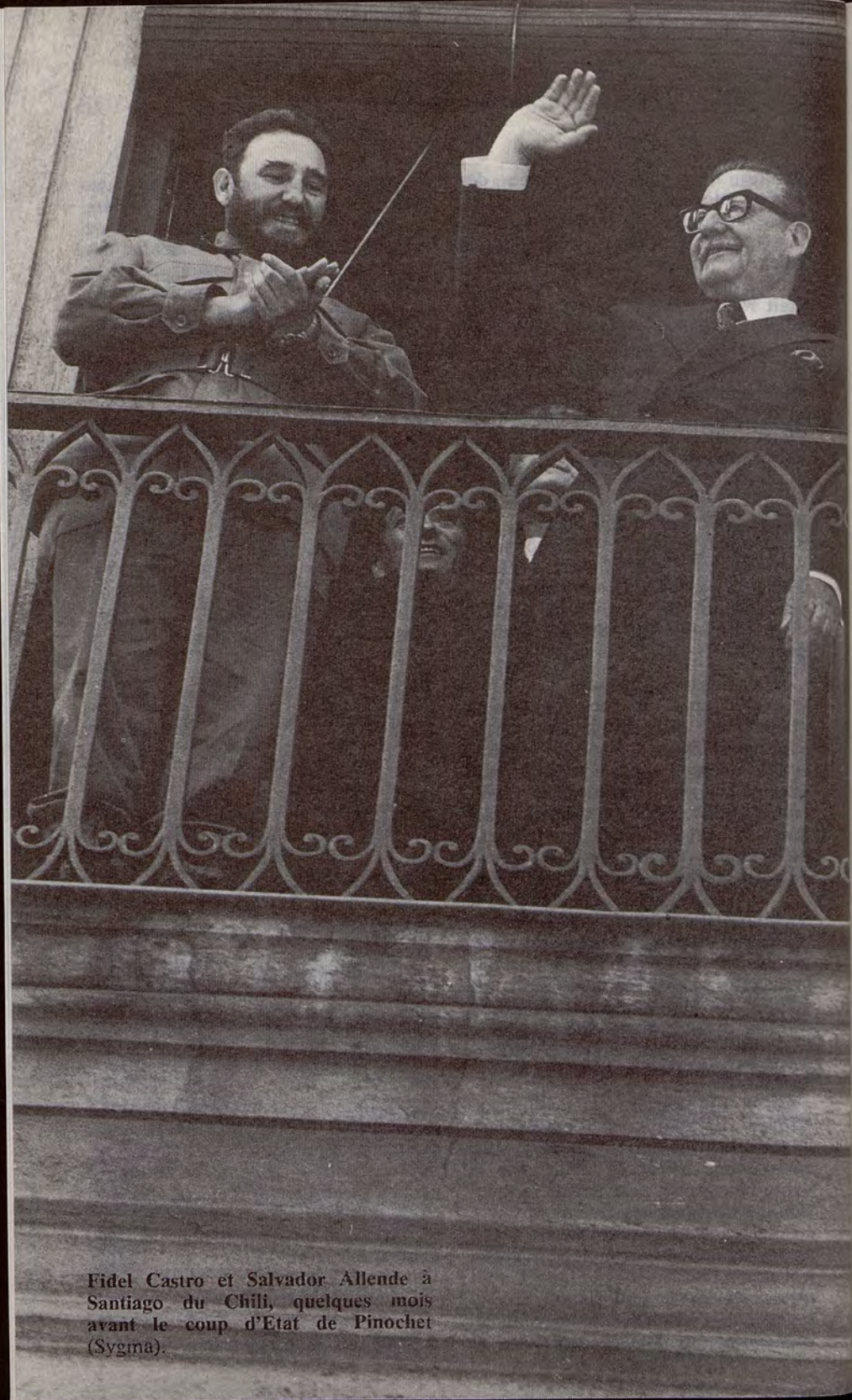
la jeunesse ; pour couper court aux mouvements de la classe ouvrière contre la bourgeoisie et l'impérialisme sur son propre terrain, selon des processus et des rythmes propres à la lutte des classes de chaque pays ; pour dévoyer vers une impasse absolue des centaines de militants éveillés à l'activité politique par l'impact international indiscutable de la révolution cubaine.

Le bilan a été particulièrement lourd en Bolivie, au Venezuela et dans l'ensemble des pays où ont été créés des mouvements de guérilla urbaine : Brésil, Uruguay, Argentine. La guérilla s'y est dressée comme une force étrangère à la classe ouvrière, entravant, au Brésil et en Argentine, le combat pour l'indépendance politique de classe des organisations ouvrières, et en Uruguay, le combat pour le front unique ouvrier et le gouvernement des organisations ouvrières unies. Des centaines de militants auront payé de leur vie une politique contraire aux exigences de la classe ouvrière.

LE REFLUX DE 1963-1964 ET LA REMONTEE DE 1968-1969

A partir de 1963-1964, l'impérialisme américain, s'appuyant sur la politique de coexistence pacifique exprimée avec éclat par la bureaucratie du Kremlin et appliquée sur de nombreux secteurs de la lutte des classes mondiale, organise ses forces en vue d'une offensive contre-révolutionnaire généralisée en Amérique latine : réanimation de l'Organisation des Etats américains, tentative de constitution d'une force militaire panaméricaine, renforcement des accords militaires bilatéraux et ouverture d'écoles d'instruction pour les militaires latino-américains aux Etats-Unis et à Panama.

Définie et préparée par Kennedy, la stratégie contre-révolutionnaire connaît son plein essor sous Johnson.



Fidel Castro et Salvador Allende à Santiago du Chili, quelques mois avant le coup d'État de Pinochet (Sygma).

A partir de 1964, s'ouvre une période marquée par une modification des rapports politiques en faveur de la bourgeoisie dans de nombreux pays, qui entraîne dans certains cas spécifiques des coups très sévères pour la classe ouvrière. C'est en 1964 qu'ont lieu les coups d'Etat de Barrientos en Bolivie et de la junte dirigée par Castelo Branco au Brésil. L'année 1965 voit l'intervention militaire des Etats-Unis à Saint-Domingue. En 1966, en Argentine, un coup d'Etat militaire porte au pouvoir une junte contre-révolutionnaire dirigée par Onganía. Au Brésil et à Saint-Domingue, la résistance des masses a été paralysée par la politique de subordination aux représentants de la bourgeoisie « progressiste » suivie et imposée par les partis stalinien. Pour la classe ouvrière bo-

livienne et le POR, c'est la période de la répression la plus féroce : occupation militaire des mines, assassinat de Cesar Lora et de Camacho.

Mais l'offensive de l'impérialisme n'aura pas un degré de succès égal partout. Au Pérou, elle ne permettra ni une stabilisation de la situation politique, ni une consolidation du régime de Belaunde. D'autre part, l'offensive, sous sa forme la plus générale, sera de relativement courte durée. Dès 1968, la modification des rapports politiques entre les classes à l'échelle mondiale viendra y couper court et ouvrir une nouvelle phase marquée en Amérique latine au même titre qu'en Europe par l'ensemble des traits caractéristiques de la nouvelle période de la révolution prolétarienne mondiale.

4 - le tournant de 1968 en Amérique latine

La nouvelle montée de la classe ouvrière d'Amérique latine après 1968 a un caractère international. Au Chili, commence dès 1968 la poussée de la classe ouvrière et des masses, laminant le gouvernement de Frei, préparant les conditions de la crise révolutionnaire et obligeant les appareils contre-révolutionnaires du PC et du PS chiliens à constituer l'Unité populaire comme réponse traître à l'aspiration des masses au front unique et au gouvernement de leurs propres partis, et comme barrage à la révolution. Au Pérou, la même année, l'activité des masses contraint une junte militaire à renverser Belaunde Terry lors d'un coup d'Etat préventif, et à établir un gouvernement bonapartiste au plein sens de la définition que Trotsky en donne pour les pays arriérés. En Argentine, le tournant intervient en 1969 avec la grève générale de Cor-

doba, qui ouvre la crise de la dictature militaire. Elle marque le point de départ d'une montée de la classe ouvrière de toute l'Argentine, dont le point culminant se situera en 1975.

Au Mexique, l'année 1968 est celle des grandes mobilisations déclenchées par le combat des étudiants contre le régime corrompu du PRI. Le massacre de Tlatelolco y mettra fin, mais en 1968 c'est une phase de l'histoire politique du Mexique qui est définitivement résolue. Au Brésil, la grève générale d'Osasco traduit le caractère international de la remontée ouvrière, de même que les grands combats que la classe ouvrière commence en 1968 en Uruguay.

Dans le cadre de la nouvelle période de la révolution mondiale qui s'ouvre, la classe ouvrière réaffirme dans un ensemble de pays du conti-

transformé en un organisme à caractéristiques soviétiques, qui a été défectueusement baptisé du nom d'Assemblée populaire. Son document constitutif déclare que l'Assemblée s'affirme comme un organe du pouvoir du peuple et du prolétariat. La dualité de pouvoir, l'attente qui existe dans les masses trouvent ainsi une expression politique et organisationnelle adéquate. C'est par ce canal que la révolution progressera et que le mot d'ordre « Le pouvoir aux ouvriers ! » peut prendre une forme tangible et trouver un instrument susceptible de le concrétiser. »

Le numéro suivant* de « Masas » écrit :

« La tâche du moment : renforcer l'Assemblée populaire ! »

Il dégage la perspective centrale et explique :

« Le développement de l'Assemblée populaire en tant que pouvoir ouvrier ne signifie rien de moins que la destruction du gouvernement (Torres). »

C'est l'orientation du POR visant à défendre l'indépendance de classe de l'Assemblée qui a permis de déjouer les obstacles et de la réunir effectivement. Il en a été ainsi au cours des semaines qui ont précédé le 1^{er} mai, au moment où il a fallu combattre une contre-offensive stalinienne impulsée par le PC chilien au compte du Kremlin. Il en a été ainsi le jour même du 1^{er} mai, où ce sont les militants du POR qui ont dû conduire Lechin de force au Palais législatif et lui dicter son discours annonçant la convocation de l'Assemblée pour le 22 juin. Il en a été ainsi entre le 1^{er} et le 22 juin, lorsqu'il a fallu imposer la tenue des assemblées dans les syndicats et dans les entreprises pour la désignation des délégués. Il en a été ainsi à la veille du 22 juin, lorsqu'il a fallu à

la fois combattre de nouvelles manœuvres d'enveloppement de Torres et prévenir les reculs et oscillations à l'annonce d'un possible coup d'Etat.

LE COMBAT DU POR SUR LA LIGNE DU FRONT UNIQUE ANTI-IMPERIALISTE

La lutte du POR pour la convocation et la réunion effective de l'Assemblée populaire a représenté la matérialisation, dans les conditions précises du moment, de la tactique du front unique anti-impérialiste. Les propositions et l'intervention du POR ont permis à la classe ouvrière de conquérir et de conserver l'initiative politique face à la bourgeoisie et à ses agents petits-bourgeois et staliens, et à commencer à regrouper autour d'elle les autres secteurs des masses opprimées des villes et des campagnes. Dans le cours du combat pour la convocation et la réunion de l'Assemblée populaire, les forces hostiles à la rupture avec les limites de l'Etat bourgeois et la domination impérialiste ont été prises dans l'étau des propositions du POR et du mouvement des masses, et ont été contraintes à se soumettre aux positions qui délimitaient, dans les conditions du moment, le front unique anti-impérialiste. Ce combat a permis d'isoler les forces politiques les plus représentatives traditionnellement du nationalisme bourgeois. C'est ainsi que le MNR a été expulsé du Commandement politique avant la réunion de l'Assemblée populaire (1). Dans celle-ci, n'ont été représentés que les partis acceptant, ou plus exactement

(1) Voir la brochure de G. Lora « Bolivie : de l'Assemblée populaire au coup d'Etat fasciste », dans le livre cité p. 223. Les documents fondamentaux de l'Assemblée populaire figurent également dans ce recueil.

acculés à accepter, la Charte constitutive de l'Assemblée, qui spécifiait en particulier :

« L'Assemblée populaire est un organe du pouvoir des masses, principalement des travailleurs.

« L'Assemblée populaire exécutera les décisions, en ayant recours aux méthodes propres de lutte de la classe ouvrière, et au premier chef à la mobilisation et à l'action directe des masses.

« La représentation de la classe ouvrière sera majoritaire quoi qu'il arrive et constituera 60 % au total des délégués. »

Le caractère « d'organe de double pouvoir » — se « différenciant par rapport aux organes du gouvernement central », constituant « l'expression d'une politique propre et de centralisation des forces » face à celui-ci — découle exclusivement, de façon directe, de ce caractère prolétarien que le préambule de la Charte assigne à l'Assemblée populaire, conformément à toute l'expérience du prolétariat et à tout l'enseignement du marxisme. Face au pouvoir de la bourgeoisie, le seul pouvoir qui peut commencer à se dresser est celui de la classe ouvrière, autour duquel les masses entreprennent de se regrouper pour abattre l'Etat bourgeois et briser, par la révolution, les chaînes de la domination impérialiste.

La réunion de l'Assemblée a commencé à accélérer ce regroupement et a précipité le coup d'Etat du 21 août. Le coup d'Etat a coupé court à la pleine maturation de la situation révolutionnaire et a transformé les données de la situation politique en obligeant la classe ouvrière et les masses à effectuer un profond recul. Mais ce recul n'a eu ni le caractère d'une défaite politique profonde, ni d'un écrasement physique. Les raisons en sont simples. Elles tiennent tout d'abord au fait que, grâce au POR, le prolétariat bolivien n'a pas

eu à subir, à la différence du prolétariat chilien, les effets destructeurs d'une politique de collaboration de classe.

Le 20 août, la classe ouvrière a combattu sous son propre drapeau, dans l'indépendance politique totale de classe définie par l'appel de la COB rédigé à l'initiative du POR. L'intervention organisée des militants du POR dans les combats du 20 août et dans les jours qui ont suivi ont permis, d'autre part, au prolétariat d'opérer un recul en bon ordre, évitant une décapitation et une saignée qui auraient hypothéqué l'avenir, et se disposant immédiatement à défendre par les méthodes de la lutte des classes et dans l'unité les organisations de classe, notamment syndicales, qui font sa force.

Tout au long de la dictature de Banzer, la classe ouvrière et en premier lieu les mineurs ont poursuivi ce combat, maintenu leurs organisations, tenu, fût-ce dans la semi-clandestinité, leurs congrès (notamment ceux de la Fédération des mineurs), élu leurs directions, défendu avec succès les militants contre la répression, combattant en même temps pied à pied pour leurs revendications, les arrachant souvent et obligeant la dictature à se tenir toujours à distance respectable. D'année en année, la classe ouvrière bolivienne a montré à quel point elle n'a pas été écrasée : la grève générale des mines de 1974 l'a pleinement prouvé, ainsi que celle de 1976, même si les mineurs n'ont pas atteint leurs objectifs et ont été contraints de reculer.

Ce facteur est un facteur constitutif central de la situation politique bolivienne et de l'état exact du rapport entre les classes. Les difficultés constantes auxquelles la dictature de Banzer a eu à faire face et dont elle cherche aujourd'hui à sortir par la « constitutionnalisation » en sont la conséquence directe.

LA CRISE REVOLUTIONNAIRE CHILIENNE ET LA POLITIQUE DE L'UNITE POPULAIRE

De septembre 1970 à septembre 1973, le Chili a connu une crise révolutionnaire ouverte, dont le mouvement est allé en s'approfondissant, à partir d'octobre 1972 en particulier, sous l'effet de la poussée de la classe ouvrière et des masses construisant leurs propres organes de combat pour répondre aux offensives contre-révolutionnaires de la bourgeoisie et de l'impérialisme.

A chaque phase du développement et de la maturation de la crise révolutionnaire, la détermination et la volonté de la classe ouvrière et des masses se sont heurtées au barrage dressé en défense de la propriété privée et de l'ensemble des structures et des institutions de l'Etat bourgeois, en particulier par les dirigeants et appareils politiques traîtres des partis ouvriers traditionnels chiliens, PC et PS. Dans leur combat contre la bourgeoisie chilienne et l'impérialisme, la classe ouvrière et les masses ont rencontré sur leur chemin, comme leur premier et, sur le plan politique, leur plus redoutable ennemi, les dirigeants des partis en qui ils se reconnaissent et qu'ils avaient cru porter au gouvernement pour faire leur politique de rupture avec la propriété capitaliste et la subordination au joug de l'impérialisme.

Il faut réaffirmer ici ce que l'OCI et le Comité d'organisation ont analysé et démontré dans leurs articles, livres et déclarations, à savoir que la classe ouvrière et les masses chiliennes n'ont aucune responsabilité dans l'écrasement politique et physique subi le 11 septembre 1973. Cet écrasement n'avait rien non plus d'inéluctable. Tout au long de la crise révolutionnaire, la classe ouvrière et les masses ont multiplié les manifestations de leur combativité, leur créa-

tivité dans la lutte des classes, leur capacité à déjouer en partie les obstacles et à combattre avec un dévouement absolu.

La responsabilité de l'écrasement appartient exclusivement aux dirigeants du PCC et du PS, couverts à « gauche » par la direction du MIR, et à la politique claire et acharnée de front populaire qu'ils ont menée, démontrant une nouvelle fois que cette politique « voue la classe ouvrière à l'impuissance et fraie la voie au fascisme » (« Programme de transition »).

L'origine de la tragédie du 11 septembre 1973 remonte à la constitution de l'Unité populaire en 1969-1970. Formée, d'un côté, du PC et du PS, de l'autre, du Parti radical et des députés et sénateurs scissionnistes de la démocratie chrétienne, la coalition de l'Unité populaire a aussitôt représenté la matérialisation du lien traître des dirigeants ouvriers avec la bourgeoisie chilienne et avec l'impérialisme.

La formation de l'UP avait comme fonction de barrer la voie à la constitution, dans le cadre des élections présidentielles de 1970, d'un front entre les partis ouvriers sur un programme anticapitaliste et d'indépendance nationale, qui ferait du prolétariat la force politique dirigeante du pays opprimé. L'alliance avec la bourgeoisie se matérialisait par l'adoption d'un programme politique — le programme de l'Unité populaire — dont la ligne et le contenu étaient ceux de la défense de l'ordre bourgeois, et auquel pouvait souscrire toute une aile de la bourgeoisie, notamment au sein de la démocratie chrétienne.

L'ouverture de la crise révolutionnaire avec l'élection d'Allende, le 4 septembre 1970, a conduit rapidement les dirigeants du PCC et du PS à donner à cette politique une concrétisation encore plus précise. Elle prend la forme de l'acceptation par l'UP de négocier la ratification

de cette élection par le Congrès dominé par les partis bourgeois, et de signer le « Statut des garanties constitutionnelles » proposé par le Parti démocrate-chrétien et l'état-major de l'armée, qui a matérialisé — en même temps qu'il en a renforcé et aggravé la portée et les conséquences — le lien traître entre les directions des partis ouvriers et la bourgeoisie établi en 1969.

Le « Statut des garanties constitutionnelles » n'a pas été une simple « déclaration de principes », mais un texte portant amendement à la constitution de l'Etat bourgeois sur plusieurs points décisifs, où il paraissait important à la bourgeoisie chilienne et à l'impérialisme d'assurer la défense de ses positions menacées et de renforcer le dispositif répressif de l'appareil d'Etat face à la montée des masses.

En signant le « Statut », la coalition de l'Unité populaire et le gouvernement Allende ont affirmé avec éclat leur volonté de se situer sans équivoque du côté de l'ordre bourgeois et de défendre celui-ci contre la montée des masses. Les mesures prises plus tard par Allende, Corvalan et les directions du PC et du PS chiliens — telles que le maintien du « groupe mobile » (CRS) dont la dissolution était pourtant inscrite dans le programme de l'UP, la constitution des cabinets militaires en novembre 1972 et août 1973, l'introduction des chefs militaires dans le gouvernement et la promulgation en février 1973 de la loi scélérate sur les réquisitions d'armes — se situent dans le cadre établi par l'accord signé avec Tomic et le général Schneider en octobre 1970.

Face au combat des masses, le gouvernement de l'UP a été contraint de donner une satisfaction partielle et provisoire aux revendications nationales et sociales fondamentales des masses exploitées. Aux mains du gouvernement de l'UP, cependant, ces concessions se sont transformées en un

instrument contre-révolutionnaire qu'il a utilisé pour détourner la lutte des masses se dirigeant vers la destruction de l'Etat bourgeois et donner à la bourgeoisie et à l'impérialisme le temps nécessaire pour regrouper leurs forces en vue de la contre-révolution.

Au nom de la « révolution dans la légalité » et du respect de la constitution et des lois bourgeoises, Allende-Corvalan et l'UP ont assuré la défense pied à pied, au compte de la bourgeoisie, de l'Etat bourgeois et des institutions qui devaient être l'âme et l'arme essentielles de la contre-révolution : le corps des officiers, l'appareil judiciaire, les partis politiques de la bourgeoisie.

Au nom du respect de la propriété privée, de la « liberté du travail » et « du droit aux résultats du travail », le gouvernement Allende-Corvalan a permis à la bourgeoisie de saboter l'économie et, en liaison avec le blocus impérialiste, de créer le chaos économique et l'inflation dont la contre-révolution s'est nourrie. Au nom de l'alliance avec l'« armée démocratique », Allende et l'UP ont nourri et protégé les forces qui ont asséné au prolétariat les coups violents du 11 septembre.

La violence du coup d'Etat de Santiago et l'ampleur et l'acharnement de la répression contre la classe ouvrière ont été à la mesure du point atteint, d'octobre 1972 à juillet 1973, par le développement de la crise révolutionnaire et la maturation de la conscience de la classe ouvrière et des masses.

DE L'INITIATIVE DES MASSES DE 1968 AUX CORDONS INDUSTRIELS

A chaque étape du mouvement qui va de 1968-1969 — moment où la montée des masses disloque le gouvernement de la démocratie chrétienne dirigé par Frei — à juillet

fait preuve jusqu'au bout, en dépit de la trahison des directions de ses partis traditionnels, PC et PS.

L'ABSENCE DU PARTI REVOLUTIONNAIRE AU CHILI

La révolution chilienne a confirmé complètement les enseignements du marxisme au sujet du parti révolutionnaire. Si loin que le prolétariat chilien ait été, ce n'est pas de son mouvement spontané que pouvait naître le parti révolutionnaire indispensable à la victoire, seul capable par ses interventions et ses mots d'ordre d'aider la classe ouvrière à déjouer et disloquer la politique traître du front populaire. Le parti n'est pas une catégorie spontanée de la lutte des classes. Sa construction ne peut se faire qu'à partir d'une intervention consciente dont la base est le programme international de la révolution prolétarienne mondiale, aujourd'hui le « Programme de transition », programme de fondation de la IV^e Internationale auquel la politique pabliste n'a pas pu porter atteinte.

La destruction en 1964 du POR chilien aux mains du Secrétariat unifié et des militants chiliens anciennement membres du Secrétariat unifié qui ont participé au Congrès d'unification de 1963, la création à leur initiative du MIR en 1965, l'alignement complet des militants chiliens du SU, d'abord sur les thèses du X^e congrès et ensuite sur le front populaire de combat, sont autant de facteurs qui ont contribué à ce que le prolétariat chilien entre dans la crise révolutionnaire radicalement démuné de toute organisation révolutionnaire, même petite.

Aucun bilan de la révolution chilienne ne sera complet tant que n'aura pas été menée à fond une analyse de la politique du MIR. Il est insuffisant de caractériser le MIR simplement comme une organisation

centriste ayant joué un rôle de flanc-garde de la politique de l'UP. Le MIR est devenu, dans le cours de la crise révolutionnaire, l'un des instruments d'intervention du castrisme contre la révolution aux côtés du stalinisme. Toute l'expérience des militants qui ont appartenu au MIR atteste que le MIR s'est présenté de plus en plus comme une force politique et matérielle — financée, équipée, orientée politiquement par Cuba — à laquelle la classe ouvrière s'est heurtée dans son combat contre la bourgeoisie et la politique de l'UP.

Depuis le 11 septembre 1973 et la session du bureau international de décembre 1973, le Comité d'organisation et les organisations qui en font partie ont été les seuls à combattre de façon acharnée et cohérente pour caractériser clairement l'Unité populaire comme front populaire, caractériser la crise révolutionnaire, fixer les responsabilités, combattre pour que la classe ouvrière, mondialement et au Chili, assimile les leçons de la défaite chilienne. Ce combat est un acquis politique du Comité d'organisation et l'un des terrains où il s'est délimité en toute clarté des partis contre-révolutionnaires et des courants opportunistes et révisionnistes. Défendre l'Assemblée populaire de Bolivie comme organisation à caractère soviétique, caractériser l'Unité populaire comme front populaire ayant ouvert la voie au coup d'Etat fasciste et exclusivement responsable de la défaite : tels sont deux des terrains où le Comité d'organisation a commencé à acquérir sa physionomie et sa place propre comme organisation trotskyste en Amérique latine.

POUR UN BILAN DU FRENTÉ AMPLIO EN URUGUAY

Le bilan de la politique funeste des fronts populaires en Amérique latine exigerait d'être complété par l'ana-

lyse du mouvement de la lutte des classes en Uruguay. Là non plus, il n'était en aucune façon inévitable que la situation pré-révolutionnaire, créée à partir des grands combats de 1969 et la grève générale de 1972, débouche sur la victoire de la contre-révolution, l'écrasement de la classe ouvrière, la mise hors-la-loi de ses organisations, la répression presque aussi sanguinaire qu'au Chili. La responsabilité en incombe, d'un côté, à la politique aventuriste, petite-bourgeoise, dressée à l'encontre du mouvement de la classe ouvrière, suivie par les Tupamaros ; et, de l'autre, à la politique de front populaire impulsée par le PCU, d'alliance avec des organisations bourgeoises dans le cadre du Frente amplio d'abord, de subordination de la classe ouvrière aux hommes politiques bourgeois « libéraux » au cours des mois critiques de 1972-1973. Organisé sur le terrain syndical en une puissante organisation syndicale assurant l'unité de la classe ouvrière dans l'ensemble de ses composantes, le prolétariat uruguayen s'est vu réduit à l'impuissance totale sur le plan politique. La politique du PC a barré la voie à toute formulation d'un mot d'ordre de gouvernement indépendant de classe sur la ligne du gouvernement ouvrier et paysan. Elle a ligoté la classe ouvrière, éloigné la petite bourgeoisie et ouvert la voie au fascisme.

L'ENJEU POLITIQUE DE L'INDEPENDANCE DE CLASSE DU PROLETARIAT ARGENTIN

A partir de 1968-1969, la poussée révolutionnaire de la classe ouvrière à l'échelle de l'ensemble des pays dits du « cône sud » du continent a eu comme troisième point d'appui majeur le combat du prolétariat argentin.

Par de nombreux aspects — son nombre, son degré de concentration dans la production, sa densité sociale, son poids au sein d'une société urbaine plus qu'aucune autre en Amérique latine, son expérience de lutte contre des dictatures militaires —, la classe ouvrière d'Argentine est l'une des plus puissantes de tout le continent. Pendant trente ans cependant, cette classe ouvrière a été réduite à l'impuissance politique et entravée dans tous ses combats face à la bourgeoisie et à l'impérialisme par la perte de son indépendance politique et organisationnelle de classe, tant sur le plan syndical que sur le plan politique.

Ainsi que nous l'avons rappelé plus haut, la montée et le triomphe de Peron et du péronisme en 1945-1946, la conquête politique de la classe ouvrière par le péronisme, la matérialisation de cette victoire de la bourgeoisie par la destruction de la CGT fondée en 1930, l'établissement à sa place de la CGT issue du congrès de 1950 — ratifiant et codifiant l'appartenance « organique » de la centrale au parti péroniste et permettant son intégration directe à l'appareil d'Etat — ont ligoté politiquement la classe ouvrière d'Argentine.

La responsabilité en incombe au stalinisme — pour lequel l'objectif s'intégrait dans sa stratégie d'ensemble de coexistence avec l'impérialisme —, au parti social-démocrate d'Argentine et aux anarcho-syndicalistes encore puissants dans les années 40. Ce sont eux conjointement qui ont creusé le lit du nationalisme bourgeois et préparé les conditions de sa mainmise politique puis matérielle (organisationnelle) sur la classe ouvrière, moyennant la destruction de l'indépendance de classe des syndicats.

Le refus de ces organisations, de par leur nature politique, à combattre pour un programme correspondant aux traits spécifiques du pays, en tant que semi-colonie subordonnée à l'impérialisme, a joué un rôle

important dans ce processus. La classe ouvrière argentine a eu des organisations dont la dégénérescence se situe d'abord au niveau programmatique le plus fondamental : celui de leur incapacité ou de leur refus à fournir une réponse de la classe ouvrière sur les questions de l'impérialisme, de l'indépendance nationale et de la réalisation des tâches démocratiques dans un pays semi-colonial soumis au joug du capital britannique et américain et de leurs alliés de l'oligarchie terrienne argentine.

C'est sur ce terrain politique qu'elles ont préparé la victoire de Peron. L'incapacité ou le refus de ces organisations à combattre efficacement pour l'indépendance de classe des syndicats ne peuvent être appréciés indépendamment de cet aspect décisif qui se trouve directement à l'origine du triomphe du nationalisme bourgeois. Ce n'est pas là une « question d'histoire », mais au contraire une question politique de la plus grande actualité qui va être vitale dans la prochaine période.

Le prolétariat argentin est confronté à deux grands problèmes :
— Reconquête de l'indépendance de classe — programmatique et organisationnelle — sur le plan syndical, moyennant un combat dont le point d'achèvement serait le congrès constitutif d'une CGT qui rompe les liens avec la CGT de 1950, avec le péronisme, qui condamne l'intégration des syndicats à l'Etat sous toutes ses formes et qui rende aux syndicats sur l'ensemble des plans, programmatique notamment, leur caractère d'organisation de classe.

— Combat sur la ligne de la stratégie du parti ouvrier indépendant selon la méthode définie par Trotsky, c'est-à-dire du parti assurant à la classe ouvrière argentine son indépendance politique de classe face aux partis bourgeois et à l'Etat.

Comme toute l'histoire de la lutte des classes des trente dernières années l'a démontré, ce ne sont pas la combativité ou l'initiative face à la

bourgeoisie qui ont fait défaut au prolétariat argentin, ce qui l'a impuissanté a été la perte de l'indépendance de classe de ses syndicats et l'absence de tout parti occupant, par ses liens historiques avec la classe ouvrière et par son programme, la place de parti ouvrier, assurant au prolétariat son indépendance politique de classe face à la bourgeoisie et à l'Etat.

LA GREVE GENERALE DE CORDOBA ET LE RETOUR DE PERON

Au cours des dix-huit années qui séparent la chute de Peron en septembre 1955 et son retour en mars 1973, l'Argentine n'a pas eu moins de huit gouvernements et de trois régimes. Elle est passée successivement du péronisme à la dictature militaire, de la dictature militaire à une phase de fonctionnement de la constitution et de gouvernement des différents courants du Parti radical, avant de retrouver la dictature militaire jusqu'à ce que le retour de Peron s'avère indispensable. A l'exception de quelques brèves périodes, la situation économique a été marquée par une inflation galopante quasi chronique. Les forces armées, d'autre part, ont été au bord de l'éclatement entre 1960-1965, dans des conditions où leurs différentes ailes sont allées jusqu'à l'affrontement armé pour régler leurs différends quant à la situation économique et politique et au mouvement des masses. Trois ans à peine séparent le coup d'Etat militaire d'Onganía de la grève générale et des manifestations à caractère insurrectionnel de Cordoba qui marquent le point de départ de la crise politique de la dictature militaire et du processus aboutissant au retour de Peron.

Aucune de ces formes de domination politique n'est parvenue à régler, dans des conditions qui satisfassent

les exigences de la mise en valeur du capital impérialiste et national, les rapports de la bourgeoisie avec la classe ouvrière d'Argentine. Aucun des plans d'austérité établis par le capital financier et ses agents n'a tenu longtemps face à la résistance de la classe ouvrière.

Il est impossible de sous-estimer la portée de ces faits. Leur poids se fait sentir jusque dans la situation actuelle et permet de comprendre les considérations qui conduisent l'appareil stalinien à apporter de façon si ouverte son appui à Videla. A cela s'ajoute le fait nouveau qui est le résultat spécifique de la phase de la lutte des classes qui va de Cordoba au coup d'Etat de mars 1976, à savoir les modifications de caractère qualitatif qui sont intervenues dans les rapports entre la classe ouvrière et Peron et le péronisme, pour éclairer enfin au grand jour dans la grève générale de juin-juillet 1975 organisée directement contre Isabel Peron et son gouvernement.

Entre 1955 et 1973, après une brève tentative pour organiser la répression non seulement contre la classe ouvrière, mais aussi contre le péronisme, la bourgeoisie avait rétabli la CGT pour occuper les fonctions pour lesquelles Peron l'avait construite, et Peron lui-même, nonobstant son exil, avait été réintroduit dans le jeu politique pour y jouer un rôle important dans pratiquement toutes les phases de la lutte des classes jusqu'à son retour final.

LA PORTEE DE LA GREVE GENERALE DE JUIN 1975

Aujourd'hui, la marge de manœuvre pour la mise en œuvre d'une telle politique est devenue singulièrement étroite. La CGT s'est identifiée de façon répétée avec les plans antiouvriers de l'impérialisme et de

la bourgeoisie argentine, et la classe ouvrière s'est dressée de façon répétée contre la centrale.

La grève générale de Cordoba, déjà, était dirigée contre la politique d'Ongania, mais aussi contre toute la politique de l'aile de la CGT dont il recevait l'appui ouvert. Les grands combats des années suivantes devaient confirmer ce fait et rendre le retour de Peron doublement nécessaire. Ce retour a confronté la classe ouvrière de nouveau directement à Peron.

Dans les trois années qui vont de l'élection de Campora au coup d'Etat de Videla, l'expérience accumulée du prolétariat argentin lui a permis de montrer qu'il avait cessé de considérer le gouvernement, dirigé successivement par Peron puis par sa femme, comme étant de quelque façon que ce soit le sien. C'est de là qu'a résulté le « vide politique » croissant, accentué par la mort de Peron en juillet 1974. A partir de la grève générale de juin 1975, la mobilisation de la classe ouvrière contre le gouvernement d'Isabel Peron ne laissait plus subsister d'ambiguïté : le temps était définitivement révolu où le péronisme était capable d'occuper, au moins partiellement, le terrain laissé vide par l'absence de parti ouvrier indépendant, et où la CGT intégrée au parti justicialiste, et au-delà à l'Etat, était capable d'insérer la classe ouvrière dans la camisole de force de sa politique et de son appareil.

Ce sont ces modifications dont le coup d'Etat est venu tirer les conséquences. Il a abattu un gouvernement et une forme de domination politique qui avaient cessé de remplir leur fonction et dont l'existence prolongée ne pouvait que miner les fondements de l'appareil d'Etat, et appeler la classe ouvrière à une action indépendante chaque fois plus manifeste. La grève générale de juin 1975 a eu lieu contre le gouvernement Isabela Peron-Lopez Rega, mais elle a mis en évidence puissamment l'in-

Imagen del deporte



capacité de l'appareil de la CGT, plus exactement de la CGT, comme institution péroniste à maîtriser le mouvement de la classe ouvrière.

La grève générale de juin 1975 et son prolongement le 24 mars ont une portée pour la lutte des classes dans toute l'Amérique latine. Ils ferment l'époque de la domination péroniste et ouvrent la phase où la classe ouvrière d'Argentine va pouvoir déployer toutes ses potentialités.

Les problèmes que la classe ouvrière doit résoudre se mesurent au fait qu'après avoir infligé au gouvernement d'Isabel Peron la défaite de juin-juillet 1975, il lui a été impossible de se mobiliser contre ce gouvernement dans la perspective de son pouvoir propre, sur un mot d'ordre exprimant le combat pour le gouvernement ouvrier et paysan.

Le gouvernement Videla doit être mis sur le même plan que celui de

Pinochet lorsqu'il s'agit de définir la place qu'il occupe vis-à-vis de l'impérialisme. L'un et l'autre sont des gouvernements appuyés directement sur l'impérialisme nord-américain, issus de coups d'Etat organisés avec la collaboration et sous l'impulsion de ses services — ce qui n'est nullement contradictoire avec le fait que l'impérialisme désirerait voir des ajustements dans la forme de domination se produire aujourd'hui dans un cas comme dans l'autre.

Ce qui différencie le gouvernement de Videla de celui de Pinochet tient exclusivement aux rapports politiques entre les classes qui sont profondément distincts en Argentine et au Chili. La classe ouvrière argentine a été obligée d'opérer un profond recul, mais elle n'a été ni écrasée physiquement, ni battue politiquement par suite de la trahison de ses partis. Toute la situation politique argentine se ressent de ce fait.

5 - les mots d'ordre démocratiques et l'actualité du combat politique sur la ligne de la constituante souveraine

Dans le « Programme de transition », Trotsky résume l'ensemble des acquis théoriques et politiques du prolétariat mondial sur la question du mouvement de la révolution prolétarienne dans les pays coloniaux et semi-coloniaux (c'est-à-dire l'ensemble des acquis positifs et négatifs de la révolution d'Octobre et de la révolution chinoise de 1924-1927) dans quelques courts paragraphes. C'est sur la question des mots d'ordre de la démocratie contenus dans ces paragraphes, et notamment celui de l'Assemblée constituante souveraine, que nous voudrions faire porter la dernière section de cet article.

AU SEUIL D'UN NOUVEAU TOURNANT EN AMERIQUE LATINE

C'est uniquement la politique contre-révolutionnaire de l'Unité populaire, défendant l'Etat bourgeois face aux masses et combattant directement les cordons industriels, qui a permis à la bourgeoisie et à l'impérialisme de préparer le coup d'Etat sanglant du 11 septembre et de briser la révolution. Le coup d'Etat chilien a consolidé le régime de Banzozer et servi de point d'appui aux coups d'Etat uruguayen et argentin.

La défaite chilienne a modifié les rapports politiques en faveur de la bourgeoisie pendant quelque temps dans un ensemble de pays. Mais, dès 1974, la crise de domination politique rebondit au Pérou sous les effets des grandes grèves des mineurs et des instituteurs, et de l'incapacité dont le régime Velasco fait preuve à intégrer les syndicats à l'Etat. En Bolivie, 1974 est l'année de la première grande grève des mineurs contre Banzer. Au Brésil, les initiatives de la classe ouvrière se développent.

Aujourd'hui, la désagrégation du régime bonapartiste péruvien et la grève générale du 20 juillet au Pérou ; la grève générale du 16 septembre en Colombie ; la crise de domination politique qui s'accélère dans ces deux pays ; la remontée du prolétariat en Bolivie et les graves difficultés de Banzer ; la succession de grèves menées par la classe ouvrière d'Argentine, tout cela représente autant d'éléments qui indiquent à quel degré la situation est typiquement celle où peut se produire à tout moment un tournant brusque ouvrant une nouvelle étape de la lutte révolutionnaire dans une série de pays.

Pour que notre analyse soit complète, il faudrait beaucoup d'éléments encore, qui permettent de définir la place de la lutte des classes — en particulier au Mexique, en Colombie et au Venezuela — par rapport au mouvement d'ensemble du combat de la classe ouvrière à l'échelle du continent.

Mais suffisamment d'éléments ont été apportés pour pouvoir affirmer que l'Amérique latine est entrée de 1969 à 1973 de plain-pied dans la nouvelle période de la révolution prolétarienne. Elle se situe à un degré plus fort qu'à aucun moment de son histoire dans une position qui est tout sauf une position marginale. A l'aide de ces éléments, on peut maintenant apprécier pleinement dans quel cadre et sur quel terrain l'im-

pact de la défaite de l'impérialisme US au Vietnam s'est produit, et pourquoi l'onde de choc de cette défaite n'est nullement amortie. Tous les éléments existent pour un tournant brusque dans la situation politique, qui porte le prolétariat au-devant de la scène politique dans plusieurs pays.

L'OBJECTIF EST LA DICTATURE DU PROLETARIAT

Le rôle dirigeant du prolétariat dans la révolution dans les pays arriérés et la nature de classe — dictature du prolétariat — des institutions qui sont seules capables d'assurer la libération de nations opprimées du joug de l'impérialisme sont plus que jamais la clé de toute orientation du Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale. La démonstration que la classe ouvrière d'Amérique latine a faite de sa capacité à se diriger vers la destruction des rapports de production capitalistes et de l'Etat bourgeois, est un facteur constitutif des rapports politiques qui existent aujourd'hui en Amérique latine. La pratique est venue confirmer avec force le bien-fondé du patrimoine théorique que les trotskystes ont défendu des années durant contre le révisionnisme.

La bourgeoisie et la petite bourgeoisie sont incapables de résoudre les problèmes laissés en suspens ou d'accomplir aujourd'hui ce qu'elles n'ont pas été capables de mener à bien hier. A l'échelle mondiale, le capitalisme a épuisé ses possibilités de développement et mené une existence toujours plus profondément parasitaire. Seule l'appropriation par le prolétariat des forces productives à l'échelle du globe peut ouvrir à l'humanité une nouvelle phase de progrès. C'est le prolétariat qui est seul capable de mener à bien les tâches de la révolution démocratique bourgeoise et de prendre la tête de la

lutte pour libérer les pays d'Amérique latine du joug de l'impérialisme.

Ces tâches, le prolétariat ne peut les accomplir que selon ses propres méthodes, en conformité avec les exigences historiques de l'époque où les problèmes qui se posent à l'humanité sont ceux de la destruction du capitalisme et de la construction du socialisme à l'échelle mondiale. C'est à l'aide des institutions de la dictature du prolétariat, du gouvernement des soviets d'ouvriers et de paysans, que les vestiges du passé précapitaliste seront liquidés et la lutte contre l'impérialisme menée à bien. Les mesures prises par le prolétariat porteront déjà le sceau de la future société à construire et ce combat est partie intégrante de la lutte menée par le prolétariat pour la destruction du capitalisme à l'échelle mondiale.

C'est là le contenu des paragraphes des « Thèses de la Révolution permanente » qui concernent les pays arriérés, la ligne stratégique des « Thèses d'avril » de Lénine et le mouvement suivi par la révolution russe de février à octobre. C'est sur cette position que les militants marxistes avaient commencé à constituer, avant la stalinisation de l'Internationale communiste, les partis communistes d'Amérique latine, et que les meilleurs d'entre eux ont formé ensuite des organisations de l'Opposition de gauche, puis de la IV^e Internationale. C'est cette position que Staline aurait voulu pouvoir effacer à jamais et à laquelle il a tenté, la ruse et la violence aidant, de substituer la théorie de la prétendue « révolution par étapes ». C'est là l'orientation que le révisionnisme pabliste a voulu liquider. C'est là la voie qu'a réouverte le prolétariat bolivien en Amérique latine en s'engageant, en 1971, avec le POR, dans la constitution de l'Assemblée populaire. C'est là en un mot la base de notre programme.

Mais cette ligne stratégique exige l'élaboration des mots d'ordre transi-

toires qui permettent à la classe ouvrière de déboucher sur les situations où, comme en Bolivie, le combat pour son propre pouvoir devient une question immédiate.

LA PLACE DES MOTS D'ORDRE DEMOCRATIQUES

Aujourd'hui plus que jamais, les « traits particuliers » qui déterminent le contenu des revendications transitoires et la ligne sur laquelle il faut engager le combat pour le front unique anti-impérialiste sont ceux résultant du non-accomplissement (ou au mieux, dans quelques pays, de l'accomplissement inachevé) des tâches de la révolution démocratique bourgeoise, l'absence de formation des nations au sens plein du terme, la soumission de ces pays au joug de l'oppression impérialiste avec sa cohorte de conséquences : chômage, sous-nutrition, misère chronique, analphabétisme et retard culturel de vastes secteurs de la population, souveraineté politique purement formelle et sans cesse bafouée par l'impérialisme.

L'élaboration des mots d'ordre transitoires dans les pays d'Amérique latine se situe toujours sur le terrain où Trotsky les plaçait, celui de l'indépendance nationale et de la réforme agraire, étant entendu que :

« le poids spécifique des diverses revendications démocratiques et transitoires dans la lutte du prolétariat, leurs liens mutuels et leur ordre de succession seront déterminés par les particularités et les conditions propres de chaque pays arriéré, pour une part considérable par le degré de son retard. »

C'est dans le cadre de cette élaboration que les mots d'ordre de la démocratie, dont le mot d'ordre de l'Assemblée constituante souveraine est le plus central, se trouvent soulevés. A cet égard, le « Programme de transition » rappelle :

« Il est impossible de rejeter purement et simplement le programme démocratique : il faut que les masses elles-mêmes dépassent ce programme dans la lutte. Le mot d'ordre de l'Assemblée nationale (ou constituante) conserve toute sa valeur dans des pays comme la Chine et l'Inde. Il faut lier indissolublement ce mot d'ordre aux tâches de l'émancipation nationale et de la réforme agraire. Il faut, avant tout, armer les ouvriers de ce programme démocratique. Eux seuls peuvent soulever et rassembler les paysans. Sur la base du programme démocratique révolutionnaire, il faut opposer les ouvriers à la bourgeoisie nationale.

« A une certaine étape de la mobilisation des masses sur les mots d'ordre de la démocratie révolutionnaire, les soviets peuvent et doivent surgir. Leur rôle historique dans chaque période donnée, en particulier leurs rapports avec l'Assemblée nationale, est déterminé par le niveau politique du prolétariat, par la liaison entre celui-ci et la classe paysanne, et par le caractère de la politique du parti prolétarien. Tôt ou tard, les soviets doivent renverser la démocratie bourgeoise. Eux seuls sont capables de mener la révolution démocratique jusqu'au bout et d'ouvrir ainsi l'ère de la révolution socialiste. »

Il faut rappeler que, dans sa phase révolutionnaire, au cours des révolutions démocratiques bourgeoises des XVII^e, XVIII^e et XIX^e siècles, la bourgeoisie a été conduite à établir, de façon plus ou moins achevée selon les pays, les formes développées de la démocratie, poussée par les exigences du combat contre l'Ancien régime. Mais, y compris à cette époque, la bourgeoisie — classe exploitéeuse — s'est avérée déjà incapable, par crainte de masses plébéiennes, de réaliser les formes les plus développées de sa dictature de classe, et par là même, de pousser jus-

qu'au bout la révolution bourgeoise libérant la nation des entraves du passé.

Même à l'époque des révolutions bourgeoises démocratiques, ce sont donc les couches inférieures de la petite bourgeoisie — desquelles ne s'était pas encore détaché le prolétariat — qui, en établissant leur dictature révolutionnaire provisoire, ont déblayé la voie à la bourgeoisie.

A l'époque de l'impérialisme, les bourgeoisies nationales, plus encore qu'à l'époque des révolutions bourgeoises, ne peuvent que s'opposer et s'opposeront plus encore — en relation avec la montée des masses — à l'instauration des formes développées de la démocratie politique révolutionnaire, qui seules ont pu fonder la nation. L'expérience de toutes les révolutions dans les pays arriérés atteste, ainsi que l'établit la théorie de la révolution permanente, que « la bourgeoisie nationale n'est capable de diriger la société que comme bourgeoisie compradore de l'impérialisme ».

Le terrain des revendications démocratiques est un terrain où la classe ouvrière n'a aucune peine à se délimiter de la bourgeoisie, même dans ses secteurs les plus « radicaux », où les révolutionnaires peuvent « armer les ouvriers du programme démocratique pour les aider à soulever et rassembler les paysans » avec l'objectif de hâter la maturation de situations où les soviets peuvent et doivent surgir.

LA PORTEE DU MOT D'ORDRE DE LA CONSTITUANTE SOUVERAINE

Les tâches nationales et démocratiques sont de libérer la nation opprimée des entraves de la domination impérialiste et de l'arriération qui se concentre en particulier dans les campagnes et dans les zones près des villes où vivent les paysans refoulés de la terre.

Libérer la nation opprimée signifie constituer la nation au sens révolutionnaire du terme, assurer sa souveraineté. Contre qui? En premier lieu évidemment contre l'impérialisme. L'accomplissement, contre l'impérialisme, des tâches nationales et démocratiques implique donc le combat pour la souveraineté populaire dont la concrétisation se situe dans le mot d'ordre de la Constituante souveraine. Le prolétariat « chef de la nation opprimée », face aux dévils bourgeoisies « nationales », doit assurer dans la marche à son propre pouvoir les tâches historiques de la constitution de la nation libérée de l'oppression, lever le drapeau de la démocratie sur lequel est inscrit en premier lieu le mot d'ordre de la Constituante souveraine.

Dans les pays arriérés semi-coloniaux, le contenu transitoire de la revendication de la Constituante souveraine est directement relié à toute la marche du développement historique à l'époque de l'impérialisme, où les « bourgeoisies nationales » sont impuissantes à achever les tâches nationales et démocratiques, et où c'est par conséquent le prolétariat qui est conduit à assumer leur accomplissement sur son propre plan de classe et pour ses propres objectifs.

Le processus de la révolution permanente n'affranchit pas les peuples des étapes suivies par le développement historique de l'humanité au moment du passage de la féodalité au capitalisme, mais exige qu'elles soient franchies de manière combinée avec le combat mondial du prolétariat pour la destruction du mode de production capitaliste et sous sa direction. C'est à cette réalité que correspond pour Trotsky le mot d'ordre de la Constituante souveraine dans les pays où la nation moderne ne s'est jamais fondée.

A propos de la Chine, Trotsky, discutant avec les militants chinois de l'Opposition de gauche, les met en garde contre le danger qu'il y au-

rait à méconnaître ce mouvement historique contradictoire et combiné, et à confondre de ce fait les rythmes de la conscience politique (et les formes pour y parvenir) dans la classe ouvrière d'un côté, et dans la paysannerie et l'ensemble des masses opprimées de l'autre :

« La puissance des masses opprimées est dans leur nombre. Lorsqu'elles s'éveilleront, elles chercheront à exprimer la force du nombre politiquement, par le moyen du suffrage universel. La poignée de communistes sait déjà que le suffrage universel est un instrument du pouvoir bourgeois et que ce dernier ne peut être liquidé que par la dictature du prolétariat. Vous pouvez éduquer le prolétariat dans cet esprit à l'avance. Mais les millions qui forment les masses travailleuses ne seront conduites à la dictature du prolétariat que sur la base de leur propre expérience politique, et l'Assemblée nationale serait un pas progressif dans cette voie. C'est pourquoi nous mettons en avant ce mot d'ordre en le liant aux quatre mots d'ordre de la révolution démocratique : le transfert de la terre aux paysans pauvres, la journée de huit heures, l'indépendance de la Chine et l'autodétermination des nationalités existant sur le territoire de la Chine. »

(« Ecrits », éditions du Pathfinder Press, 1931-1932.)

A de très nombreuses reprises, Trotsky insista sur le fait qu'il n'y a, à sa connaissance, d'autre voie que celle des mots d'ordre politiques de la démocratie pour entraîner la grande masse des opprimés, de la paysannerie en particulier, dans la lutte contre la bourgeoisie et l'impérialisme. Dans de nombreuses circonstances, opposer les soviets aux mots d'ordre de la démocratie et de l'Assemblée constituante revient inéluctablement à court-circuiter les processus de la mobilisation politique, autour du programme démo-

cratique révolutionnaire, dans la payannerie et les larges masses opprimées. Dans « L'Internationale communiste après Lénine », Trotsky écrit :

« L'idée de la représentation du peuple entier, comme l'a montré l'expérience de toutes les révolutions bourgeoises, et en particulier celles qui libèrent les nationalités, est la plus élémentaire, la plus simple et la plus apte à intéresser de larges couches populaires. Plus la bourgeoisie qui commande résistera à cette revendication du « peuple entier », plus l'avant-garde prolétarienne se massera autour de notre drapeau, plus les conditions politiques mûriront pour la véritable victoire sur l'Etat bourgeois, qu'il soit le gouvernement militaire du Kuomintang ou un gouvernement parlementaire. » (« L'Internationale communiste après Lénine », éditions PUF, tome II, p. 424.)

Trotsky n'a de cesse de rappeler, dans ce texte comme dans d'autres, que l'expérience de la révolution russe, loin de contredire cette position, en a donné la confirmation la plus complète. Elle a démontré que la lutte pour la généralisation et la centralisation des conseils ouvriers — pour le pouvoir des soviets — s'est appuyée sur l'incessant combat pour la convocation de l'Assemblée constituante. Et l'on sait que dans sa lettre à l'Opposition de gauche chinoise, Trotsky souligne que la dissolution immédiate de l'Assemblée constituante avait été imposée par sa convocation retardée la dressant face au pouvoir des soviets, mais qu'une autre solution, meilleure pour les intérêts de la révolution, n'était pas exclue : que l'Assemblée constituante, se formant parallèlement aux soviets, apporte sa sanction au pouvoir des soviets.

Le programme de front unique anti-impérialiste court le risque

d'être un programme incomplet, boiteux, incapable de mobiliser réellement les masses les plus opprimées et arriérées des villes, s'il n'inclut pas les mots d'ordre de la démocratie, dont celui de l'Assemblée constituante souveraine. Celui-ci, répète Trotsky, n'a de sens que relié à l'ensemble des revendications transitoires vitales :

« Le mot d'ordre de l'Assemblée nationale (ou constituante) se combine ainsi étroitement, avec les autres : la journée de huit heures, la confiscation des terres et l'indépendance nationale complète de la Chine. » (Ibid, p. 402.)

Il est tout à fait possible qu'à une étape déterminée de la mobilisation des masses autour de ces mots d'ordre, la bourgeoisie nationale fasse une tentative pour se les réapproprier. Mais cela, dit Trotsky, ne fait que créer une situation où il est possible pour la classe ouvrière et son parti de démasquer, face aux masses, « le mensonge et la fausseté du parlementarisme » de la bourgeoisie et accentuer le combat contre elle sur un terrain immédiatement accessible aux plus larges masses éveillées à la vie politique.

L'ACTUALITE DU MOT D'ORDRE DE LA CONSTITUANTE SOVERAINE AU PEROU

Aujourd'hui, dans plusieurs pays importants d'Amérique latine, la crise des formes de domination bourgeoise vient donner une actualité toute spéciale au mot d'ordre de la Constituante souveraine.

Dans ces pays, la bourgeoisie se voit contrainte de braquer elle-même les yeux des masses sur la question des institutions politiques et provoque, dans la recherche d'une issue à ses problèmes politiques, des si-

tuations où c'est de façon immédiate que la question de la Constituante souveraine peut être posée.

Les discussions de l'OCI avec les camarades péruviens et brésiliens nous incitent à choisir ces deux pays pour poser le problème de ce mot d'ordre et de son utilisation, même s'il y a un nombre plus large de situations nationales où la question se pose.

Au Pérou, la crise de caractère prérévolutionnaire qui secoue le pays depuis les derniers mois du gouvernement Velasco, et surtout depuis sa chute et la formation du gouvernement Morales Bermudez, est plus qu'une simple crise du nationalisme bourgeois contraint par nature à s'inféoder à l'impérialisme. Il s'agit de la faillite d'un régime bonapartiste né d'un coup d'Etat à caractère préventif destiné à court-circuiter un mouvement de mobilisation des masses en voie de centralisation face au gouvernement compradore de Belaunde Terry.

Loin de réussir à canaliser ce mouvement, le régime Velasco a été amené, sous l'impact des puissants combats de classe, à prendre des mesures anti-impérialistes limitées afin de préserver l'essentiel : la domination de classe de la bourgeoisie, tout en cherchant à utiliser ces mesures limitées pour mettre en place des institutions de type bonapartiste. La grande grève des enseignants, les grèves dans les mines, la grève des travailleurs de la pêche ont représenté les jalons d'un mouvement de heurt croissant entre le gouvernement et les masses. Dans ce mouvement, le prolétariat a pris appui sur les syndicats indépendants de classe, à l'intérieur comme à l'extérieur de la CGTP dirigée par le PC péruvien.

La chute du gouvernement Velasco a constitué un bond en avant de la crise des formes de domination. Aujourd'hui, les institutions bonapartistes de l'Etat bourgeois créées sous Velasco se disloquent, la junte

militaire est rongée de contradictions, Morales Bermudez cherche une issue sur la base d'une Constituante octroyée, étape centrale vers la restauration jusqu'à un certain point du pouvoir civil. La Constituante octroyée vise à opérer une modification de la forme de domination de la bourgeoisie (dictature militaire en crise, héritière d'un régime bonapartiste) en une autre forme de domination, et à mettre en place un parlementarisme truqué, abâtardi, dans l'espoir de s'opposer à la lutte des masses et de la canaliser. Il s'agit, pour la dictature militaire en crise, appuyée sur l'impérialisme US, de tenter d'opérer en douceur la liquidation des institutions velasquistes. La crise de ces institutions engendrée par la montée des masses et l'incapacité du régime militaire à y faire face représentent en effet un appel d'air en permanence à l'action des masses. Elle motive l'impérialisme et la bourgeoisie péruvienne à rechercher pour l'instant un transfert de pouvoir vers un régime « civil », dégageant l'armée de ses responsabilités directes de gestion en vue de lui permettre de résoudre sa propre crise et de contrôler plus efficacement le pouvoir politique.

C'est sur la base de l'ensemble des relations présentes entre les classes marquées essentiellement par la puissante poussée des masses, que surgit la nécessité politique du mot d'ordre révolutionnaire de l'Assemblée constituante souveraine en vue d'ordonner et de centraliser le mouvement des masses contre le constitutionnalisme « octroyé » de Morales Bermudez. C'est autour de ce mot d'ordre que peut s'ordonner le combat pour le front unique anti-impérialiste au Pérou aujourd'hui.

Dans les conditions concrètes au Pérou, la crise de la dictature militaire et de ses institutions est devenue la crise des institutions de l'Etat bourgeois. Les revendications les plus pressantes des masses travailleuses se heurtent directement au pou-

voir politique du régime militaire en crise, et des institutions bonapartistes en voie de dislocation. Munir le prolétariat et les masses opprimées du programme politique de la Constituante souveraine en opposition à la Constituante octroyée est une nécessité pour ouvrir une issue aux luttes des masses contre l'aggravation de leurs conditions d'existence. Mais ouvrir une issue centralisée aux revendications, c'est ouvrir la voie vers la destruction de l'Etat bourgeois protégeant la domination conjointe de l'impérialisme et de la bourgeoisie.

La société péruvienne, l'ensemble des masses qui la composent sont désespérément à la recherche d'une issue. Le sentiment d'impasse totale qui pèse sur le pays, la crise économique, sociale, politique qui le déchire expriment la faillite du bonapartisme et de l'ensemble des promesses qu'il avait faites. Dans cette situation, la revendication de la démocratie, liée à l'ensemble des tâches historiques qui doivent être accomplies, se pose comme une nécessité. Elle surgit du mouvement objectif des classes en présence, son exigence est la libération de la nation opprimée.

Seule la classe ouvrière entraînant les masses laborieuses des villes et des campagnes, les intellectuels et étudiants, peut garantir de façon conséquente la marche vers le gouvernement ouvrier et paysan qui balayera le pouvoir bourgeois, incapable, parce qu'inféodé à l'impérialisme, d'arracher le pays à la misère et au chômage.

« A une certaine étape de la mobilisation, des soviets pourront et devront surgir. » Le combat politique pour la Constituante souveraine, sur un programme de revendications transitoires, correspondant aux formes exactes dans lesquelles se présentent au Pérou aujourd'hui les tâches démocratiques fondamentales de l'émancipation nationale et la libération sociale, est un élément décisif du combat pour les soviets.

Ce programme doit être rédigé, les forces politiques susceptibles de mener le combat doivent être réunies et le combat politique engagé face à elles pour les pousser vers cet objectif. Ces forces existent. C'est le POMR, ce sont la Fédération des mineurs et l'ensemble des syndicats de classe indépendants, ce sont également les syndicats de base de la CGTP qui s'opposent à la politique de division des dirigeants.

Aujourd'hui, les conditions existent pour promouvoir une politique de front unique anti-impérialiste de toutes les organisations ouvrières, syndicales, politiques, paysannes, entraînant d'autres syndicats ouvriers, la Confédération paysanne, et d'autres organisations ouvrières et démocratiques.

Le programme de revendications transitoires serait incomplet sans le mot d'ordre politique qui permet de les centraliser. Mais inversement, le mot d'ordre de la Constituante souveraine exige d'être rempli d'un contenu qui est celui des revendications pressantes des masses telles qu'elles les formulent ou telles que les révolutionnaires peuvent les dégager.

En tant que mot d'ordre transitoire, le mot d'ordre de la Constituante serait inachevé dans les conditions péruviennes sans un mot d'ordre de gouvernement. La crise du gouvernement Morales Bermudez et le sentiment d'impasse totale qui règne l'exigent. Il doit être lui-même formulé de façon transitoire sous la forme suivante : Gouvernement responsable devant la Constituante souveraine ! Pour le gouvernement ouvrier et paysan !

LE MOT D'ORDRE DE LA CONSTITUANTE SOVERAINE DANS LE CADRE BRÉSILIEN

Au Brésil, il y a également crise de domination politique, dans les

conditions qui sont propres à ce pays. Au sein de la bourgeoisie brésilienne, comme entre elle et la bourgeoisie impérialiste yankee, les contradictions s'exacerbent.

La classe ouvrière est entrée depuis 1973 dans un processus de re-composition de ses forces, processus dont témoigne un accroissement en ampleur et en nombre des grèves et luttes de classe. Un regroupement des forces au sein des masses est en cours, qui a déjà des répercussions dans la mobilisation politique que connaît aujourd'hui la jeunesse universitaire.

Le combat mené par les métallurgistes de Sao Paulo en septembre 1977 — le rattrapage salarial (34 % perdus entre 1973-1974 en conséquence de la politique de blocage des salaires) a mobilisé une catégorie qui compte 300 000 ouvriers dans cette seule ville. A Sao Bernardo, plusieurs assemblées se sont tenues avec la participation de 5 000 métallos fin septembre. De leur côté, les étudiants de l'université de Brasilia ont mené une grève générale pendant plus de trois mois en dépit de l'invasion du campus par l'armée et la police.

Parallèlement, la pression économique et financière brutale de l'impérialisme et les contrecoups de la crise économique mondiale sur l'économie brésilienne conduisent la bourgeoisie brésilienne à envisager d'un jour toujours plus défavorable un régime qui lui offre moins de protection qu'avant face à ces pressions et contrecoups.

L'Association commerciale de Sao Paulo et d'autres organismes représentatifs du patronat brésilien ont multiplié les déclarations affirmant la nécessité de mieux résister aux pressions de l'impérialisme. Plus significative encore est la manière dont la bourgeoisie s'est lancée à la création de nouveaux partis politiques (Parti nationaliste, Parti travailliste brésilien, et d'autres regroupements qui se forment autour de Severo Gomez, Cirme Lima et d'autres anciens ministres de la dictature).

Un ensemble de facteurs se conjuguent pour inciter la bourgeoisie à s'engager dans la recherche des voies qui lui procurent une modification des formes de sa propre domination politique. Dans la recherche d'une issue, le MDB, parti bourgeois créé par la dictature elle-même en 1965, a adopté en convention nationale la thèse de « l'Assemblée constituante avec Geisel » (septembre 1977). En octobre, la crise politique a touché la camarilla militaire directement, avec la tentative avortée de coup d'Etat de la part du ministre de l'armée de terre Silvio Frota. Le déchiement des forces armées s'est approfondi avec la décision de Geisel de nommer comme son successeur le chef des services de Sécurité, le général Figueiredo, provoquant une deuxième crise militaire en trois mois.

Il ne peut y avoir de passage d'une forme de domination politique telle que la dictature actuelle à une forme qui intègre des éléments de démocratie parlementaire bourgeoise sans crise politique grave créant des brèches à l'intervention active et centrale des masses. Le rôle des trotskystes doit être de s'y préparer et de le préparer. Pour cela, ils peuvent se saisir du mot d'ordre de l'Assemblée constituante souveraine.

Ce mot d'ordre s'impose. Il s'agit de l'ensemble de la situation. Il est significatif que, dans la déclaration adoptée à l'issue de la grande manifestation étudiante du 15 juin 1977 — expression claire de la remontée des masses —, les manifestants se soient prononcés pour « une Constituante librement élue avec liberté d'expression pour tous les partis, y compris les partis ouvriers ».

Les staliniens entendent faire barrage à l'Assemblée constituante souveraine. Alors que les manifestations et les grèves étudiantes se succédaient, le PC brésilien publiait, dans son journal « *Voz Operaria* », un « Manifeste à la nation ». Gregorio Bezzer, membre du CC du PCB, s'en explique ainsi dans « *L'Humanité* » du 13 juin 1977 :

tuations où c'est de façon immédiate que la question de la Constituante souveraine peut être posée.

Les discussions de l'OCI avec les camarades péruviens et brésiliens nous incitent à choisir ces deux pays pour poser le problème de ce mot d'ordre et de son utilisation, même s'il y a un nombre plus large de situations nationales où la question se pose.

Au Pérou, la crise de caractère prérévolutionnaire qui secoue le pays depuis les derniers mois du gouvernement Velasco, et surtout depuis sa chute et la formation du gouvernement Morales Bermudez, est plus qu'une simple crise du nationalisme bourgeois contraint par nature à s'inféoder à l'impérialisme. Il s'agit de la faillite d'un régime bonapartiste né d'un coup d'Etat à caractère préventif destiné à court-circuiter un mouvement de mobilisation des masses en voie de centralisation face au gouvernement compradore de Belaunde Terry.

Loin de réussir à canaliser ce mouvement, le régime Velasco a été amené, sous l'impact des puissants combats de classe, à prendre des mesures anti-impérialistes limitées afin de préserver l'essentiel : la domination de classe de la bourgeoisie, tout en cherchant à utiliser ces mesures limitées pour mettre en place des institutions de type bonapartiste. La grande grève des enseignants, les grèves dans les mines, la grève des travailleurs de la pêche ont représenté les jalons d'un mouvement de heurt croissant entre le gouvernement et les masses. Dans ce mouvement, le prolétariat a pris appui sur les syndicats indépendants de classe, à l'intérieur comme à l'extérieur de la CGTP dirigée par le PC péruvien.

La chute du gouvernement Velasco a constitué un bond en avant de la crise des formes de domination. Aujourd'hui, les institutions bonapartistes de l'Etat bourgeois créées sous Velasco se disloquent, la junte

militaire est rongée de contradictions, Morales Bermudez cherche une issue sur la base d'une Constituante octroyée, étape centrale vers la restauration jusqu'à un certain point du pouvoir civil. La Constituante octroyée vise à opérer une modification de la forme de domination de la bourgeoisie (dictature militaire en crise, héritière d'un régime bonapartiste) en une autre forme de domination, et à mettre en place un parlementarisme truqué, abâtardi, dans l'espoir de s'opposer à la lutte des masses et de la canaliser. Il s'agit, pour la dictature militaire en crise, appuyée sur l'impérialisme US, de tenter d'opérer en douceur la liquidation des institutions velasquistes. La crise de ces institutions engendrée par la montée des masses et l'incapacité du régime militaire à y faire face représentent en effet un appel d'air en permanence à l'action des masses. Elle motive l'impérialisme et la bourgeoisie péruvienne à rechercher pour l'instant un transfert de pouvoir vers un régime « civil », dégageant l'armée de ses responsabilités directes de gestion en vue de lui permettre de résoudre sa propre crise et de contrôler plus efficacement le pouvoir politique.

C'est sur la base de l'ensemble des relations présentes entre les classes marquées essentiellement par la puissante poussée des masses, que surgit la nécessité politique du mot d'ordre révolutionnaire de l'Assemblée constituante souveraine en vue d'ordonner et de centraliser le mouvement des masses contre le constitutionnalisme « octroyé » de Morales Bermudez. C'est autour de ce mot d'ordre que peut s'ordonner le combat pour le front unique anti-impérialiste au Pérou aujourd'hui.

Dans les conditions concrètes au Pérou, la crise de la dictature militaire et de ses institutions est devenue la crise des institutions de l'Etat bourgeois. Les revendications les plus pressantes des masses travailleuses se heurtent directement au pou-

terres et de libération nationale par rapport au joug impérialiste, pour acquérir de cette façon son plein potentiel révolutionnaire.

Aujourd'hui, pour les trotskystes brésiliens, les mots d'ordre d'« A bas

la dictature ! Assemblée constituante souveraine ! » sont les axes du combat pour la construction du parti révolutionnaire.

**Etienne Laurent,
25 décembre 1977.**



APRES
LES GRANDES MANŒUVRES DIPLOMATIQUES
POUR IMPOSER
LA « PAIX » IMPERIALISTE

moyen-orient : la quadrature du cercle

par Jacques MEYRAND

Cela fait maintenant plus d'un an que les accords de Riad et du Caire (octobre 1976) ont sanctionné la défaite du mouvement révolutionnaire des masses palestiniennes et libanaises au Liban. Avec l'accord des dirigeants de l'OLP et des dirigeants des ouvriers et paysans libanais insurgés (dont le PC libanais), l'armée syrienne, équipée par la bureaucratie du Kremlin, a été chargée de rétablir partout au Liban l'ordre bourgeois.

Et cependant, après avoir écrasé une fois de plus le mouvement révolutionnaire du peuple palestinien, l'impérialisme (et ses alliés au Moyen-Orient, Israël et les gouvernements de tous les pays arabes) n'est toujours pas parvenu à imposer son « plan de paix ». Il n'est pas parvenu, malgré son insistance, malgré

l'appui total des dirigeants du Kremlin à sa politique, à réunir la Conférence de Genève. L'initiative de Sadate qui s'est rendu en Israël à la mi-novembre 1977, est-elle en mesure de débloquer la situation d'impasse ressentie par les classes dominantes et l'impérialisme dans la région ? Pour répondre à cette question, il importe d'analyser les éléments qui, en dépit de l'écrasement des masses palestiniennes au Liban, font que la situation de « ni paix, ni guerre » qui caractérise le Moyen-Orient depuis des années, se trouve précisément dans une impasse à terme explosive.

19 novembre 1977 : les télévisions du monde entier retransmettent l'arrivée « historique » de Sadate à Jérusalem. Elles vont être sensiblement plus discrètes par la suite... (Sygma.)

LES PALESTINIENS ECRASES, EXPLOSION EN EGYPTÉ

Reprenons les grands événements qui se sont déroulés au Moyen-Orient depuis un an. A peine les accords de Riad étaient-ils ratifiés au Caire que chacune des bourgeoisies des pays arabes s'estimait en mesure de « normaliser » sa propre situation interne. Au Liban, l'Etat brisé par un an et demi de guerre civile, était reconstitué par l'armée syrienne. Aujourd'hui, celle-ci encore est la seule force capable de maintenir l'ordre, la bourgeoisie libanaise étant toujours dans l'impossibilité de reconstruire sa propre armée. Les masses palestiniennes et libanaises désarmées, la réaction se déchaîne pour expulser les réfugiés palestiniens du Liban sans toutefois y parvenir. En Syrie, la dictature militaire au pouvoir, avec la participation, rappelons-le, de ministres du PC syrien, a resserré de façon draconienne son contrôle sur les camps palestiniens. Alors que c'est grâce aux fournitures d'armements soviétiques à la Syrie pendant toute la durée de la guerre civile au Liban que les peuples palestiniens et libanais ont pu être défaits, le général Assad rencontre Carter à Genève le 9 mai 1977 dans le but d'avancer dans l'application du « plan de paix » impérialiste. L'union des étudiants arabes de Genève publie alors une déclaration :

« Les USA ont voulu que la rencontre se déroule à Genève, afin de donner une importance particulière au chef du régime syrien. En échange, celui-ci continue d'opprimer davantage la résistance palestinienne et les forces nationales et progressistes au Liban. »

Lors de la conférence de presse donnée à cette occasion par le dictateur de Damas, une revue rapporte un élément fort intéressant :

« Il est demandé au président Assad ce qui se produirait dans les pays arabes si les espoirs des Arabes étaient déçus, si la Conférence de Genève ne se réunissait pas et si une patrie n'était pas reconnue aux Palestiniens. Aux questions précises portant sur ce qui, en ce cas, « se passerait en Egypte et en Syrie sur le plan social », le président ne répond pas. » (Pierre Rondot, in *Revue française d'études politiques méditerranéennes*, n° 26, avril-mai 1977, p. 59.)

Et pour cause. D'ailleurs, les faits, en ce qui concerne l'Egypte, avaient déjà répondu. A la mi-janvier, Sadate et la bourgeoisie égyptienne obéissant aux injonctions du FMI prenaient la décision brutale d'augmenter massivement les prix des denrées de première consommation. Immédiatement, dans tout le pays, deux jours d'émeutes mettaient le régime en péril. Le gouvernement du Caire devait reculer précipitamment pour éviter que l'émeute ne se transforme en révolution. Mais la bourgeoisie égyptienne, nous le verrons, est depuis toujours totalement incapable d'apporter le moindre remède à la crise qui mine les fondements de sa domination. Les émeutes de janvier 1977 sont le signe du mûrissement de la crise révolutionnaire qui emportera tôt ou tard le régime social bourgeois miné légué par Nasser.

LE PROGRAMME DE L'OLP

La pression des Etats féodaux-bourgeois sur les dirigeants de la résistance palestinienne se fait de plus en plus pressante. Sadate et Assad ne cessent, chacun de leur côté, de préparer une « réconciliation » entre l'OLP et son bourreau de septembre 1970, le roi Hussein. Et le 7 mars 1977, spectaculairement, Yasser Arafat échangeait une poignée de main au Caire avec le

roi Hussein avant d'être reçu par lui. C'était à la veille de la réunion de la 13^e session du conseil national palestinien (12-20 mars), la plus haute instance palestinienne chargée d'élire les organes dirigeants de l'OLP et ayant pouvoir de modifier son programme. Et précisément, dans le nouveau programme adopté lors de cette session, la revue spécialisée de l'impérialisme français en la matière, « Maghreb-Machrek », fait remarquer :

« Adoption d'un programme politique en 15 points par 194 voix contre 13 : établissement d'un Etat palestinien indépendant sur tout territoire libéré par Israël, attachement à la charte de 1968 sans mention explicite de la récupération « totale » du sol palestinien. »

Ce programme de l'OLP sanctionne l'évolution très nette des positions affirmées, depuis la défaite au Liban, par les dirigeants de l'OLP qui lient de plus en plus leur sort aux gouvernements des pays arabes, lesquels ont confié à la Syrie, avec la caution de l'OLP elle-même, la mission de désarmer militairement et politiquement le peuple palestinien. N'est-ce pas Farouk Kaddoumi, chef de la diplomatie de l'OLP qui déclare le 7 décembre 1976 à un journal italien :

« Notre position se renforce chaque jour, car aucun gouvernement arabe ne peut se permettre de ne pas nous apporter son aide. »

« L'aide » dont il s'agit n'est qu'une pression militaire de la Syrie sur Israël au Sud-Liban, destinée à couvrir le fond de la politique exigée par la réaction arabe de la part de l'OLP : une capitulation complète devant cette réaction, c'est-à-dire, sous des formes particulières, l'acceptation, par l'OLP elle-même, du « plan de paix » américain.

Dans le même moment, les relations de l'OLP et de la bureaucratie

du Kremlin se renforcent. Yasser Arafat n'hésite pas à déclarer le 13 octobre 1976 à « US News et World Report », alors que les armes russes ont permis l'offensive syrienne de cinq mois au Liban :

« L'Union Soviétique est un puissant allié de la révolution palestinienne... Elle soutient à la fois notre combat et la cause arabe en général. »

« La cause arabe en général », c'est-à-dire le maintien de la domination des castes de propriétaires fonciers et des bourgeoisies compradore de la région, est contradictoire avec la révolution palestinienne. Pas plus qu'au lendemain du septembre noir en Jordanie, les dirigeants de l'OLP ne veulent rompre avec la « nation arabe » qui, une fois de plus, les a poignardés au Liban. Telles sont les limites tragiques de la nature petite-bourgeoise de la direction de la résistance palestinienne incapable de dégager une politique révolutionnaire indépendante.

Après deux défaites des masses palestiniennes auxquelles la direction petite-bourgeoise de l'OLP a sa part de responsabilité, quelles sont les ressources révolutionnaires de l'OLP ? L'histoire n'a pas encore tranché cette question et l'OLP, prisonnière de la « nation arabe », n'a pas encore joué tout son rôle. Au cours de la prochaine période sonnera l'heure de la vérité définitive : quelle sera la relation de l'OLP à la mise en œuvre du « plan de paix » américain ? C'est ce qui déterminera ce que l'OLP deviendra.

LE « PLAN CARTER » POUR LE MOYEN-ORIENT

Au lendemain des élections en Israël qui ont vu, le 17 mai 1977, la victoire du Likoud, bloc des partis sionistes les plus intransigeants, le dé-

partement d'Etat définissait dans un communiqué du 27 juin la nécessité d'appliquer son plan de paix au Moyen-Orient dans les termes suivants :

« Nous estimons sérieusement que, pour éviter un désastre, il est essentiel que des progrès soient réalisés cette année vers une paix négociée au Proche-Orient (...). Il existe un point de départ, sous la forme de la résolution 242 du Conseil de sécurité de novembre 1967 que tous les gouvernements concernés ont acceptée (...). La paix prévue dans ces résolutions (242 et 338, d'octobre 1973) exigera des compromis difficiles de part et d'autre. Nous ne demandons de concessions à sens unique à personne. Les pays arabes devront accepter de traduire dans les faits une volonté de paix authentique et durable. A notre avis, il faut, pour cela, sur tous les fronts, des dispositions du point de vue de la sécurité qui, aux yeux des parties intéressées, garantissent des frontières établies. Il faut aussi des initiatives tendant à la normalisation des relations avec Israël (...). En échange de ce genre de paix, il est évident qu'Israël devrait se retirer des territoires occupés. Nous estimons que la résolution 242 tend au retrait total sur les trois fronts du Proche-Orient — le Sinaï, le Golan, la rive occidentale du Jourdain et la bande de Gaza — et à des dispositions de sécurité frontalières issues de négociations. »

Tel est le contenu précis de la « pax americana » que Washington s'efforce d'imposer au Moyen-Orient. D'un côté, les Etats arabes sont priés de reconnaître ouvertement l'Etat d'Israël, des « initiatives » étant recommandées. De l'autre côté, le prix à payer par Israël pour cette reconnaissance, c'est de se retirer de tous les territoires occupés lors de la guerre des six jours de 1967, Cisjordanie comprise.

Ce plan est dans la droite ligne du plan Rogers et de la diplomatie américaine à l'époque de Kissinger. La paix « définitive » que l'impérialisme souhaite établir au Moyen-Orient doit se faire sur la base de la reconnaissance de l'Etat d'Israël, c'est-à-dire sur la négation du droit du peuple palestinien à constituer une nation souveraine. L'écrasement de la résistance palestinienne en Jordanie (septembre 1970) se produisit au lendemain même de l'acceptation du Plan Rogers par Nasser. Le « plan Carter » est énoncé plus de six mois après la terrible défaite des masses palestiniennes au Liban (juin-octobre 1976), consacrée par les accords de Riad et du Caire (octobre 1976).

Nous avons noté le rôle décisif joué par les armements de la bureaucratie du Kremlin à la fin de la guerre civile libanaise. C'est grâce au pont aérien militaire entre Damas et Moscou que l'armée syrienne a pu prendre position dans tout le Liban, laisser les phalangistes liquider le camp de Tall el Zaatar (août 76) et prendre Beyrouth en tenaille avant d'investir Saïda, Tyr et Tripoli, villes qui lui furent livrées par les accords de Riad et du Caire.

LA SAINTE ALLIANCE CONTRE-REVOLUTIONNAIRE A L'ŒUVRE

Est-ce un hasard si, un an plus tard, face à la situation bloquée qui menace tout le Moyen-Orient de « déstabilisation », le Kremlin apporte son appui complet au « plan Carter ». La déclaration commune américano-soviétique du 1^{er} octobre 1977 sur le Moyen-Orient ne laisse aucun doute à cet égard. Elle montre que le Kremlin est ici entièrement aligné sur la politique de Washington et qu'il continuera à se faire, au Moyen-Orient, le garant de l'ordre impérialiste, étant prêt à envoyer des troupes, sous le couvert de

l'ONU, pour protéger les frontières d'Israël contre le peuple palestinien :

« Les Etats-Unis et l'Union Soviétique croient que, dans le cadre d'un règlement global du problème du Proche-Orient, toutes les questions spécifiques de règlement doivent être réglées, y compris des questions-clés telles que le retrait des forces armées israéliennes des territoires occupés lors du conflit de 1967, la solution de la question palestinienne, y compris la satisfaction des droits du peuple palestinien, la fin de l'état de guerre et l'établissement de relations pacifiques normales sur la base de la reconnaissance réciproque des principes de la souveraineté, de l'intégrité territoriale et de l'indépendance politique.

« Les deux gouvernements croient que, pour assurer la sécurité des frontières entre Israël et les Etats arabes voisins, outre des mesures telles que l'établissement de zones démilitarisées et le stationnement d'un commun accord dans ces zones de troupes ou d'observateurs de l'ONU, ces frontières, ainsi que le respect des clauses du règlement, pourraient bénéficier de garanties internationales si les parties contractantes le désiraient. Les Etats-Unis et l'Union Soviétique sont prêts à participer à ces garanties, sous réserve de l'approbation de leurs instances constitutionnelles...

« Guidés par l'objectif de parvenir à un règlement politique juste au Proche-Orient et d'éliminer la situation explosive dans cette région du monde, les Etats-Unis et l'URSS appellent toutes les parties du conflit à comprendre qu'il est nécessaire de considérer avec soin les droits et les intérêts légitimes des uns et des autres et de démontrer qu'elles sont, chacune, prêtes à agir en conséquence. »

Il pouvait sembler à l'impérialisme, à l'Etat sioniste et aux dirigeants

des Etats bourgeois et féodaux-bourgeois du Moyen-Orient que la nouvelle défaite des masses palestiniennes au Liban permettrait enfin de convoquer la Conférence de Genève pour en finir avec l'actuelle situation de « ni-guerre, ni-paix », qui devient de plus en plus intenable tant pour l'Egypte au bord du gouffre économique que pour Israël. Or, malgré la nouvelle défaite des masses palestiniennes (et malgré les reculs politiques de plus en plus grands de la direction de l'OLP devant l'impérialisme et l'Etat sioniste), le gouvernement Begin oppose son propre « plan » à celui de ses maîtres américains. Pour quelles raisons ?

Au cours de son voyage aux Etats-Unis de juillet 1977, Begin a fait connaître son plan que la revue « Maghreb-Machrek », déjà citée, résume ainsi :

« Le « plan Begin » prévoit un protectorat israélien sur la Judée-Samarie (Cisjordanie), ses habitants restant citoyens jordaniens mais sous administration israélienne. Le Sinaï et le Golan seraient évacués contre un accord de paix. M. Begin est prêt à de larges concessions vis-à-vis de l'Egypte et de la Syrie, mais il considère que la Judée-Samarie est « libérée » et fait partie d'Eretz Israël (le grand Israël biblique). D'autre part le chef du gouvernement israélien confirme qu'il n'y a pas de place à l'ouest du Jourdain pour un nouvel Etat qui serait palestinien. »

C'est l'impasse. L'Etat d'Israël qui, sans le soutien financier et militaire de l'impérialisme US ne pourrait pas se maintenir un jour de plus apporte un non catégorique au plan de ce même impérialisme qui a pour objet de faire régner l'ordre bourgeois au Moyen-Orient en s'appuyant à la fois sur l'Etat d'Israël et sur les Etats féodaux-bourgeois de la région. Il ne s'agit pas là d'une contradiction mineure car la bourgeoisie sioniste

a le sentiment aigu que c'est de son existence même qu'il s'agit en l'occurrence. Trente années après sa constitution, l'Etat sioniste, en dépit de ses apparents « succès » militaires est saisi par le spectre de sa propre désintégration. Telle est l'une des clés de l'impossibilité actuelle de réaligner le « plan Carter » et la « pax americana » au Moyen-Orient.

DECOMPOSITION INTERNE DE L'ETAT D'ISRAEL

Quels sont les fondements de la supériorité militaire d'Israël sur les pays arabes défaits au cours de quatre guerres en trente ans ? Structuellement, l'économie d'Israël ne repose pas, comme dans les pays capitalistes classiques, sur l'accumulation, sur place, du capital, mais essentiellement sur les capitaux apportés par les émigrants et surtout sur les transferts unilatéraux et les prêts provenant des communautés juives et des gouvernements impérialistes. Depuis 1973, après la guerre du Kippour, Israël a fait appel directement à l'aide militaire et économique des Etats-Unis : en 1975, les 2,3 milliards de dollars obtenus représentent 700 dollars par habitant, soit 25 % du budget. Conséquence de l'énorme effort militaire, depuis 1968, la dette extérieure de l'Etat sioniste atteint en 1975, près de 8 milliards de dollars (contre 2 milliards en 1967), soit sept fois celle de la Grande-Bretagne. Les dépenses militaires, en 1976, ont atteint 35 % du produit national brut. Plus les années passent et plus il devient impossible de réduire cette dette et la dépendance directe à l'égard de l'impérialisme.

La guerre d'octobre 1973 n'a permis de régler aucun des graves problèmes que connaissent les travailleurs juifs dans une situation de crise qui tend à remettre en cause leur possibilité même de vivre dans le cadre

de l'Etat sioniste. Là encore, quelques chiffres éclairent la situation réelle (1).

Depuis 1973, les salaires réels enregistrent une chute d'environ 4 %. Fin 1975, le nombre des travailleurs en quête d'un emploi avait augmenté de 19 %. Alors que le taux de chômage, fin 1976, atteignait près de 8 %, les prévisions sont celles d'un chômage massif. Conséquences : en 1975, le nombre des grèves (grèves sauvages contre les patrons et contre l'Histadrouth, la centrale intégrée à l'Etat qui est aussi le plus gros employeur en Israël) a triplé par rapport à 1974. L'article cité donne un élément politique de la plus grande importance :

« Ces grandes grèves montrent que l'Histadrouth perd son autorité. Dans plusieurs cas, lorsque l'opinion publique a été choquée par l'affirmation des mass media selon laquelle les travailleurs soutiennent l'OLP, les travailleurs n'ont pas été gênés et se sont appelés eux-mêmes OLP par ironie. » (P. 54.)

Il y a là le sentiment qui commence à naître de l'impasse totale, de la faillite inéluctable de l'Etat d'Israël. Mais le problème reste ; la classe ouvrière juive n'a pas de salut dans le sionisme, seule la conscience d'appartenir à la Palestine peut lui ouvrir une voie.

La seule politique réaliste, celle basée sur le combat pour la Constituante palestinienne trouve ici un fondement d'une importance capitale. Mais il reste à exprimer cette politique par le moyen d'une organisation révolutionnaire capable de dresser les masses palestiniennes, juives

(1) Nous extrayons ces données chiffrées d'une étude parue en 1976 dans la revue « sioniste de gauche » *Khamsin* publiée chez Maspéro et qui a le mérite de ne pas tenter de masquer la réalité économique et sociale actuelle en Israël.

et arabes, contre le sionisme, pour la nation palestinienne à constituer.

Néanmoins l'élément le plus significatif est constitué par la chute de l'immigration juive vers Israël et les chiffres, alarmants pour l'Etat sioniste, de l'émigration hors d'Israël ainsi que de la « qualité » de ces nouveaux émigrants qui ont perdu leurs illusions à l'égard du sionisme.

Dans les années 1971-1973, Israël a reçu en moyenne 40 000 immigrants par an. Mais ceux-ci ont diminué de 50 % en 1974-1975 et la tendance s'accroît. Le plus significatif, c'est que l'émigration (départs d'Israël) représente entre 20 et 33 % de l'immigration, ce que les partis sionistes considèrent comme une « hémorragie sérieuse ». Plus grave, « les personnes nées en Israël désirent davantage partir que les immigrants ». Comme l'accroissement de l'émigration va de pair avec le fléchissement de l'immigration, l'auteur de l'étude citée conclut à la « faillite du sionisme » dans les masses et ajoute : « Le mythe de la solution ultime que symbolisait le sionisme s'est évanoui ».

UN STATU-QUO GROS DE CONTRADICTIONS DANGEREUSES

C'est dans une telle situation que, tant les gouvernements Meir puis Rabin, que celui de Begin s'acharnent avec becs et ongles à conserver leur contrôle sur les territoires conquis en 1967 et tout particulièrement la Cisjordanie. On comprend dès lors que ce sont les fondements mêmes de son existence que l'Etat d'Israël a conscience de jouer dans la négociation du plan de paix américain. Comme l'écrit encore l'étude que nous citons :

« En Israël, la pression des Etats-Unis pour la restitution des territoires occupés crée une atmosphère d'appréhension et de crise. »

D'où la politique du gouvernement israélien en Cisjordanie qui tente d'implanter des colonies juives et qui, à chaque fois, rencontre l'opposition de l'impérialisme américain qui ne peut laisser faire sous peine de voir l'instabilité sociale et politique s'approfondir dans toute la région. Or l'Etat sioniste semble bien décidé à ne pas se déssaisir du contrôle de la Cisjordanie, conscient qu'il est de l'extrême fragilité de ses fondements actuels. Se retirer entraînerait inéluctablement un flot d'émigrants hors d'Israël qui risquerait de mettre en cause les bases mêmes de l'Etat. Par ailleurs, la bourgeoisie sioniste sait d'expérience qu'elle ne peut rien bâtir de solide dans le cadre des frontières d'Israël de 1967, d'un territoire géographiquement incohérent et non viable quant à la possibilité de stabiliser, sur la base de l'expropriation économique et politique du peuple palestinien, une entité qui, artificielle par nature, ne peut constituer la base d'une « nation israélienne » laquelle ne saurait avoir aucun fondement historique.

La seule politique, pour le gouvernement de Jérusalem, c'est donc le maintien du statu-quo. Mais c'est précisément ce qui devient de plus en plus impossible. Le statu-quo est gros de contradictions dangereuses pour tout le Moyen-Orient. Si les masses palestiniennes ont été écrasées au Liban en 1976, la lutte du peuple palestinien qui s'appuie sur les aspirations anti-impérialistes de dizaines de millions de travailleurs des pays arabes n'a pas cessé. Sur le fond, Carter, Begin, le roi Hussein et Sadate sont bien d'accord : l'ennemi fondamental, au Moyen-Orient, ce sont les masses laborieuses. En 1970, elles ont menacé la monarchie hachémite et ont détruit l'Etat bourgeois libanais en 1975-1976. Même si la contre-révolution triomphe momentanément à Amman et à Beyrouth, c'est au tour de l'Egypte d'être menacée par la plus formidable crise économique, sociale et politique de son histoire.

La précipitation de Sadate pour conclure à tout prix la paix avec Israël s'explique par une tentative désespérée de la bourgeoisie égyptienne de faire face au gouffre ouvert devant elle. Si le « plan Carter » menace à terme Israël de désintégration, la non conclusion de la paix entre l'Egypte et Israël menace le régime bourgeois du Caire d'une explosion révolutionnaire dont les émeutes de janvier 1977 ont été le signe précurseur.

APRES LA JORDANIE ET LE LIBAN, LA POUDRIERE, C'EST L'EGYPTE

La guerre d'octobre 1973 n'a rien réglé pour la bourgeoisie égyptienne. L'état actuel de ni guerre, ni paix entraîne un fantastique effort militaire de la part d'une industrie arriérée. Le « Financial Times » du 1^{er} août 1977 note que tant qu'on n'aura pas établi la paix au Moyen-Orient, « les dépenses militaires (de l'Egypte) continueront d'absorber 25 % du revenu national, plus de 40 % du budget et jusqu'à 50 % des rentrées en devises fortes ». D'autres études indiquent que « l'Egyptien moyen aurait versé 66 % de ses revenus annuels pour la défense de la cause arabe » (« Maghreb-Machrek », avril-juin 1977, p. 12).

La crise économique est arrivée depuis quelques années à une impasse qu'illustre le fait que « la dette extérieure égyptienne était estimée au début de l'année 1977 à quelque 12 milliards de dollars, soit presque autant que le produit national brut » (Conjoncture, oct. 1977).

Le « Financial Times » souligne que l'économie égyptienne est de ce fait entraînée, ces dernières années, dans un « cycle infernal » qui la contraint à sacrifier les investissements productifs à long terme pour rembourser les dettes à court terme. Le

même organe de l'impérialisme rapporte :

« L'ouverture à l'Ouest de l'économie et les problèmes posés par le remboursement des dettes ont eu comme corollaire que des tiers ont acquis un droit de regard de plus en plus étendu sur la gestion de l'économie égyptienne, notamment le FMI et le Groupe Consultatif. Mais il y a loin, semble-t-il, entre ce qu'attend le FMI et ce que l'Egypte peut accomplir, sur le plan économique ou politique. La question des subventions, par exemple, a eu des répercussions considérables. Leur suppression pour les biens de première nécessité en janvier dernier, à la demande du FMI a été la cause directe des pires émeutes que l'Egypte ait connues depuis l'époque du roi Farouk. »

Le gouvernement Sadate, sur ordre de l'impérialisme, entendait appliquer la « vérité des prix », c'est-à-dire faire payer la dette de l'Egypte par les masses déjà misérables. Il faut savoir que dans ce pays le prix du pain est resté le même depuis 1939, que celui des transports n'a pas changé depuis 1948, que les principales récoltes sont achetées à prix fixés par le gouvernement qui commercialise la production. La « vérité des prix » consistait d'ailleurs, le 17 janvier, en l'annonce d'une augmentation de 16 % du prix du riz, de 3,3 % du sucre, de 31 % de l'essence, de 12 % des cigarettes et de 46 % des bonbonnes de butane. « Une économie assez dérisoire » note la revue « Maghreb-Machrek » (p. 11).

Mais les décisions brutales du gouvernement Sadate vont provoquer les 18 et 19 janvier deux journées d'émeutes dans toute l'Egypte. C'est directement contre l'appareil répressif de l'Etat que se dirigent les masses de travailleurs misérables aux cris de « pas de libéralisation sans

pain ». Au Caire, les centraux de télécommunication, les casernes de pompiers et les commissariats de police connaissent des actes de sabotage ; les manifestants s'en prennent aux hôtels, aux bâtiments publics et au ministère de l'Intérieur ; les accrochages sont violents dans certains quartiers populaires entre jeunes ouvriers, étudiants et policiers. Mais les mêmes soulèvements se produisent, en même temps, dans tout le pays. A Alexandrie, les émeutiers mettent le feu au bâtiment de l'Arsenal et au siège de l'Union socialiste arabe. A Suez, ils s'emparent d'un dépôt d'armes et de munitions. A Mansourah, la résidence du gouverneur est mise à sac. La Haute-Egypte (Minieh, Assouan) n'est pas épargnée par la vague.

Dans l'après-midi du second jour d'émeute, le gouvernement, pour la première fois depuis 1952 (date du putsch des « Officiers libres » de Nasser contre la monarchie de Farouk) doit faire appel à l'armée. C'est que la résidence de Sadate elle-même est sur le point d'être incendiée par les manifestants. Ce même jour, tout en instaurant un sévère couvre-feu (également le premier depuis l'abolition de la monarchie), Sadate décide de suspendre la majoration des prix. La vague d'insurrections spontanées ne s'est pas dénouée en crise révolutionnaire ouverte. Mais pour la bourgeoisie égyptienne, l'alerte a été très chaude.

Comme l'écrit la revue « Maghreb-Machrek » :

« En fait, les classes défavorisées, c'est-à-dire la majorité de la population, recrutées de misère et de privations, éprouvent depuis longtemps les plus grandes difficultés à assurer leur survie. La suppression des subventions a fait déborder le vase. La restitution de leurs biens aux classes les plus aisées et la politique de libéralisation n'a fait que creuser l'écart entre les revenus, d'autant que la bour-

geoisie s'est empressée d'utiliser la nouvelle politique à des fins personnelles (...). La thèse soutenue par le gouvernement d'un « complot » visant à renverser le régime prouve à quel point celui-ci s'est senti menacé. » (P. 10.)

Tous les organes sérieux de la presse mondiale le soulignent : le gouvernement Sadate n'a aucun moyen de résoudre les problèmes économiques « de nature endémique » que connaît l'Egypte. L'agriculture, la base même du pays, reste « un secteur négligé ». L'énorme bureaucratie d'Etat qui a proliféré à l'époque de Nasser refuse que l'on touche au moindre de ses privilèges. Et, chaque année, un million de bouches nouvelles sont à nourrir. Comme le dit sans enthousiasme le « Financial Times » déjà cité :

« C'est une entreprise désespérante à bien des égards. Les milieux officiels se sont résignés à la perspective de voir l'Egypte doubler sa population au cours des trente prochaines années et espèrent contre toute vraisemblance que l'économie se transformera de manière suffisamment rapide pour modifier les comportements. »

C'est l'échec sur tous les plans, économique, social, démographique. Et le même journal bien informé de conclure :

« Les insuffisances de la politique égyptienne portent en elles des germes de troubles sociaux graves pour l'avenir. »

LE VOYAGE DE SADATE EN ISRAEL...

A quoi aurait servi toute la politique que l'impérialisme américain, avec l'aide active de la bureaucratie du Kremlin, la collaboration plus ou

moins directe, plus ou moins ouverte des dirigeants des Etats féodaux-bourgeois arabes, de « gauche » ou de droite, menée depuis des années pour « stabiliser » la situation au Moyen-Orient et imposer la « pax americana », à quoi aurait servi l'écrasement militaire des masses palestiniennes et libanaises au Liban par la Syrie, si le régime de Sadate s'effondrait et que s'ouvre une crise révolutionnaire en Egypte ? L'impérialisme américain doit conforter le régime de Sadate, éviter son effondrement, qui remettrait tout en cause au Moyen-Orient.

La véritable question est politique : comment les Etats arabes féodaux bourgeois, Israël et l'impérialisme américain sont-ils en mesure de stabiliser les rapports politiques et sociaux terriblement instables et explosifs dans tout le Moyen-Orient ? Si tous sont d'accord pour qu'un consensus soit dégagé sur la base de l'écrasement du mouvement de libération nationale du peuple palestinien, cette condition nécessaire pour la réaction, n'est cependant pas suffisante. Depuis la guerre d'octobre 1973, chaque bourgeoisie arabe fait pression pour arracher le maximum de concessions de la part d'Israël sans vouloir remettre l'Etat sioniste en question. Les retraits territoriaux du Golan et du Sinaï de la part d'Israël sont dérisoires. L'impérialisme américain, soutenu sans réserves par la bureaucratie du Kremlin entend procéder à une nouvelle répartition des responsabilités du maintien de l'ordre au Moyen-Orient entre Israël et les pays arabes.

Mais en quatre ans, la Conférence de Genève n'est toujours pas parvenue à être réunie. Plus la situation pourrit et plus des risques d'explosion révolutionnaire (Egypte) sont grands au Moyen-Orient. D'autre part, l'Etat sioniste qui se sait d'une extrême fragilité craint par dessus tout qu'un retrait du Sinaï, du Golan, mais surtout de la Cisjordanie, n'entraîne le début de sa propre dislo-

cation. C'est dans cette situation bloquée que Sadate décide de se rendre à Jérusalem, reconnaissant de facto l'Etat d'Israël.

En Egypte, le gigantesque appareil de propagande nassérien chante les louanges de « l'homme de la paix » ; les « mass media » de tous les pays capitalistes sont mobilisés pour suivre, vanter, célébrer la « rencontre historique » entre Sadate et Begin : de toute évidence Sadate se rend en Israël et Begin le reçoit en grande pompe en plein accord avec l'impérialisme US. En échange de cette reconnaissance de fait de l'Etat d'Israël, de Jérusalem comme capitale de cet Etat, Sadate espère obtenir d'importantes concessions. Mais lesquelles ? Une fois encore c'est la quadrature du cercle : évacuer le Sinaï ne suffit pas. La constitution d'un Etat palestinien croupion en Cisjordanie est inacceptable pour Israël, elle entraînerait la désagrégation de cet Etat compradore artificiel. Tout ce que Sadate obtint c'est un accord d'Israël pour participer à une Conférence au Caire, dont il fit officiellement la proposition le 26 novembre, et à laquelle étaient invités la Syrie, le Liban, la Jordanie, l'OLP, l'URSS et les USA, l'ONU.

... ET SES SUITES

Mais, à l'initiative du colonel Kadhafi, chef de l'Etat lybien, se réunit à Tripoli à partir du 2 décembre une Conférence des pays arabes dont les gouvernements dénoncent « la trahison de Sadate » : Lybie, Irak, Algérie, Yemen du Sud, et les représentants de l'OLP. L'accord ne règne pas entre les participants : chacun vise ses propres objectifs, condamne Sadate tout en étant éventuellement pour négocier sur le dos du peuple palestinien avec Israël, sous l'égide des USA et du Kremlin. Le communiqué final con-

damne bien entendu « une haute trahison perpétrée contre le peuple égyptien, ses forces armées ainsi que contre la nation arabe » ; l'OLP est considérée comme la seule représentation légitime du peuple palestinien ; les Etats arabes sont invités à adopter des mesures pratiques à l'encontre de l'Egypte, à suspendre tout soutien politique et matériel à l'Egypte. Mais ce qui est hautement significatif, le communiqué appelle tous les gouvernements et peuples arabes à aider économiquement, financièrement et militairement la Syrie, considérée désormais comme le principal Etat de la confrontation et la principale base de résistance face à l'ennemi. Enfin la Syrie et l'OLP constituent un « front unifié » pour résister à Israël, front auquel se joignent les Républiques d'Algérie, du Yémen du Sud et la Lybie, noyau d'un front arabe pour résister et affronter l'ennemi sioniste.

On ne saurait être plus cynique et plus clair à la fois.

La Syrie d'Assad qui a saigné le peuple palestinien et le peuple libanais, écrasés sous l'occupation militaire, devient le bastion de la lutte contre le sionisme et pour l'indépendance du peuple palestinien, elle constitue un « front uni » avec l'OLP ! L'Irak a refusé de signer ce communiqué et a publié son propre communiqué qui demande « le retrait des forces syriennes du Liban ». La bureaucratie du Kremlin a apporté son soutien à la Conférence de Tripoli. Comme les participants à cette conférence, elle a refusé de participer à la Conférence du Caire. Le roi de Jordanie lui-même, prudemment, refusait d'y participer. L'Egypte rompt ses relations diplomatiques avec les participants à la Conférence de Tripoli. A la Conférence du Caire, ne participeront finalement que l'Egypte, Israël, les USA, et un représentant de l'ONU. Mais ce n'est pas là que se discutent les vrais problèmes.

Avant la Conférence du Caire, Begin se rend à Washington qui reste en contact constant avec le gouvernement égyptien et c'est là qu'au début décembre il rend public « son plan de paix » que Carter juge insuffisant. La Conférence du Caire ne jouera aucun rôle : une nouvelle rencontre Begin-Sadate est aménagée pour les 25 et 26 décembre à Ismailia. Le « plan de paix » de Begin servira de base à l'ouverture de la Conférence d'Ismailia ; s'il fait quelques concessions par rapport au « plan Begin » de juillet, il ne change rien sur le fond. Même au Sinaï, qu'Israël envisage de rendre à long terme à l'Egypte, il est prévu que l'Etat sioniste conservera des « bases militaires stratégiques » que les colonies juives installées depuis 1967 resteront en place, protégées par l'armée israélienne. Mais, à propos de la Cisjordanie, le maximum de concessions auxquelles Begin consent est d'en faire une sorte de territoire à statut. Au bout de cinq ans, l'administration militaire (israélienne) serait supprimée et remplacée par un conseil d'administration civil. Une force de police locale serait constituée, toutefois la sécurité extérieure et intérieure resterait assuré par l'armée israélienne. Une commission israélo-palestinienne étudierait les questions d'immigration et d'émigration dans les territoires autonomes, étant entendu que les juifs pourraient disposer du droit illimité de s'installer en Judée-Samarie (Cisjordanie). C'est sur cette base que l'Etat sioniste demande à l'Egypte de signer un traité de paix.

La Conférence d'Ismailia s'est soldée par un échec. Il ne fut même pas possible à Sadate et Begin de rédiger un communiqué commun. Sans aller jusqu'à la constitution d'un Etat croupion palestinien, l'impérialisme américain s'efforce d'obtenir d'Israël quelque chose qui ressemble à des concessions. Les positions du roi de Jordanie, plus encore que

de l'Arabie Saoudite, qui rejettent le plan israélien, ne laissent aucun doute à ce sujet. L'impérialisme US a besoin de ces concessions pour que le régime de Sadate miné ne s'effondre pas, Israël dépend totalement de lui, et pourtant il ne les obtient pas. C'est vraiment que l'enjeu apparaît aux dirigeants de l'Etat juif entre la vie et la mort. Les débats au parlement israélien sur le « plan de paix » israélien en témoignent. A l'intérieur même du gouvernement les discussions entre Israël, l'Egypte et l'impérialisme US, y compris sur le terrain où elles se situent, sèment la division. L'angoisse d'avoir à faire des « concessions » transparait cruellement. Dayan a déclaré au parlement israélien :

« Le projet d'auto-gouvernement de la Cisjordanie impliquait la présence dans ces territoires de l'armée israélienne, qui veillerait à ce qu'aucune velléité d'indépendance d'un Etat palestinien ne puisse se manifester, une fois que les Cisjordanais auraient obtenu l'auto-gouvernement. »

Sur quoi Begin aurait exprimé son vif mécontentement et déclaré :

« Est-ce ainsi que doit s'exprimer un ministre des affaires étrangères. »

L'impossibilité d'une solution durable au Moyen-Orient n'a jamais été aussi fortement soulignée qu'à la suite du voyage de Sadate à Jérusalem qui devait débloquer la situation et marquer l'aurore de la paix dans cette région du monde.

C'est ce que comprend parfaitement la bureaucratie du Kremlin qui, la main dans la main avec l'impérialisme US prépare la ligne de repli que serait la reprise de la Conférence de Genève, et c'est pourquoi Brejnev, le 24 décembre, s'en prenait à Sadate qu'il accusait de « torpiller la conférence de Genève ».

Brejnev est très conscient que le voyage à Jérusalem de Sadate a été entrepris et organisé sous les instances de l'impérialisme US et avec sa propre contribution, par bureaucratie roumaine interposée (au parlement israélien, Begin a remercié à deux reprises « le président Ceausescu pour le rôle capital qu'il a joué dans la réussite de la rencontre entre le Premier ministre d'Israël et le Président Sadate » écrit « Le Monde » du 30-12-1977). Et Brejnev a réaffirmé la nécessité d'appliquer dans la région la résolution américano-russe du 1^{er} octobre, c'est-à-dire la présence des troupes US, sous le camouflage de l'ONU, sur le terrain. La politique du Kremlin, tout comme les positions des participants à la Conférence de Tripoli, couvrent les arrières de l'impérialisme US.

SEULE LA REVOLUTION PROLETARIENNE...

Dans ces conditions, on comprend que la seule issue réaliste, pour les masses de toute la région, ne saurait être que la lutte indépendante pour imposer leurs solutions à elles. L'impérialisme, au Moyen-Orient, s'est engagé depuis trente ans sur une voie qui risque de conduire à l'explosion révolutionnaire. Israël est l'un des instruments garants de l'ordre impérialiste dans la région. Mais Israël, sans les territoires occupés depuis 1967, risque de se disloquer. D'un autre côté, les bourgeoisies des Etats arabes sont prêtes à reconnaître Israël à condition toutefois de concessions substantielles à leur égard de la part de l'Etat sioniste.

C'est dans une telle situation, nous l'avons analysé (voir « La Vérité », n° 575, de février 1977), que la lutte de libération nationale du peuple palestinien qui ne peut aboutir que par la destruction conjointe de l'Etat sioniste instrument direct de l'impérialisme et celle des Etats bourgeois-

féodaux arabes, principalement de la monarchie jordanienne, pose dans les faits la question de la révolution prolétarienne. En Jordanie, en 1970, puis au Liban, en 1975-1976, c'est par la méthode de la lutte révolutionnaire contre l'Etat et les classes dominantes que les masses palestiniennes se sont dressées pour défendre leur droit à l'existence nationale. A deux reprises, essentiellement par la politique de la direction de la résistance palestinienne qui, à chaque fois que l'Etat bourgeois (jordanien, libanais) était en danger, a empêché les masses de lutter pour leur propre pouvoir, à deux reprises le mouvement révolutionnaire des masses palestiniennes a été brisé. Néanmoins, tous les problèmes demeurent pour l'impérialisme et les classes dominantes de la région.

Trop de concessions de la part de la bourgeoisie égyptienne à l'égard d'Israël risquent de mettre le feu aux poudres en Egypte même. En Syrie, la dictature militaire de Assad ne demande également qu'à faire la paix avec Israël. Mais là aussi la dictature est rongée de contradictions. Par ailleurs, malgré la terrible défaite du Liban, le peuple palestinien existe toujours et cherche à nouveau à rassembler ses forces.

Ce que démontre donc, tant la guerre civile au Liban que les tentatives des bourgeoisies arabes par la suite, c'est la faillite totale du nationalisme panarabe et de chaque bourgeoisie en particulier, leur inca-

pacité à régler les problèmes clés du Moyen-Orient : la paix, la terre, la question nationale palestinienne. Seules les masses laborieuses, les prolétariats d'Egypte et de Syrie, alliés aux masses palestiniennes en lutte, aux masses juives et arabes pour la nation palestinienne, peuvent régler ces problèmes et faire sortir tout le Moyen-Orient de l'impasse où l'a engagé l'impérialisme. Tout reste néanmoins à faire pour que, du sein de ces prolétariats et du peuple palestinien, surgissent les noyaux militants, les organisations qui se construiront sur la base du programme de la révolution prolétarienne.

Il n'en demeure pas moins que l'histoire met le Moyen-Orient devant l'alternative concrète : ou un pas de plus vers la barbarie (une nouvelle guerre ou même le maintien du statu quo) ou la solution de ses problèmes brûlants par la méthode de la révolution prolétarienne. On ne peut dire encore combien de temps les manœuvres diplomatiques entre l'Egypte et Israël permettront de retarder les échéances. Ce qui n'en demeure pas moins la réalité, c'est que ces manœuvres elles-mêmes ne peuvent se développer que dans un cadre entièrement pourri. Le Moyen-Orient est comme une vase fêlée : la moindre secousse peut le briser en mille morceaux.

Jacques Meyrand,
31 décembre 1977.

OPHES AP



QUAND LE DIRECTEUR
DU JOURNAL « LE MONDE »
DEMONTE

QUE LE PCF EST INDISPENSABLE
AU MAINTIEN DE L'ORDRE BOURGEOIS

Monsieur Fauvet historien

(1ere partie)

par Stéphane JUST

Jacques Fauvet, « en collaboration avec Alain Duhamel », vient de faire paraître une nouvelle édition de son Histoire du PCF, la première édition étant parue en 1964. En toute humilité, dès la préface, il avertit le lecteur :

« Il y a sans doute beaucoup d'imprudence, sinon quelque impudence, à écrire une histoire essentiellement politique du Parti communiste français. Si l'auteur est communiste, son devoir est de s'en tenir aux versions officielles et parfois successives du parti. Si, après avoir eu la foi, l'auteur ne l'a plus, il est porté à l'excès opposé, brûlant ce qu'il avait adoré, tombant d'autant plus bas dans l'attaque qu'il était monté plus haut dans la hiérarchie. »

Quand à ceux qui n'ont jamais été membres du PCF, il leur faut non seulement de l'imprudence, ou de l'impudence, mais de la témérité :

« Plus redoutable est la situation de celui qui, n'étant ni d'un côté, ni de l'autre, n'ayant aucune attache, même intellectuelle, présente ou passée, avec

le Parti communiste, s'expose à n'être compris ni des orthodoxes, ni des hérétiques. Les zéloteurs le jugeront bien sévère, les adversaires l'accusant d'être trop indulgent. »

D'autant que :

« Difficile, l'histoire du PCF l'est aussi faite d'une connaissance complète de la structure et des transformations de la classe ouvrière qui ne se confond pas avec le Parti communiste, de l'évolution des conditions économiques et sociales qui ne suffisent pourtant pas

M. Jacques Fauvet, « historien » du PCF, et le stalinien de toujours, Georges Cogniot, à l'émission télévisée « Apostrophes », le 7 octobre 1977. (Gamma.)

à l'expliquer, puisqu'il est à la fois l'héritier, mais non le seul, de la tradition socialiste ou simplement républicaine française et l'un des rejetons de la double révolution bolchevique et stalinienne. Le parti a pu tout à la fois, selon ses hommes et ses alliances, se réclamer de 1789 et de la Commune, de 1917 et de Staline.»

Les difficultés ne s'arrêtent pas là :

« A cette ambivalence d'un parti ouvrier d'un type nouveau, et d'une famille politique traditionnelle, s'ajoute justement celle d'un parti français et d'une section d'une internationale dont les luttes internes, les entreprises extérieures et les erreurs n'ont pu que se refléter directement dans sa section française. Or, on connaît mal l'histoire, du moins contemporaine, de cette Internationale dont les luttes internes, les entreprises extérieures et les erreurs n'ont pu que se refléter directement dans sa section française. »

UNE TACHE DIFFICILE MAIS IMPERIEUSE

Tout ou presque tout manque pour faire cette « histoire politique » (mais pourquoi ce pléonasme ? Comment une telle histoire ne serait-elle pas politique ?), affirme Fauvet :

« Ce ne sont pas seulement les sources indispensables à la connaissance qui manquent, c'est le recul nécessaire au jugement. Le fait que ce jugement varie beaucoup selon les époques, même pour les épisodes les plus anciens, ne retire rien à la prudence de l'historien. »

M. Jacques Fauvet est directeur du journal « le Monde ». Il n'est pas historien de métier. Selon ses dires, il ne connaît rien ou pas grand-

chose à l'histoire du PCF. Certes, à certains hommes la lumière vient du ciel et, pour eux, la révélation remplace la connaissance. M. Jacques Fauvet a donc d'impérieuses raisons pour entreprendre une tâche si redoutable. Lesquelles ?

« Le jugement (de Fauvet) variant selon les époques », répondre à cette interrogation exige de chercher en partant de l'époque actuelle ou plus exactement de la période actuelle. La lecture de son livre révèle la raison du pléonasme « histoire politique ».

M. Jacques Fauvet poursuit une fin politique précise : il veut prouver à sa clientèle, clientèle du « Monde » bien pensante, petite-bourgeoise, éclairée, un tantinet de gauche mais féroce contre-révolutionnaire, ce que le capital financier sait d'expérience depuis longtemps — si le PCF n'existait pas, la bourgeoisie devrait l'inventer.

Un peu plus tôt, un peu plus tard, la crise de la bourgeoisie française débouchera sur une crise révolutionnaire. L'Union de la gauche freine la marche à la crise révolutionnaire. Lorsqu'elle éclatera néanmoins, lors de la crise révolutionnaire, elle se transformera en révolution prolétarienne ouverte, l'Union de la gauche sera l'ultime barrage protégeant la société et l'Etat bourgeois. Or, le PCF est le pilier de l'Union de la gauche. En 600 pages, M. Jacques Fauvet entend démontrer, et à notre avis démontre, que l'originalité de « l'histoire du PCF » fait de ce parti l'instrument indispensable à la bourgeoisie contre la révolution prolétarienne qui se prépare. A ce titre, ce livre a quelque intérêt pour les militants révolutionnaires.

Examinons quelques-uns de ses passages les plus importants.

Fauvet nous le dit : le PCF est né d'un croisement immoral.

« Le PCF est né à Tours, le 30 décembre 1920, à 3 heures du matin. Sa mère avait quinze

ans ; son père, venu de l'Orient, terre des prodiges, était plus jeune encore.»

AU TEMPS OU LE PCF FAILLIT MAL TOURNER

Sa mère, c'était la Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO) qui, réunissant l'ensemble des courants socialistes, s'était constituée en 1905, au congrès du Globe, à Paris. Son père était un jeune mais monstrueux prodige oriental : la révolution d'Octobre 1917, née au forceps — « Lénine mit le feu à la Sainte Russie ». « Rarement, génération fut aussi peu spontanée », écrit Fauvet, longtemps le jeune parti devait être marqué par les tares d'origine paternelle :

« Sa fidélité inconditionnelle à l'Union soviétique lui vaudra plus d'une fois la prison et l'incompréhension du plus grand nombre. »

Par contre, il hérita de sa mère d'une grande force vitale :

« Sa filiation socialiste lui permettra de s'implanter durablement dans le pays et de survivre à bien des épreuves. »

Heureusement car, ainsi que nous le verrons plus loin, aux environs de la cinquantaine, ses qualités d'origine maternelle lui permettront de surmonter ses tares d'origine paternelle. Le ton de M. Jacques Fauvet se veut plaisant, voire léger. La peur et la haine de la révolution d'Octobre, cette barbare venue d'Orient, née au forceps, marquent chacune de ses phrases, chacun de ses mots.

Oh horreur, le PCF faillit, en sa prime jeunesse, définitivement mal tourner : entendez devenir un authentique parti communiste.

« Le nouveau parti n'a pas sept mois qu'il reçoit sa première correction des mains de Trotsky. Ce ne sera pas la der-

nière : lettres, messages, délé-gations, résolutions venues de l'Internationale le ramèneront, ou l'amèneront, dans le droit chemin, celui de Moscou. Non sans de nouveaux déchirements.

« Victime du tempérament français qui se plie mal à la férule des circonstances qui vont imposer un changement de ligne à l'Internationale communiste, le parti l'est plus encore de l'équivoque qui a présidé à sa naissance. »

L'équivoque, si équivoque il y avait, venait uniquement de ceux qui croyaient pouvoir formellement souscrire aux positions de principe de la III^e Internationale, aux vingt et une conditions, et, dans la plus pure tradition social-démocrate, agir de tout autre façon. Nous l'avons vu, M. Jacques Fauvet estime dans sa préface qu'une des difficultés d'écrire une « Histoire du PCF » vient de ce qu'il a été membre de la III^e Internationale et qu'il n'est pas facile de savoir ce qui se passait à l'intérieur de l'IC. Sans être historien, et encore moins directeur politique du journal « le Monde », en ce qui concerne les premières années du PCF, et plus particulièrement ce moment précis des rapports entre l'IC et le PCF, qu'il nous permette de lui indiquer une excellente source, le livre « le Mouvement communiste en France », dont les textes sont choisis et présentés par Pierre Broué, véritable historien, lui, parce qu'authentique militant communiste.

En voici une citation, une lettre rédigée par Léon Trotsky au nom du comité exécutif de l'IC et adressée au comité directeur du Parti communiste :

AU COMITE DIRECTEUR

Chers camarades,

Le comité exécutif de l'Internationale communiste a décidé d'envoyer au Parti communiste français, en plus de la lettre officielle et publique adressée au congrès de Marseille, une lettre confidentielle

pour attirer son attention plus spécialement sur certaines questions importantes.

Depuis le voyage de notre délégué à Paris, une situation nouvelle s'est développée au sein du parti ; si le comité directeur n'intervient pas avec décision et fermeté, elle provoquera une crise grave.

Le *Journal du peuple* qui, dès le congrès de Tours, et durant le cours de toute cette première année, fut le refuge des membres du parti qui regrettaient le départ des opportunistes et pleurent la scission, mène depuis quelques semaines, sous la plume de son directeur et de certains de ses collaborateurs membres du parti, une campagne de plus en plus nettement dirigée contre le comité exécutif de l'Internationale communiste et contre le communisme et ses principes essentiels.

Les résolutions votées par le comité exécutif, celles en particulier qui concernent le contrôle de la presse, sont représentées, au mépris de la vérité, comme les *oukases de Souvarine*. La délégation française du III^e congrès et le comité directeur savent pourtant que ces résolutions concernant le parti français ne sont pas des *oukases* mais des propositions soumises au parti, en accord complet avec l'unanimité de la délégation, et que le comité exécutif est toujours prêt à discuter et, de fait, a discuté par l'organe d'Humbert-Droz avec la direction du parti.

Pourquoi la délégation, rentrée de Moscou, qui sait dans quelles conditions furent votées ces résolutions, pourquoi le comité directeur qui est au courant de ces faits, n'ont-ils pas immédiatement arrêté la campagne déloyale de Fabre, non pas en lui imposant silence, mais en publiant seulement une mise au point qui, en rétablissant les faits, enlevait à Fabre la possibilité de continuer cette campagne à la grande joie du *Populaire* et des adversaires du parti et du communisme ?

La passivité du comité directeur, le silence de la délégation devant la campagne du *Journal du peuple* nous paraissent d'autant plus déplorables que nous venions d'attirer fraternellement l'attention du parti sur le retard apporté par lui à établir son contrôle sur la presse non officielle et sur le manque de fermeté de sa direction.

Encouragé par ce silence du comité directeur, le *Journal du peuple* a engagé la lutte contre d'autres propositions, en particulier contre la création d'une direction plus ferme et mieux organisée. Il propage des idées de plus en plus nettement hostiles à l'exécutif et aux principes essentiels du communisme. Nous demandons au comité directeur qu'il sorte de cet incompréhensible silence et qu'il fasse front contre la tendance qui se constitue autour du *Journal du peuple*.

Nous espérons que les opinions qui sont exprimées contre la politique de la III^e Internationale sont celles de personnalités qui seront rappelées à la discipline, mais si le comité directeur laisse accréditer les légendes et ne réagit pas contre cette campagne, le *Journal du peuple* finira par créer une véritable tendance opportuniste au sein du parti. Le fait que Fabre lie cette campagne, dirigée en réalité contre l'exécutif, à une propagande non moins systématique en faveur du bloc des gauches montre quel est le caractère de cette politique, nettement anticommuniste.

Nous ne vous cachons pas non plus l'impression pénible qu'a produite la lenteur avec laquelle vous traitez le cas de Brizon et de *la Vague*. Tandis que les jeunes, accusés de relations avec P. Meunier, étaient exclus en vitesse, le cas Brizon traîne depuis des mois, dans une procédure sans fin de la commission des conflits. Il est nécessaire qu'un parti révolutionnaire agisse avec plus de rapidité pour se purifier des

éléments qui minent son énergie et jettent le désarroi dans ses rangs. Si le cas de Brizon avait été liquidé avec plus de promptitude et d'énergie, il est probable que Fabre eût hésité à continuer et à accentuer sa campagne.

Une même situation est créée par le vote de la motion restreignant les pouvoirs du représentant de la France à l'exécutif. Comme en ce qui concerne la campagne du *Journal du peuple*, à travers une question personnelle on touche à un principe important de l'organisation de l'Internationale. Le président a voté à ce sujet une résolution spéciale que vous avez déjà reçue. Elle indique clairement notre pensée. Comme dans la question du *Journal du peuple*, nous n'entendons nullement prendre position dans des luttes personnelles, mais nous entendons empêcher que, sous le couvert des polémiques et des luttes personnelles, on attaque la politique ou l'organisation de l'Internationale communiste.

Si tous les partis voulaient appliquer à leur représentant à l'exécutif la motion qui doit limiter les pouvoirs des délégués français, le travail de l'exécutif serait rendu absolument impossible.

Nous répétons encore une fois : pour nous, il ne s'agit pas des personnes. Ce n'est pas nous, c'est vous qui avez désigné le camarade Souvarine comme représentant du parti français. Si vous désirez un autre représentant, vous pouvez l'avoir quand vous voulez. Cela ne dépend que du parti français. Si nous avons nommé le camarade Souvarine membre du présidium de l'exécutif, nous l'avons fait essentiellement par déférence à l'égard du parti frère de France. C'est vous qui désignez la personne du représentant. Nous avons appris tout à fait officiellement par le rapport de votre deuxième représentant, le camarade Bestel, que votre comité directeur a

pleine confiance dans le camarade Souvarine et qu'entre vous et votre représentant, le camarade Souvarine, il n'existe aucune divergence d'idées politiques. Autant qu'on peut suivre d'ici les luttes à l'intérieur du parti français, nous voyons que la ligne de conduite juste contre les demi-réformistes est représentée par Loriot à Paris et par Souvarine à Moscou. Nous espérons que le comité directeur, dans son ensemble, mènera la même lutte contre les demi-réformistes. Les questions personnelles ne jouent ici aucun rôle.

En ce qui concerne la question du présidium, ou, plus exactement, d'une « direction politique » au sein du comité directeur, nous regrettons que le comité directeur lui-même n'ait pas proposé une réorganisation du centre dans le sens d'une direction politique plus ferme. D'après le compte rendu sténographique de la séance que notre représentant a eue avec un certain nombre de camarades du comité directeur, il ressort que tous les camarades présents étaient d'accord avec notre proposition. Pourquoi, dès lors, n'en pas faire une proposition collective du comité directeur au congrès ? Pourquoi laisser présenter cet important problème comme une initiative personnelle de quelques membres du comité directeur ?

Cette question d'une direction politique du parti est extrêmement importante pour notre section française et nous sommes étonnés que le comité directeur ait laissé ridiculiser cette idée par le *Journal du peuple* sans la défendre énergiquement devant la pensée du parti.

D'une façon générale, le comité directeur ne se soucie pas assez de saisir lui-même l'opinion du parti pour l'orienter et laisse trop souvent des adversaires présenter sous un jour défavorable et déformer quelquefois les problèmes qui doivent être résolus par le parti.

Il en résulte souvent un désarroi qui nuit à la pensée et à l'action du parti.

Nous prions le nouveau comité directeur d'envisager et de résoudre les questions restées pendantes devant l'ancien et de répondre à notre lettre et à nos suggestions sans attendre l'envoi d'une délégation à Moscou.

Recevez, chers camarades, nos fraternelles salutations.

MENSONGES, TRUQUAGES, FALSIFICATIONS...

Mais, au lieu d'avoir recours et éventuellement de citer les textes que chacun, s'il s'intéresse à l'histoire du PCF, peut trouver, Jacques Fauvet estropie les propositions de la direction de l'IC au congrès de Marseille (décembre 1921). Ainsi affirme-t-il : « Première requête : un bureau de cinq membres doit être nommé au sein du comité directeur », en omettant l'argumentation de la direction de l'IC qui écrit en sa lettre publique au congrès de Marseille :

« Il est nécessaire qu'à partir de Marseille, la direction du parti soit beaucoup plus ferme et devienne une réelle direction politique, contrôlant la presse, l'inspirant, dirigeant le travail parlementaire, prenant position jour après jour dans toutes les questions politiques nationales et internationales. Il nous paraît utile de remettre toutes les petites besognes administratives à un secrétariat administratif, et de nommer au sein du comité directeur un comité directeur de cinq membres au moins dont la tâche essentielle sera cette direction quotidienne de l'activité et de la pensée du parti. »

Fauvet ne se contente pas de triquer, il ment :

« Les syndicats doivent être subordonnés au parti et les

syndiqués soumis à sa discipline », écrit-il.

Or, voici ce que l'IC écrivait à la direction du PCF :

« Le parti communiste, s'il veut être l'avant-garde et l'artisan de la révolution sociale, ne peut se désintéresser des questions syndicales. Il n'y a pas de questions ouvrières qui ne soient siennes. Il faut donc qu'il adopte une ligne de conduite dans les questions d'ordre syndical. Il doit revendiquer hautement devant la classe ouvrière le droit et le devoir de s'occuper activement de ces questions. Il doit réclamer de ses membres qu'ils soient des communistes au syndicat comme au parti (...). Le parti doit également combattre énergiquement les idées anarchistes (...) qui nient le rôle du parti dans l'œuvre révolutionnaire. Clairement, il doit affirmer aussi sa volonté et celle de l'Internationale communiste, qui n'est pas la subordination des syndicats, mais le travail de tous les membres du parti dans l'œuvre, et dans la lutte de la minorité syndicale (...).

« Le syndicat en tant que syndicat ne se soumet pas au parti en tant que parti. Dans ce sens, le syndicat est autonome. Mais les communistes militant au sein des syndicats doivent toujours agir en communistes disciplinés. »

Fauvet écrit encore :

« Troisième exigence : alors que la scission de Tours a été faite par les pacifistes contre les jusqu'au-boutistes, il leur est demandé tout à trac de proclamer la guerre juste et légitime pourvu qu'elle soit révolutionnaire. »

Comme si cette question n'était pas claire après trois années de guerre civile en URSS. Le diabolisme oriental indigne M. Jacques Fauvet :

« Fin 1921, la révolution bolchevique passe de l'offensive à la défensive. Pourtant, le flot révolutionnaire reflue en Europe. Fidèle à sa tactique qu'il a maintes fois définie, Lénine ordonne le repli sur la base de départ que constitue l'Union soviétique. Pour la défendre et la consolider, il faut obtenir la reconnaissance des gouvernements étrangers, et pour ce faire les partis communistes doivent rompre leur isolement. Réaliser le « front unique », s'entendre avec les socialistes pour faire pression sur le gouvernement.

« C'est évidemment le dernier sacrifice d'amour-propre, ou de logique, que l'Internationale peut demander aux dirigeants du parti qui, à peine un an auparavant, ont rompu avec les mêmes socialistes à l'instigation de cette même Internationale. »

Comme il comprend que ces derniers refusent !

Et comme nous comprenons combien l'onction de la phrase est propice à la falsification. La stratégie du front unique n'a rien à voir avec la « reconnaissance du gouvernement soviétique par les gouvernements étrangers ». Elle a été définie aux III^e et IV^e congrès de l'Internationale communiste en vue de mobiliser le prolétariat contre les attaques que la bourgeoisie et ses gouvernements lançaient contre les masses. Les partis communistes — constitués, ayant leur physionomie, leur politique, leur drapeau, leur programme — offrent aux autres partis de la classe ouvrière de combattre ensemble contre les attaques du capital. La stratégie du front unique ouvrier n'est pas contraire mais complémentaire à la constitution en parti indépendant de l'avant-garde révolutionnaire. L'indignation dont M. Jacques Fauvet fait preuve sert à couvrir une escroquerie politique pro-stalinienne majeure :

« Lénine ordonne le repli sur la base de départ que constitue l'Union soviétique... réaliser le

« front unique », s'entendre avec les socialistes pour « faire pression sur les gouvernements » pour obtenir la reconnaissance du gouvernement de l'URSS. »

Autrement dit, Lénine s'engage sur la voie de la « construction du socialisme dans un seul pays ». Il s'efforce de faire ce que Staline fera, transformer les partis communistes en rouages de la diplomatie de l'URSS, et au travers d'eux utiliser les prolétariats comme moyen de pression sur les gouvernements.

UN VRAI STALINIEN, UN VRAI PARTI STALINIEN

M. Jacques Fauvet n'apprécie pas les interventions de la direction de l'IC au cours des deux années 1921-1922 pendant lesquelles Trotsky s'occupait directement des problèmes de la section française. Ce qu'il appelle « la fêrûle de Trotsky » n'est rien d'autre que l'impulsion que celui-ci donnait pour transformer le parti informe et opportuniste sorti du congrès de Tours en authentique parti communiste. Au cours de ces deux années, le Parti communiste a fait quelques pas en ce sens, sans que le but soit atteint.

« Le tempérament français », affirme Jacques Fauvet, au vrai ses origines social-démocrates, son opportunisme, ont résisté à la « fêrûle de Trotsky ». La résistance des partis issus de la social-démocratie à leur transformation en authentiques partis communistes ne se manifesta pas seulement en France. Aucun de ces partis, en Allemagne, en Italie, etc., ne deviendra un authentique parti communiste.

La révolution russe isolée, le prolétariat de l'URSS exsangue, la bureaucratie du Kremlin se forme et se consolide. Avec la dégénérescence de la Révolution russe, le Parti bolchevique devenant la proie de la bureaucratie contre-révolutionnaire, l'Internationale communiste devient

également sa proie et dégénère aussi. L'inconsistance théorique, politique, d'organisation du PCF (comme des autres partis de l'IC) donnait à Staline la possibilité de manipuler ce parti et d'en faire un pur parti stalinien. M. Jacques Fauvet ne peut passer sous silence l'élimination de Trotsky et l'épuration du PCF dès 1924, la « bolchevisation » qui, en disloquant le parti, va le rendre plus malléable, mais il se garde bien d'évoquer la montée de la bureaucratie en URSS, la dégénérescence du Parti bolchevique, la transformation de l'IC d'une Internationale révolutionnaire en instrument de la diplomatie de la bureaucratie du Kremlin.

Précautionneux, il a pris soin de nous avertir que « l'on connaît mal l'histoire, au moins contemporaine, de cette Internationale », et puis, n'est-ce pas Lénine qui a engagé l'IC sur cette voie... Il faudra dix ans encore pour que le Parti communiste français devienne un parti qui bénéficie de la sympathie de Fauvet. Dix ans au cours desquels la ligne politique du PCF, sous l'impulsion de la bureaucratie du Kremlin, ressemblera à la marche d'un ivrogne complètement saoul. Dix ans où l'on a été, au nom du front unique dont on a gardé l'étiquette, du plus plat opportunisme à l'ultra-gauchisme échevelé jusqu'à la théorie du social-fascisme qui a si fortement contribué à ouvrir les avenues du pouvoir à Hitler et à l'écrasement du prolétariat allemand. Dix ans au cours desquels les bouleversements à la direction du PCF sont allés au gré des épurations en URSS et à la tête de l'IC, lorsqu'il ne s'agissait pas de trouver des boucs émissaires aux échecs d'une politique dictée par Moscou. Dix ans pour que soit sélectionné et mis en place un appareil entièrement subordonné à Staline et au Kremlin.

Jacques Fauvet a cependant des lumières particulières sur les raisons de l'affaiblissement continu du PCF jusqu'en 1930 :

« A la vérité, il souffre de ce qui fait sa force même, observe Emmanuel Bel, il représente un prolétariat trop faible dans une Internationale trop forte. Aussi incline-t-il fatalement à chercher plutôt sa vie dans le vaste organisme auquel il s'agrége que dans le pays où il se trouve militer, la faiblesse du prolétariat aggravée de ses divisions explique aussi les déboires du Parti communiste. Sa tactique « classe contre classe » lui fait rejeter systématiquement « la discipline républicaine », c'est-à-dire la tactique gauche contre droite. »

Fort heureusement, un homme qui bénéficie de toute la sympathie de Jacques Fauvet se forme à l'intérieur du sérail stalinien : Maurice Thorez.

« Son premier voyage en URSS l'enthousiasme... Staline ne l'enthousiasme pas moins. Sa « cordialité souriante » le met à l'aise dès l'abord. « Ses interventions tout à la fois si simples et si profondes », lui font une « forte impression ». Ce premier séjour sera suivi de beaucoup d'autres qui feront de ce parfait pédagogue un excellent élève.

« Revenu en France, le parti a découvert en lui un partisan convaincu et convainquant du « front unique », qu'il a pourtant défendu en vain dans sa fédération, (il) éprouve ses capacités d'action en lui confiant la direction et même la présidence du comité central d'action contre la guerre du Rif. Cela lui vaut sa première condamnation. En juillet 1925 — à 25 ans — il accède au bureau politique et devient secrétaire à l'organisation. Sa vie, coupée de séjours en prison et à Moscou, va peu à peu se confondre avec celle d'un parti qui va longtemps encore se chercher, il y fait un travail patient et prudent de fourmi fidèle. D'autres chanteront ou crieront plus

fort : lui travaillera à bâtir une organisation, à choisir des cadres, à déceler les hérétiques, jusqu'au jour où, enfin sûr de lui, Moscou le choisit en juillet 1930 comme secrétaire de la section française de l'Internationale communiste. Plus tard, Jdanov, chef du Komintern, dira : « Croyez-vous qu'on forme un Thorez en quelques mois ? »

La plus grande vertu de Thorez a été sans aucun doute son entière servilité à Staline et à la bureaucratie du Kremlin, sa capacité à épouser tous leurs tournants quels qu'ils soient, et à sélectionner un appareil tout aussi servile. C'est sans doute ce qui fait écrire à Jacques Fauvet :

« Le Parti communiste atteint sa maturité face à la pédagogie appliquée, imposée depuis deux ou trois ans par Maurice Thorez, bien conseillé par Fried et l'Internationale et bien aidé par le groupe des fidèles qui, par éliminations successives, se constitue peu à peu auprès de lui, à la tête du parti. Sa puissance de travail, sa mémoire, sa culture, son sang-froid, toutes qualités que lui reconnaissent ses biographes les plus sévères, le font apparaître comme le maître incontesté de l'instrument qu'il est en train de forger. »

En 1922-1923, un terrible malheur menaçait : que la SFIC devienne un authentique parti communiste.

En 1933-1934, alors que la crise économique se conjugue en France à une crise du régime politique, la bourgeoisie française (et pas seulement celle de France) bénéficie d'une grande chance : le PCF est totalement stalinisé. Il est devenu un authentique parti contre-révolutionnaire, mais il est auréolé du prestige de la victoire de la révolution d'Octobre, du bolchevisme, et passe pour révolutionnaire. Comment Jacques Fauvet ne serait-il pas satisfait ?

LE PCF FAIT SES PREUVES COMME PARTI CONTRE-REVOLUTIONNAIRE

Nous n'insisterons pas ici sur le tournant politique que prend le PCF en 1934 qui, du social-fascisme, le conduit au Front populaire. D'autres articles de « la Vérité » le font suffisamment. La pression des masses, que traduisent surtout à ce moment les directions des fédérations de la Seine et de la Seine-et-Oise de la SFIO, impose aux dirigeants du PCF, de la SFIO, de la CGT et de la CGTU, le front unique, au moins jusqu'à un certain point. Plusieurs mois durant cependant, après le 12 février 1934, la direction du PCF, sous la conduite éclairée de Maurice Thorez, continue à dénoncer la SFIO comme un parti « social-fasciste ». Ce n'est que le 30 mai que « l'Humanité » publie l'article de Thorez qui propose à la direction de la SFIO le front unique, et le lendemain celui de la « Pravda » qui a donné le signal du tournant. Mais le pacte « d'unité d'action » que signent le 27 juillet la SFIO et le PCF n'est qu'un relais vers le Front populaire. En France, une situation pré-révolutionnaire se développe. Le front unique entre le PS et le PCF lui donne une expression et ne peut que l'impulser. L'IC et le PCF vont donner toute la mesure de leurs capacités contre-révolutionnaires en transformant le front unique des partis ouvriers en son contraire, le front populaire, qui subordonne la classe ouvrière aux partis du capital, en l'occurrence le Parti radical, assure la défense de la société et de l'ordre, de l'Etat bourgeois.

En Espagne, contre la montée de la révolution et la révolution elle-même et ensuite au cours de la guerre civile, le Parti communiste espagnol suivra la même politique. M. Jacques Fauvet nous la baille belle lorsqu'il affirme :

« Le congrès de l'Internationale, qui avait tiré les leçons du désastre allemand et les méfaits du dogmatisme, n'avait pas été seulement celui du Front populaire, mais celui de la décentralisation ; il avait donc laissé à chaque parti le soin de tenir compte de la situation concrète, et de juger si les conditions fixées étaient satisfaites. »

En 1934, le caractère contre-révolutionnaire du stalinisme éclate littéralement. Sans doute la venue au pouvoir de Hitler contraint la bureaucratie du Kremlin à réorienter sa politique internationale. L'URSS entre à la SDN. Staline signe le pacte franco-soviétique, et cette politique s'accommode fort bien du Front populaire. Du même coup, le PCF se drape dans le drapeau tricolore, et ses dirigeants entonnent « La Marseillaise ». La fameuse déclaration de Staline de 1935 : « Monsieur Staline comprend et approuve pleinement la politique de défense nationale faite par la France pour maintenir sa force armée au niveau de sa sécurité », inspire à Jacques Fauvet cette réflexion :

« Pierre Laval a pensé neutraliser le Parti communiste français mais, sans le vouloir, et même en voulant le contraire, il a valorisé le Front populaire. Le maquignon a trouvé plus malin que lui, il a cru tromper Staline. Comme plus tard Hitler. C'est lui qui a été berné. Les communistes ne s'étonnent de rien et ne s'embarrassent pas pour si peu. »

En effet le PCF n'est pas « neutralisé ». Sur ordre de Staline, il se met entièrement et activement au service des intérêts de l'impérialisme français. Il tend la main aux catholiques (c'est-à-dire au clergé), aux « nationaux » et jusqu'aux Croix de feu. Dès août 1936, le Front populaire ne lui suffit plus, il se prononce pour « le Front des Français de Thorez à Paul Reynaud ».

Il sera le brise-lames de la vague gréviste de juin 1936 et le principal rempart de la société bourgeoise contre la crise révolutionnaire qui s'ouvre ainsi. Ce sera le fameux « il faut savoir terminer une grève » de Maurice Thorez.

Mais ce sont les années des gigantesques purges en URSS, des assassinats collectifs de centaines de milliers de bolcheviks, les années des monstrueux procès de Moscou. Le PCF hurle à la mort. Historien méticuleux, M. Jacques Fauvet n'a sans doute rien trouvé dans les archives qui témoigne du délire sanguinaire, contre-révolutionnaire des Duclos, Thorez, Fajon et autres, puisque son « Histoire du PCF » n'en dit rien, pas un mot. Comme si ce n'était pas un terrible témoignage de la nature de ce parti et ne l'avait pas indélébilement marqué.

Sans passer totalement sous silence le rôle des dirigeants du PCF au cours de la guerre civile en Espagne, il rejette « les crimes et les sottises » sur le seul Marty, faisant une apologie des autres dirigeants et militants. Certes, il y eut les brigades internationales dont Fauvet nous dit : « Sur dix mille volontaires français, trois mille laisseront leur vie en Espagne, dont l'un des beaux-frères de Thorez. » Il omet de dire, faute de documentation, sans doute, que le prix à payer pour l'intervention de l'URSS en Espagne du côté des Républicains, ce fut la présence et le règne de la GPU, la répression contre les masses, les calomnies, les tortures et la mort, dont celle d'Andres Nin, pour les meilleurs combattants de la révolution espagnole, son écrasement, prélude à la victoire de Franco, et que les dirigeants du PCF ont été parmi les plus précieux auxiliaires de ces crimes.

La dialectique de l'histoire est rarement simple. Aux yeux des masses, le PCF reste le parti de la révolution constitué à l'appel d'Octobre 1917, à l'appel de Lénine. La situation en France devenant révolutionnaire, la

crise révolutionnaire s'ouvrant, elles se dirigent vers ce parti qui se renforce considérablement en quelques années. Il passe de quelques dizaines de milliers de membres en 1932 à plusieurs centaines de milliers à la fin de 1937, car parti contre-révolutionnaire il passe aux yeux des masses pour un parti révolutionnaire. Dès 1933, ce merveilleux instrument dont aura tant besoin ultérieurement la bourgeoisie française est parfaitement au point et il le prouve entre 1934 et 1938. Jacques Fauvet est à l'unisson de Maurice Thorez. Il dit du IX^e congrès du PCF qui se tient à Arles à la fin décembre 1937 qu'il est un « congrès heureux ». Mais toute médaille a son revers. Fauvet poursuit :

« En retard sur l'événement intérieur, et en avance sur l'événement extérieur, ce IX^e congrès est vraiment un sommet dans l'histoire du parti. Voici la pente. »

La vague révolutionnaire est en reflux, la situation révolutionnaire va bientôt se transformer en situation contre-révolutionnaire.

Le 16 mars 1937, la police, les gardes mobiles tirent à Clichy sur la foule qui manifeste contre la tenue d'un réunion des Croix de feu, rebaptisées après leur dissolution PSF. Il y a cinq morts. Les dirigeants de la SFIO et du PCF ensevelissent les victimes sous des monceaux de fleurs et de couronnes. Ils dilueront la colère populaire en ayant recours à une de ces manifestations-procession dans le recueillement, le calme et la dignité dont ils ont le secret.

Mais le Front populaire n'a plus de raison d'être. Le Sénat se débarrasse du gouvernement Blum, qui s'incline, en lui refusant les pleins pouvoirs financiers. Le radical Camille Chautemps lui succède. Le PCF offre à Chautemps, qui refuse, de participer à son gouvernement. En réplique à la contre-offensive du capital, que le gouvernement Chautemps couvre, lorsqu'il ne la dirige

pas, de nouvelles grèves éclatent fin 1937-début 1938. Les dirigeants de la CGT, également dirigeants du PCF, s'efforcent de les contenir et de les disloquer. Le 13 janvier alors que Chautemps demande les pleins pouvoirs financiers, le PCF annonce qu'il ne les votera pas et la SFIO retire ses ministres : Chautemps démissionne. Le 17 janvier, Chautemps, qui a formé un nouveau gouvernement sans ministres SFIO, sollicite l'investiture. Le PCF vote cette investiture. Ce n'est qu'une transition ; il tombe le 10 mars.

Après un nouveau et épisodique gouvernement Blum, c'est au tour de Daladier de former un gouvernement. Fauvet écrit :

« Afin de « protéger le pays contre le fascisme international », le groupe communiste vote, le 12 avril, non seulement la confiance mais les pleins pouvoirs financiers. (...) (Il) se félicite que la fin de la grève des usines aéronautiques soit intervenue à la veille du vote de la Chambre (...), l'élargissement des conflits (ne pouvant) rester sans répercussions sur l'économie et la sécurité du pays. »

Et il s'interroge :

« Les communistes sont-ils à ce point aveugles, qu'ils ne s'aperçoivent pas du changement de majorité et donc de politique qui est en train de s'opérer ? »

Non. Pour le PCF, il n'y a pas de changement de politique, mais développement de la politique contre-révolutionnaire de front populaire. Au lendemain de l'Anschluss, le PCF ne saurait refuser au gouvernement de la France « les moyens de porter sa force armée au niveau de sa sécurité ».

Mais le gouvernement Daladier signe les accords de Munich. Du côté des impérialismes français et anglais, ils visent à ouvrir à Hitler la route de

l'agression contre l'URSS. Un jeu politique et diplomatique, dont Staline n'estime pas nécessaire d'informer les dirigeants du PCF, s'engage : qui, des « démocraties occidentales » ou de la bureaucratie du Kremlin, se fera l'allié de Hitler contre l'autre. Quand au PCF, il atteint un point de chauvinisme qu'il ne dépassera qu'au cours de la guerre lorsque Hitler attaquera l'URSS. N'en déplaise à M. Fauvet, l'action du PCF se conjugue à celle de Daladier pour briser la grève générale du 30 novembre 1938. Jusqu'au bout, ainsi que le fait un véritable parti stalinien, il développe son action contre-révolutionnaire.

DU PACTE HITLER-STALINE A LA PARTICIPATION AU GOUVERNEMENT

La capacité contre-révolutionnaire du PCF dépend étroitement de sa subordination à la bureaucratie du Kremlin. Mais cette dépendance n'est pas sans inconvénient pour les intérêts du capital financier. Une partie de l'appareil du PCF, députés, conseillers municipaux, etc., vont se ranger derrière la bourgeoisie française lorsque Hitler et Staline signent en 1939 leur pacte qui rend inévitable la guerre entre l'Allemagne, la France et l'Angleterre. Pourtant, dans son ensemble, l'appareil soigneusement sélectionné obéit à la politique du Kremlin. Il dénonce « la guerre impérialiste ». Evidemment M. Jacques Fauvet ne peut approuver. Le dessein qu'il poursuit exige néanmoins de trouver des raisons honorables et prolétariennes à la politique du PCF entre 1939 et 1940. Fauvet les trouve. L'armée allemande attaque le 10 mai 1940 et disloque les armées hollandaise, belge et française. M. Jacques Fauvet explique :

« Il est clair que les dirigeants communistes caressent dès le

l'espoir que la révolution peut naître à l'Ouest de la défaite, d'une paix révolutionnaire. Mais c'est confondre Hitler et Guillaume II, et commettre la même erreur que le général Weygand qui, voyant déjà Maurice Thorez s'installant à l'Elysée, sera bientôt plus préoccupé de maintenir l'ordre en France que de poursuivre la guerre contre l'Allemagne. »

Au début de l'occupation, les dirigeants du PCF demandent l'autorisation aux hitlériens de publier officiellement « l'Humanité ». Etait-ce encore pour préparer la révolution ? Fauvet plaide :

« Plus tard, après la guerre, le parti voudra oublier et contestera, furieusement parfois, cet épisode. Il eût été mieux inspiré en le reconnaissant, mais en le situant dans l'atmosphère et le contexte du moment ; il avait payé assez cher le droit de s'expliquer et de se défendre. »

En effet, des dizaines de milliers d'ouvriers et de paysans de l'URSS, des millions et des millions d'hommes en Europe et dans le monde paieront de leur vie la criminelle politique de la bureaucratie du Kremlin qui, en organisant les plus terribles défaites que le prolétariat ait jamais subies en Allemagne, en France, en Espagne, dans toute l'Europe, a rendu inévitable la deuxième guerre mondiale. Mais l'un ne justifie pas l'autre. Tout comme la bureaucratie du Kremlin, les dirigeants du PCF sont complètement pris au dépourvu lorsque Hitler attaque l'URSS. Lorsqu'ils réagissent et engagent le combat c'est sur une orientation complètement réactionnaire que la formule « à chacun son boche » illustre parfaitement. Mais dans la résistance, au travers du CNR, en participant au gouvernement d'Alger, par toute leur politique ils préparent la reconstruction de l'Etat bour-

geois. Leur orientation chauvine et pro-bourgeoise au cours de la résistance implique encore et toujours la défense de l'ordre bourgeois et la collaboration avec de Gaulle et ses représentants au sein du CNR, gouvernement d'Alger. Elle implique aussi et en conséquence le massacre, lorsque cela est possible, de militants prolétariens fidèles à leur classe et à l'internationalisme.

M. Jacques Fauvet fait silence là-dessus. Il tait volontairement l'assassinat de Pietro Tresso dit Blasco, en novembre 1943, par les militants staliniens dans le maquis du Queryere. Qui était Blasco ? Un ancien membre du bureau politique du Parti communiste italien, exclu en 1930 pour trotskysme, qui rejoignit les rangs de l'Opposition de gauche et devint un dirigeant de la IV^e Internationale.

Le PCF, à la libération, bénéficie du prestige immense que l'URSS a acquis auprès des masses en combattant victorieusement, au prix d'immenses sacrifices, l'impérialisme allemand, la barbarie nazie qui écrasait l'Europe sous sa botte. L'héroïsme dont les militants du PCF ont fait preuve contribue au prestige de leur parti. Il atteint alors le sommet de sa puissance politique. Ses dirigeants le mettent entièrement au service de la reconstruction de la société bourgeoise et de l'Etat bourgeois, comme le font leurs collègues d'Italie et d'autres pays. Fauvet réfute les allégations de De Gaulle qui, par ailleurs, dit le contraire lorsque dans ses mémoires il explique qu'il « s'est servi du PCF pour remettre le train sur les rails ».

FAUVET TEMOIGNE

Voici son « témoignage », extrait des pages 339 à 341 de son livre.

« L'insurrection nationale ? »
Le mot, qui prêtait à équivoque, avait été employé un an auparavant par Maurice Thorez lui-

même dans *l'Humanité* clandestine du 1^{er} août 1943. Mais dans le même article, il citait le général de Gaulle : « L'insurrection nationale est inséparable de la libération nationale. » Cela signifiait que pour effacer la défaite de 1940, il fallait que le peuple participât à sa propre libération et ne s'en remit pas à ses grands alliés.

Que localement, ou même régionalement, les responsables du parti aient confondu insurrection et révolution n'est que trop certain. Mais nulle part ils ne songèrent un instant à instaurer « la république des soviets », même dans le Centre ou le Sud. L'auraient-ils voulu qu'ils ne le pouvaient pas.

« Ni Ravanel, ni Gilbert de Chambrun, ni Guingoin, pour des raisons différentes, ne tentent l'épreuve de force en vue de laquelle ils ont été désignés comme chefs militaires des FFI », écrit Robert Aron dans son *Histoire de la Libération*. C'est reconnaître que dans les régions qui lui étaient les plus acquises — celles de Toulouse, Montpellier et Limoges — le parti n'a pas cherché, directement ou non, à se saisir du pouvoir. Plus que le communisme, c'est en vérité l'anarchie qui règne.

Si nombreux et si bien organisés qu'ils soient, les communistes ne sont pas seuls dans la résistance ; ils sont en minorité au CNR et s'ils dominent son Comité militaire, le COMAC, ils sont bien obligés de s'incliner dès que se manifeste peu ou prou l'autorité ou l'habileté des représentants du général de Gaulle.

Deux événements l'avaient convaincu que le risque d'une prise de pouvoir des communistes était réel. En Corse, ils avaient largement profité de l'inexpérience, de l'inexistence politique du général Giraud. N'ayant en face aucune autre autorité, aucune autre force politique que la peur, ils avaient pris les places qui s'offraient

à eux. C'est-à-dire à peu près toutes. Peu de temps après, le vide provoqué au CNR par l'arrestation et la mort de son président, Jean Moulin, allait leur permettre là encore de compter plus que leur nombre réel et finalement d'avoir un des leurs, dialecticien redoutable, au Comité d'action militaire, le COMAC, Pierre Villon, officiellement ; le second n'étant pas alors membre du parti mais l'épaulant, Kriegel-Valrimont, et le troisième étant Jean de Vogüé. A cela s'ajoutait la nomination — plus récente — de deux autres communistes, Malheret-Joinville comme chef d'état-major des FFI et Rol-Tanguy comme chef des forces de l'Île-de-France.

Le général de Gaulle en avait conclu que « la direction des éléments combattants était aux mains des communistes » ; il le craignait d'autant plus qu'il pensait depuis longtemps que la libération de Paris tendrait pour les communistes « à l'institution d'un pouvoir dominé par la III^e Internationale ».

« Mettant à profit le tumulte de la bataille, entraînant le Conseil national de la résistance dont plusieurs membres, en dehors de ceux qui étaient de leur obéissance, pourraient être accessibles à la tentation du pouvoir ; usant de la sympathie que les persécutions dont ils étaient l'objet, les pertes qu'ils subissaient, le courage qu'ils déployaient, leur valaient dans beaucoup de milieux ; exploitant l'angoisse suscitée dans la population par l'absence de toute force publique ; jouant enfin de l'équivoque en affichant leur adhésion au général de Gaulle, ils projetaient d'apparaître à la tête de l'insurrection comme une sorte de Commune, qui proclamerait la république, répondrait de l'ordre, distribuerait la justice, et, au surplus, prendrait soin de ne chanter que la Marseillaise, de n'arborer que le tricolore. »
Ecrits onze ans après l'événement, cette longue, belle et co-

hérente période n'est illustrée d'aucun renseignement récent, ni d'aucun ordre précis prouvant à ce moment-là la volonté révolutionnaire du Parti communiste ; que le général l'ait craint, qu'il ait voulu le prévoir pour y parer ou qu'il en ait agité la menace pour forcer la main aux alliés, c'était dans sa mission, son devoir, ou sa ruse. Mais aucun historien, même anticommuniste, ne l'a jamais soutenu.

« Faites vite, qu'il n'y ait pas de nouvelle Commune », aurait-il dit à Leclerc enfin lancé sur Paris qu'évacue la Wehrmacht. Quatre ans plus tôt, à l'entrée de la même armée allemande dans la même capitale, la même crainte hantait le général Weygand. Quel étrange retour du sort ou, au-delà de l'abîme, quelle profonde communauté d'âme ! Quelle méconnaissance aussi de la volonté, dans un cas, de Staline, et, dans l'autre, de Hitler !

Si le destin avait voulu que le général de Gaulle n'existât pas ou même que l'inévitable résistance fût tout entière sous l'influence communiste, il restait les alliés. Non que leur présence militaire eût permis d'épauler dans une guerre civile la résistance non communiste contre l'autre. Le conflit eût paru impensable, sacrilège ou plus simplement inutile. Car la seule présence des Anglo-Saxons en Europe de l'Ouest interdisait tout coup de force au Parti communiste, à moins qu'il ne cesse d'être communiste, c'est-à-dire d'insérer sa tactique particulière dans une stratégie mondiale. Car depuis la conférence de Téhéran de novembre 1943, le partage de l'Europe était fait ; Staline avait obtenu de Roosevelt contre Churchill que le second front fût ouvert en Normandie et non dans les Balkans. Rompre cet accord, d'un côté ou de l'autre, c'était prendre le risque tant redouté du renversement des alliances ou, à tout le moins, de la paix séparée,

soit des Soviétiques, soit des Anglo-Saxons avec l'Allemagne.

Il est au demeurant un autre pays, l'Italie, où le parti n'avait pas en face de lui un général de Gaulle mais seulement un maréchal Badoglio. La prise du pouvoir était à sa portée si elle s'était inscrite dans la stratégie mondiale du communisme. Mais cette stratégie exigeait au contraire que le parti de Palmiro Togliatti fût aussi légaliste que celui de Maurice Thorez. Lorsque plus tard, beaucoup plus tard, cette attitude sera critiquée par la voix des Yougoslaves à la réunion constitutive du Kominform, Jacques Duclos pourra répliquer à ses accusateurs : « En 1944, une politique différente aurai isolé notre parti ; il aurait été impossible à ce moment-là de chasser de Gaulle. Toute action contre lui aurait fourni des armes aux alliés contre les communistes » ; il aurait dû ajouter : contre l'URSS.

Coupés du monde et par surcroît de la direction du Parti, des communistes français ont pu rêver à la faveur de l'insurrection contre l'occupant de faire la révolution contre la bourgeoisie. Les communistes n'en avaient ni l'envie, ni la mission, ni même, si l'on peut dire, le droit. Sans doute plus d'un gauchiste rongea son frein — au moins jusqu'au retour de Maurice Thorez. Mais André Marty lui-même, accusé plus tard d'avoir préconisé la prise du pouvoir à la Libération pour l'instauration du socialisme, devait se défendre d'y avoir jamais songé : « Les conditions pour cela, dit-il, étaient loin d'être remplies. »

Discuter des rapports de force, des opportunités qui existaient ou non de prendre le pouvoir, n'a en ce cas aucun sens. La vocation contre-révolutionnaire du PCF, sa dépendance par rapport au Kremlin, en ont fait l'instrument de la reconstruction de la société et de l'Etat

bourgeois en ruines. C'est pourquoi il a participé aux gouvernements de De Gaulle et ensuite à ceux du tripartisme. Il fallait discipliner les masses aux exigences de la reconstruction de l'économie capitaliste.

Maurice Thorez a résumé la politique du PCF au cours du CC d'Ivry de février 1945 en une formule : « il faut une seule police, une seule armée, un seul gouvernement », que deux autres formules ont complétée : « il faut produire, produire, produire » et « la grève est l'arme des trusts ». De même il n'y a pas de plus chaud partisan de « l'Union française », nouvelle appellation de l'empire français, que le PCF. En 1945, dans le Constantinois, les masses algériennes manifestent et exigent l'indépendance de l'Algérie. Les ministres du PCF organisent la répression. Charles Tillon, ministre de l'Air, fait intervenir l'aviation qui bombarde et mitraille : des centaines de morts. En avril 1947, alors que la guerre d'Indochine fait rage, les députés du PCF s'abstiennent pour « protester contre la politique que mène le gouvernement en Indochine ». Mais c'est au nom de la « défense de l'Union française ». Jacques Duclos, que cite Fauvet, le dit expressément :

« Vous vous engagez dans une politique de folie d'où rien ne sortira. Vous perdez l'Indochine et l'Union française. »

Et les membres du PCF ne rompent pas la « solidarité gouvernementale ».

« Les ministres voteront donc les crédits et contresigneront les instructions gouvernementales. »

Les massacres organisés sous la direction de Pierre de Chevigné, haut commissaire de France à Madagascar en ce printemps 1947, qui feront plus de 100 000 morts, n'ébranlent pas plus « la solidarité gouvernemen-

tales ». L'arrestation des parlementaires malgaches ne l'ébranlera pas non plus.

« LES MINISTRES DES MASSES »

Mais le PCF et les dirigeants de la CGT, membres du PCF, ne peuvent perdre le contrôle de la classe ouvrière.

Après de nombreuses grèves « sauvages » voici que, en avril 1947, la grève démarrée chez Renault s'étend.

Ne parvenant pas à briser la grève, les dirigeants du PCF qui dirigent les syndicats de la métallurgie « coiffent » le mouvement pour en reprendre le contrôle et le canaliser. Renault, le fer de lance de la classe ouvrière, s'est dressé contre la politique du PCF. La direction du PCF se sent menacée. Au Conseil de cabinet du 30 avril, Thorez annonce que le PCF soutient sans réserve la revendication de la CGT de primes à la production. Ce n'est d'ailleurs pas la revendication des grévistes de chez Renault qui exigent 10 F d'augmentation de l'heure. Les ministres du PCF quittent le conseil. Au Conseil des ministres du lendemain, les ministres du PCF maintiennent leur position alors que Ramadier leur demande d'attendre jusqu'en juillet, ainsi qu'il était convenu avant la grève Renault, pour discuter des questions salariales.

Fauvet rapporte ainsi la suite des événements :

« L'Assemblée ayant été saisie du conflit dès le lendemain, les ministres communistes refusent de voter la confiance mais ne prennent pas congé

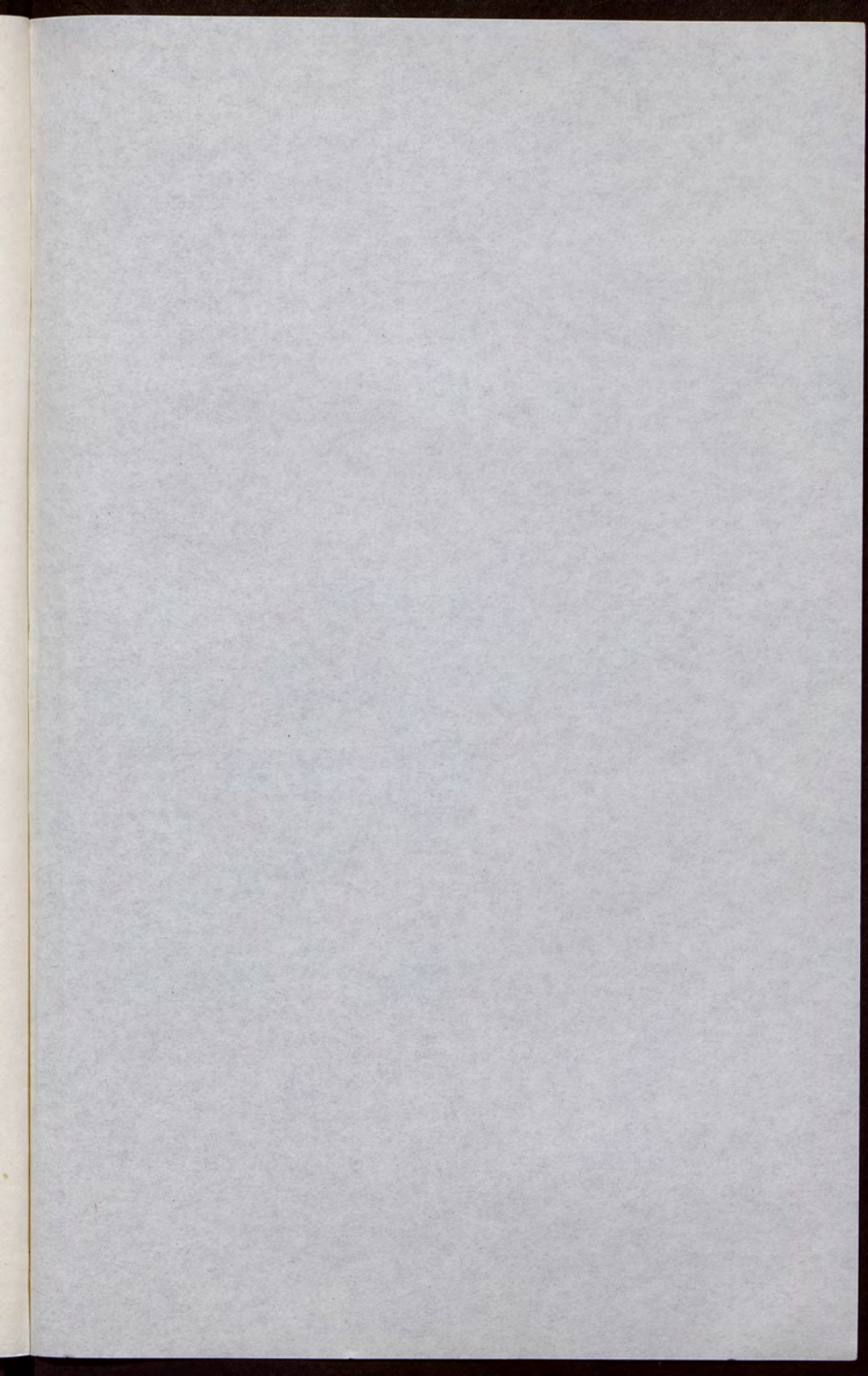
pour autant ; il faut, pour qu'ils s'en aillent, que le président du Conseil, qui y était résolu depuis dix jours, les révoque le 5 mai. »

Les dirigeants du PCF ne pouvant plus exercer, en restant à l'intérieur du gouvernement, un contrôle suffisant sur la classe ouvrière (ce que Fauvet appelle être les « ministres des masses »), la bourgeoisie estime qu'elle peut les expulser du gouvernement. Duclos continuera à proclamer que le PCF reste un parti de gouvernement. Mais le commencement de la guerre froide se conjuguera à de nouvelles grèves qui éclatent malgré les dirigeants de la CGT en juillet chez les cheminots, en octobre dans les transports parisiens. Une page se tourne.

M. Jacques Fauvet a accompli la première partie de sa tâche, combinaison subtile de falsification et de témoignage. L'ouvrage est néanmoins réussi : Jacques Fauvet prouve que ce parti, en temps de crise de la bourgeoisie et de l'Etat, lorsque se prépare une crise révolutionnaire et qu'elle éclate, est indispensable à la défense de l'ordre bourgeois. Précieuse démonstration au moment où se prépare à nouveau en France une crise révolutionnaire.

En une seconde partie, utilisant toujours cette dialectique subtile, M. Jacques Fauvet complète sa démonstration : « l'Union de la gauche » et ses suites s'inscrivent dans la continuité de la politique du PCF ; ils sont riches de toute la tradition de ce parti. Dans un prochain article, nous poursuivrons la lecture de cette œuvre d'un clerc.

Stéphane Just,
le 14-12-1977.



tales. L'assassinat des parlementaires malgaches ne fera pas non plus.

« LES MINISTRES DES MASSES »

Mais le PCF et les dirigeants de la CGT, membres du PCF, ne peuvent perdre le contrôle de la classe ouvrière.

Après de nombreuses grèves « sauvages » voici que, en avril 1977, la grève démarrée chez Renault s'étend.

Ne parvenant pas à briser la grève, les dirigeants du PCF qui dirigent les syndicats de la métallurgie, « coiffent » le mouvement pour en reprendre le contrôle et le canaliser. Renault, le fer de lance de la classe ouvrière, s'est dressé contre la politique du PCF. La direction du PCF se voit menacée. Au Conseil de cabinet du 29 avril, Horez annonce que le PCF veut son retour à la revendication de la CGT de primauté à la production. Ce n'est d'ailleurs pas la revendication des grévistes de chez Renault qui exigent 10 F d'augmentation de l'heure. Les ministres du PCF quittent le conseil. Au Conseil des ministres du lendemain, les ministres du PCF maintiennent leur position alors que Ranadier leur demande d'attendre jusqu'en juillet, ainsi qu'il était convenu avant la grève Renault, pour discuter des questions salariales.

Fauvet rapporte ainsi la suite des événements :

« L'Assemblée ayant été saisie du conflit dès le lendemain, les ministres communistes refusent de voter la confiance mais ne prennent pas courage

pour autant ; il faut, pour qu'ils s'en aillent, que le président du Conseil, qui y était résolu depuis dix jours, les révoque le 3 mai. »

Les dirigeants du PCF ne pouvant plus exercer, en restant à l'intérieur du gouvernement, un contrôle suffisant sur la classe ouvrière (ce que Fauvet appelle être les « ministres des masses »), la bourgeoisie estime qu'elle peut les expulser du gouvernement. Duslos continuera à proclamer que le PCF reste un parti de gouvernement. Mais le commencement de la guerre froide se conjuguera à de nouvelles grèves qui éclatent malgré les dirigeants de la CGT en juillet chez les cheminots, en octobre dans les transports parisiens. Une page se tourne.

M. Jacques Fauvet a accompli la première partie de sa tâche, combinaison subtile de falsification et de témoignage. L'ouvrage est néanmoins réussi : Jacques Fauvet prouve que ce parti, en temps de crise de la bourgeoisie et de l'Etat, lorsque se prépare une crise révolutionnaire et qu'elle éclate, est indispensable à la défense de l'ordre bourgeois. Présence démonstrative au moment où se prépare à nouveau en France une crise révolutionnaire.

En une seconde partie, utilisant toujours cette dialectique subtile, M. Jacques Fauvet complète sa démonstration : « l'Union de la gauche » et ses sexes s'inscrivent dans la continuité de la politique du PCF : ils sont riches de toute la tradition de ce parti. Dans un prochain article, nous poursuivrons la lecture de cette œuvre d'un clerc.

Stéphane Just,

le 14-12-1977.

LA VERITE

Organe du Comité central de l'Organisation Communiste Internationaliste

adhérente du Comité d'organisation
pour la reconstruction de la Quatrième Internationale

Rédaction et administration :

87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 PARIS

Abonnements :

FRANCE : **Pli non clos** : 1 an (5 numéros) : 33 F - 2 ans (10 numéros) :
60 F - 2 ans soutien : 100 F.

Pli clos : ajouter 4 F par numéro pour les frais d'envoi.

ETRANGER :

Pli non clos : 1 an : 50 F - **Pli clos** : demander à l'administration.

Tous versements : Gérard SERFATI.

Le directeur de la publication : Pierre LAMBERT.
Imprimerie ABEXPRESS - PARIS.



Commission paritaire n° 51 695